



Études économiques de l'OCDE AUTRICHE

NOVEMBRE 2019 (VERSION ABRÉGÉE)



Études économiques de l'OCDE : Autriche 2019 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : Autriche 2019 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/829ad951-fr>.

ISBN 978-92-64-51048-7 (pdf)

Études économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3363 (imprimé)
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : Autriche
ISSN 1995-3135 (imprimé)
ISSN 1999-0197 (en ligne)

Crédits photo : Couverture © iStockphoto.com/Arpad Benedek.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2019

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Résumé

L'économie se porte bien d'une manière générale, mais ralentit après avoir connu une longue période de reprise

Les niveaux de vie et le bien-être subjectif sont parmi les plus élevés de l'OCDE. Une croissance généralisée, s'appuyant sur une multitude d'entreprises très diverses réparties dans toutes les régions et étayée par des partenariats sociaux propices, expliquent le niveau élevé du bien-être et de la cohésion sociale en Autriche.

La situation économique s'est améliorée ces dernières années, portée par des facteurs internes aussi bien qu'externes. La robuste progression de l'emploi dans le secteur privé a permis de soutenir la confiance des ménages et a débouché sur des augmentations de salaires. L'Autriche bénéficie d'une part de son intégration étroite dans des chaînes de valeur internationales mondialement concurrentielles gravitant autour de l'Allemagne, et d'autre part de sa proximité avec les économies d'Europe centrale et orientale, qui connaissent une croissance rapide.

Davantage de personnes sont entrées sur le marché du travail, et les entrées migratoires ont été importantes. Depuis trois ans sans interruption, la demande de main-d'œuvre est robuste, et la participation des femmes et des travailleurs âgés s'en est trouvée augmentée. Cela étant, une grande partie des emplois nouvellement créés ont été occupés par des immigrés ou par des travailleurs frontaliers. Sur fond de difficultés de recrutement et d'inadéquation entre l'offre et la demande de compétences, le niveau estimé du taux de chômage structurel a augmenté. Bien que le taux de chômage de longue durée sur le marché autrichien du travail ait récemment diminué, il demeure relativement élevé.

Des divergences en termes de résultats sur le marché du travail posent des problèmes de cohésion sociale. L'accentuation des différences de compétences au sein de la population, conjuguées à la divergence des résultats en matière de productivité entre les

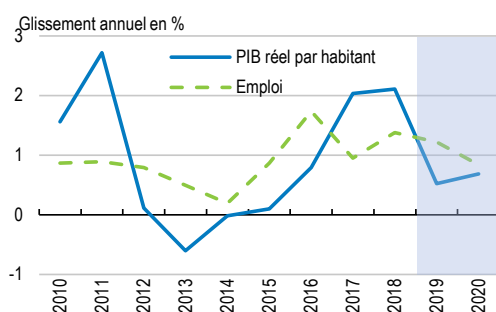
entreprises autrichiennes font que les résultats en termes d'emploi, de qualité des emplois et de salaires du marché sont plus hétérogènes qu'ils ne l'étaient dans le passé. De plus, les évolutions sont inégales d'une région à l'autre. Cette situation remet en question la cohésion sociale. Les attentes traditionnelles de la société, à savoir une création régulière d'emplois pour tous et un niveau élevé d'égalité de revenu, augmentent les exigences d'accroissement des dépenses publiques, notamment sous la forme d'aides et de programmes de reconversion professionnelle pour les chômeurs, d'aides au logement social et d'assistance aux personnes risquant de se retrouver en situation de pauvreté relative, notamment pendant leur vieillesse.

Le précédent gouvernement s'était fixé d'importants objectifs de réforme. En fonctions de décembre 2017 à juin 2019, il avait l'intention de mettre en œuvre plusieurs réformes de la réglementation visant à faciliter l'entrée sur le marché et les conditions d'activité des entreprises, ainsi qu'une vaste réforme fiscale destinée à soutenir l'investissement des entreprises et la création d'emplois, et il avait engagé une restructuration du système éducatif. En particulier, le système de formation professionnelle, clé de voûte des performances passées de l'Autriche, était concerné par le programme de réformes. Les pouvoirs publics avaient insisté sur le fait que le rattrapage par rapport à la frontière internationale en matière de développement du numérique, où l'Autriche a pris du retard, constituait un objectif stratégique primordial.

L'économie risque de se heurter à des vents contraires à brève échéance. En dépit d'un contexte intérieure porteur, l'expansion devrait ralentir, à cause du fléchissement de la demande extérieure, en particulier sur les grands marchés à l'exportation que sont l'Allemagne et l'Italie (Graphique 1). Des pénuries de compétences et des difficultés de recrutement freinent l'investissement des entreprises. Les incertitudes qui entourent les politiques commerciales internationales pèsent sur la confiance des milieux d'affaires, sur l'investissement et sur la progression de l'emploi. Les ratios de fonds propres des banques, qui sont importantes en regard de la taille de

l'économie nationale et qui sont fortement exposées à l'Europe centrale, orientale et du sud-est, sont supérieurs aux normes réglementaires, mais pourraient être encore améliorés.

Graphique 1. Après avoir fortement progressé, la croissance ralentit



Source : OCDE (2019), Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections (base de données).

Tableau 1. La croissance économique devrait ralentir et repasser en dessous de 2 % en 2019 et en 2020

Variation annuelle en pourcentage

	2018	2019	2020
Produit intérieur brut	2.3	1.4	1.3
Consommation privée	1.1	1.7	1.8
Formation brute de capital fixe	3.9	2.9	1.5
Exportations	5.6	2.1	0.6
Importations	4.4	2.2	1.2
Taux de chômage (%)	4.8	4.6	4.5
Indice des prix à la consommation (IPC)	2.1	1.6	1.7
Solde budgétaire (% du PIB)	0.1	0.1	0.2
Dettes publiques (au sens de Maastricht, % du PIB)	73.8	72.1	70.8

Source : OCDE (2019) Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections (base de données).

Les finances publiques affichent un excédent, mais il faut améliorer la viabilité à long terme et l'efficacité des dépenses

La faiblesse des taux d'intérêt et la vigueur de la croissance ont contribué à l'équilibre des comptes publics. De nouvelles améliorations étaient attendues à l'horizon 2019-2020 par le gouvernement entré

en fonctions après les élections de 2017. À mesure que la conjoncture va ralentir, il faudrait laisser jouer les stabilisateurs automatiques, et des mesures plus vigoureuses devraient être envisagées si la situation s'aggrave. La réforme fiscale du précédent gouvernement devait être budgétairement neutre à long terme, mais aurait pu entraîner une légère contraction de l'excédent budgétaire à court terme. Un surcroît de dépenses directes dans les domaines contribuant à améliorer le potentiel de l'économie du point de vue de l'offre, la cohésion sociale et la viabilité environnementale pourrait contribuer à enclencher une relance plus rapide mais aussi plus facilement réversible.

Il faut rester vigilant face aux conséquences à long terme du vieillissement de la population. Le vieillissement démographique pèse lourdement sur les finances publiques et sur la capacité d'offre de l'économie. Malgré les ajustements paramétriques opérés dans le vaste système public de retraite et dont la mise en œuvre va s'étaler sur une longue période de transition, et en dépit de la réduction des possibilités de retraite anticipée, l'âge moyen de départ effectif à la retraite reste bien inférieur à celui de pays comparables. Les taux de remplacement sont élevés. Renforcer les incitations à travailler, concevoir des programmes de formation continue mieux adaptés et mettre en place une organisation du travail plus favorable sont autant de mesures qui permettraient aux travailleurs âgés de rester plus longtemps en activité. Dans le contexte actuel de pénuries de compétences, de telles mesures contribueraient à faciliter la transmission aux plus jeunes de l'expérience et des compétences des travailleurs les plus âgés.

Pour gérer les tensions budgétaires et les risques liés au vieillissement, l'Autriche a opté pour des amendements législatifs périodiques plutôt que pour des ajustements automatiques afin de modifier en tant que de besoin l'âge de la retraite, les cotisations et les prestations. Si la longévité augmente plus que prévu ou si d'autres changements se produisent, il faudrait procéder à de nouveaux ajustements du système de retraite, ce qui pourrait être politiquement délicat. Les conséquences sur les services de santé et les

soins de longue durée devraient aussi être soigneusement anticipés et gérés de manière dynamique. Il faut pouvoir faire face à l'augmentation des besoins de soins des personnes âgées dépendantes, qui sont dans leur majorité prises en charges par leurs familles en Autriche, sans que cela nuise au taux d'activité des membres de la famille concernés. L'Autriche a expérimenté un certain nombre d'approches innovantes dans ce domaine, notamment le recours à des services mobiles et en journée. De telles mesures ont le potentiel d'améliorer le bien-être des bénéficiaires tout en réduisant les pressions exercées sur les finances publiques à long terme.

Des réformes plus ambitieuses du secteur public et des finances fédérales s'imposent.

La structure de l'administration, composée de multiples niveaux, permet des relations étroites avec la population, mais soulève des difficultés en termes de rapport coût-efficacité, de qualité et de planification à long terme des services publics. Des examens des dépenses publiques judicieusement conçus et menés de façon indépendante peuvent contribuer à améliorer la conception et la fourniture des services. Actuellement, les pouvoirs de l'administration fédérale, des États fédérés (*Länder*) et des collectivités locales en matière de dépenses et de fiscalité ne sont pas harmonisés, et en moyenne, les communes sont de taille modeste. Les responsabilités en matière de perception des recettes et de dépenses devraient être alignées, et des économies d'échelle pourraient être réalisées en partageant des services ou en regroupant certains niveaux d'administration.

La structure des recettes des administrations publiques devrait être revue dans un sens plus favorable à la croissance et à l'inclusion sociale. La réforme fiscale pourrait avoir pour effet de réduire encore les impôts sur le travail (dont les cotisations de sécurité sociale) pour les ménages à faible revenu, d'élargir l'assiette des impôts sur la consommation et de relever les taxes environnementales. Les autorités devraient aussi envisager d'augmenter les impôts fonciers récurrents et de réintroduire des droits de succession. Les taux réduits de TVA, largement appliqués, devraient être remplacés par des

transferts directs au bénéfice des ménages à faible revenu, dont le coût budgétaire serait moindre.

Il faut améliorer les conditions-cadres pour alimenter la croissance à long terme et faciliter la transition numérique des entreprises

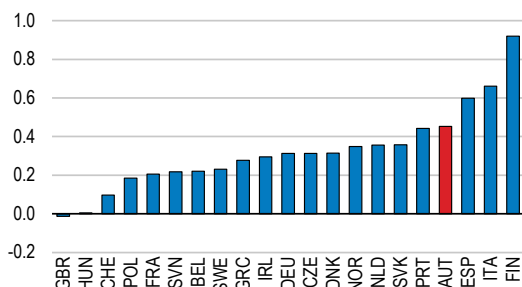
L'adaptation de l'Autriche à la transformation numérique en vue de se rapprocher de la frontière mondiale est plus lente que celle de pays comparables. Relever le niveau des compétences de la population, toutes catégories d'âge confondues, en vue de l'adoption des technologies numériques (Graphique 2), limiter les restrictions à la concurrence dans la réglementation des marchés de produits sans réduire la qualité des services, continuer d'abaisser les obstacles aux échanges et à l'investissement numériques qui subsistent encore et favoriser les apports de capital-risque et de fonds propres privés permettraient d'accélérer l'adoption des technologies informatiques fondamentales (Graphique 3). L'Autriche peut retrouver sa position de numéro un de l'administration électronique en généralisant son usage par tous les groupes sociaux et toutes les catégories d'âge. Une infrastructure internet à ultra-haut débit plus robuste permettrait d'offrir des services plus conviviaux et contribuerait à accélérer le phénomène de rattrapage.

La réglementation en vigueur sur les marchés de produits peut être modifiée dans un sens plus favorable aux jeunes pousses (start-ups) ainsi qu'aux échanges et aux investissements internationaux. Les secteurs des services sont particulièrement touchés par une réglementation restrictive, et il semble que la productivité et leur capacité d'innovation s'en trouvent réduites. Des mesures permettant de simplifier les procédures d'autorisation, en particulier pour les professions libérales, et de libéraliser l'entrée sur les marchés dans le transport ferroviaire, le transport routier et la distribution de produits pharmaceutiques, permettraient de réaliser des gains de productivité et d'innovation considérables. Les consommateurs et les secteurs manufacturiers en aval en

bénéficieraient sous la forme de prix moins élevés, de choix plus larges et d'amélioration des services.

Graphique 2. Dans le numérique, les pénuries de compétences sont importantes

Pénurie de connaissances dans l'informatique et l'électronique, sur une échelle de compétences allant de -1 à 1 (des plus faibles aux plus fortes), 2015 ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles

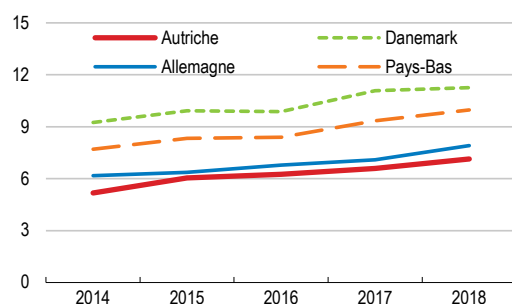


Note : Des valeurs positives correspondent à une pénurie de compétence, tandis que des valeurs négatives dénotent un excédent de qualifications.

Source : OCDE (2018), Compétences pour le travail (base de données).

Graphique 3. En Autriche, la transformation numérique a pris du retard

Indice relatif à l'économie et à la société numériques (Digital Economy and Society Index, DESI), utilisation d'Internet, indice composite



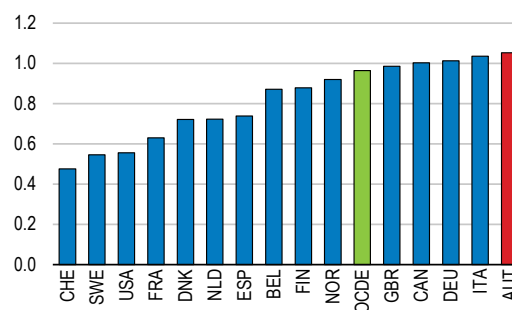
Source : Commission européenne (2019), Digital scoreboard (base de données).

La fiscalité des sociétés est favorable aux financements par l'emprunt, et les entreprises autrichiennes ont l'un des ratios dette-fonds propres moyens le plus élevé de toute l'OCDE. Les marchés du crédit sont bien développés, et les banques, grâce aux liens

étroits qu'elles entretiennent avec les entreprises, contribuent à la réussite de ce secteur ; en revanche, les marchés d'actions sont à la traîne. La réforme fiscale envisagée pourrait avoir pour effet de réduire les biais existants en faveur du financement par endettement (Graphique 4). Il serait utile à cet égard de continuer à repérer et corriger les principales contraintes faisant obstacle au développement d'un écosystème de l'investissement en fonds propres pour les entreprises de toutes tailles. Des sources de capitaux privés devraient venir compléter l'offre déjà conséquente de sources de financement publiques pour les jeunes pousses innovantes. Des apporteurs de capital-risque et des investisseurs axés sur la croissance issus du secteur privé peuvent jouer un rôle plus important dans le développement d'entreprises à fort potentiel.

Graphique 4. Le ratio dette/fonds propres est élevé

Sociétés non financières, 2018



Source : OCDE (2018), Tableau de bord financier

Le succès de la transmission des PME familiales sera crucial pour les performances économiques futures. Pérenniser les bonnes performances des entreprises moyennes à capitaux familiaux (les « champions cachés ») sera essentiel, et supposera notamment un fonctionnement approprié des « trusts familiaux » pendant les périodes de transition. Le nouveau gouvernement devrait reprendre à son compte les mesures prévues par le précédent pour améliorer les conditions-cadre des transmissions d'entreprises, notamment en approfondissant les marchés financiers. Le développement de

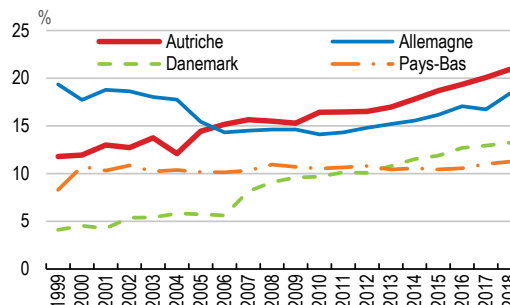
marchés de fonds propres, privés ou officiels, permettrait de faciliter les transmissions de capital et contribuerait à favoriser le développement commercial des PME, à accélérer leur modernisation technologique et à accroître leur rayonnement international.

D'importants défis subsistent, comme ceux consistant à intégrer tous les migrants et à améliorer la viabilité environnementale

L'immigration devrait, selon les prévisions, aider à compenser le vieillissement de la population et à entretenir la croissance dans les décennies à venir. Une intégration efficace des immigrants permet d'améliorer leur contribution au développement économique et au bien-être social (Graphique 5). L'intégration des étrangers peu qualifiés ainsi que de leur famille et de leurs enfants a été à ce jour relativement délicate. Il conviendrait d'améliorer les possibilités d'apprentissage de la langue allemande qui leur sont offertes, de développer les modalités d'adaptation de leurs compétences aux besoins du marché du travail et d'accroître leur insertion professionnelle. Les autorités ont également l'intention d'attirer des étrangers plus qualifiés dans des professions en manque de main-d'œuvre et de retenir une plus forte proportion de diplômés étrangers des universités autrichiennes.

Graphique 5. Les immigrants contribuent à la hausse de l'emploi

Part des immigrants dans le total de l'emploi



Source : Eurostat (2019), Résultats de l'enquête annuelle sur les forces de travail (base de données).

L'Autriche devrait se montrer plus active face aux défis environnementaux. L'Autriche a la chance de posséder un patrimoine naturel exceptionnel. Dans le passé, l'accent très important mis sur l'emploi et la croissance du PIB a peut-être fait de l'ombre aux priorités environnementales. Les prix du carbone et les taxes environnementales, très modestes en comparaison internationale, devraient être relevés pour que la Stratégie nationale pour le climat (Mission 2030) puisse être mise en œuvre selon des modalités économiquement plus efficaces. À la périphérie des villes, des zones à faible densité se sont développées davantage que dans des pays comparables, ce qui a eu pour effet d'aggraver les embouteillages, d'allonger les temps de transport et d'amoinrir la qualité de l'air. Cet étalement urbain nécessite des politiques en matière d'urbanisme, de transport et de logement plus efficaces et mieux intégrées, à tous les niveaux de l'administration.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Politique budgétaire et financière

<p>La demande intérieure est restée solide, mais la croissance du PIB va sans doute s'infléchir après un point haut, à cause du ralentissement de la hausse de la demande extérieure.</p>	<p>Continuer de réduire le ratio d'endettement public. Si la situation conjoncturelle s'aggrave, laisser jouer les stabilisateurs automatiques et envisager des mesures plus vigoureuses si la croissance déçoit.</p>
<p>Les prix des logements ont moins augmenté que dans de nombreux autres pays, mais les évaluations ont tout de même atteint des niveaux élevés, en particulier aux alentours de Vienne.</p>	<p>Rendre obligatoire la mise en œuvre des recommandations macroprudentielles sur les emprunts hypothécaires.</p>
<p>Les banques sont importantes comparativement à la taille de l'économie nationale, et leurs expositions régionales sont élevées. Leurs ratios de fonds propres se sont améliorés et sont conformes aux exigences réglementaires de référence, mais restent légèrement inférieurs aux niveaux observés dans les systèmes bancaires les plus solides.</p>	<p>Faire en sorte que toutes les banques, quelle que soit leur taille, soient solidement capitalisées.</p>
<p>L'âge moyen de départ effectif à la retraite est très inférieur à celui de pays comparables, et bien en deçà de l'âge officiel de la retraite. Les prestations de retraite sont généreuses. Des risques significatifs continuent de peser sur la trajectoire à long terme des retraites.</p>	<p>Garantir la viabilité à long terme du système de retraite, par exemple en liant l'âge de la retraite à l'espérance de vie. Suivre de près les évolutions démographiques et autres évolutions structurelles, et prendre rapidement des mesures en conséquence pour relever l'âge de la retraite, augmenter les cotisations ou réduire les prestations, en tant que de besoin.</p>
<p>Le système fiscal actuel n'est pas favorable à l'emploi et ne joue qu'un rôle limité dans la redistribution des revenus et des richesses.</p>	<p>Faire en sorte qu'il soit possible de procéder à des réductions substantielles des impôts sur le travail pour les personnes touchant des bas salaires en relevant les impôts sur la consommation, les taxes environnementales et les droits de succession. Envisager de remplacer les taux de TVA réduits par des transferts ciblés.</p>
<p>Les pouvoirs de l'État fédéral, des États fédérés (<i>Länder</i>) et des communes en matière de fiscalité et de dépenses sont peu harmonisés, et en moyenne, les communes sont de taille modeste, ce qui nuit au rapport coût-efficacité des services publics et à leur qualité.</p>	<p>Aligner plus étroitement les responsabilités des différents niveaux de l'administration en matière de perception des recettes et de dépenses. Rechercher des économies d'échelle dans la gouvernance des communes au moyen du partage de services ou de regroupements administratifs.</p>
<p>L'efficacité et la répartition des dépenses publiques pourraient être améliorées grâce à des réformes et à un meilleur ciblage.</p>	<p>Procéder à des examens réguliers des dépenses judicieusement conçus et menés de façon indépendante pour améliorer la qualité et le rapport coût-efficacité des services.</p>

Dynamique des entreprises, emplois et compétences

<p>Une réglementation stricte des marchés de produits crée des obstacles à l'entrée ainsi qu'aux échanges et investissements internationaux. Les secteurs des services sont particulièrement touchés et leur productivité en pâtit. Les performances économiques sont inégales d'une région à l'autre.</p>	<p>Ouvrir davantage le système d'autorisations à la concurrence, sans compromettre la qualité des services ni les normes en matière de formation et de compétences des travailleurs. Libéraliser l'entrée sur les marchés dans le transport ferroviaire, le transport routier et la distribution de produits pharmaceutiques.</p>
<p>Les banques apportent un soutien efficace au secteur des entreprises, y compris au niveau local, mais les marchés d'actions ont pris du retard.</p>	<p>Continuer de repérer et de corriger les failles qui subsistent dans l'écosystème de l'investissement en fonds propres dans les entreprises de toutes tailles. Mettre davantage à profit l'achèvement de l'Union des marchés des capitaux (UMC)</p>
<p>La fiscalité des sociétés est favorable au financement par l'emprunt et les entreprises autrichiennes ont l'un des ratios moyens dette-fonds propres le plus élevé de toute l'OCDE.</p>	<p>Comme le prévoyait la stratégie de réforme fiscale du précédent gouvernement, modifier l'impôt sur les sociétés pour réduire les contre-incitations et le biais en faveur de l'endettement.</p>
<p>Parmi les PME, nombreuses sont celles dont le capital devra être transmis dans un avenir proche. La réussite de ces transmissions sera essentielle à la performance future de l'économie.</p>	<p>Adopter les mesures prévues par le précédent gouvernement pour faciliter les transmissions d'entreprises. Améliorer le socle de données probantes sur les transmissions d'entreprises. Mener des opérations de sensibilisation à l'importance d'une transmission réussie, et contribuer à diffuser les bonnes pratiques en la matière.</p>

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Les programmes de formation continue sont inférieurs aux besoins, en quantité comme en qualité, particulièrement dans les technologies numériques.	Faire participer plus directement les organisations patronales à la conception et à l'administration des programmes de formation continue.
Les migrants et les travailleurs frontaliers jouent un rôle majeur dans la croissance économique. Cependant, les recrutements sont devenus plus difficiles dans toutes les régions.	Continuer d'attirer des travailleurs étrangers hautement qualifiés et retenir un plus grand nombre de diplômés étrangers des universités autrichiennes en facilitant leur accès à la carte rouge-blanc-rouge.
Bien-être et cohésion sociale	
Les écarts entre hommes et femmes en matière de perspectives de carrière et de rémunération restent plus marqués que dans des pays comparables.	Faire de l'accès à des services d'accueil des jeunes enfants et d'enseignement à temps complet de haute qualité un droit consacré par la loi dans tout le pays.
L'intégration des immigrés peu qualifiés, de leur famille et de leurs enfants est moins bonne qu'elle ne l'est dans d'autres pays où les entrées de migrants sont comparables.	Surveiller de près l'intégration économique et sociale des migrants et réfugiés peu qualifiés. Développer les possibilités d'apprentissage de la langue allemande et renforcer le potentiel d'intégration professionnelle de tous les membres de leur famille.
La Stratégie nationale pour le climat (Mission 2030) doit être saluée. Toutefois, les objectifs de réduction des émissions de carbone à l'horizon 2030 risquent de ne pas être atteints.	Mettre en œuvre progressivement des mesures supplémentaires si les trajectoires des émissions s'écartent des objectifs.
Les prix du carbone sont trop faibles et sont inégaux d'une activité économique à l'autre.	Relever et harmoniser les prix du carbone dans tous les secteurs d'activité, selon une trajectoire prévisible s'appuyant sur la coopération internationale.
L'étalement urbain est excessif et dégrade le patrimoine naturel de l'Autriche, les conditions de vie en milieu urbain et la qualité de l'air.	Améliorer la coopération entre les autorités fédérales, les <i>Länder</i> et les communes sur des projets conjoints concernant l'urbanisme, le logement, les transports et la qualité de l'air.

1 Principaux éclairages sur l'action publique

L'Autriche a enregistré de bons résultats économiques au cours des dernières décennies. En 2018, elle se classait au 11^e rang des pays de l'OCDE et au 6^e rang des pays de l'Union européenne (UE) en termes de produit intérieur brut (PIB) réel par habitant, devançant légèrement l'Allemagne, la Finlande et la Belgique. Elle a cependant été distancée par les pays de l'OCDE à la croissance la plus rapide au cours des années 2010, et cet écart s'est creusé plus rapidement que pour des pays comparables. Les indicateurs de bien-être disponibles demeurent cependant nettement supérieurs à la moyenne de l'OCDE, sachant que les écarts entre groupes de population et régions demeurent limités, ce qui témoigne d'une forte cohésion sociale.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Nous examinons dans ce chapitre les évolutions macroéconomiques, les principaux indicateurs relatifs au bien-être de la population autrichienne, les évolutions économiques sous-jacentes du côté de l'offre, et les priorités en matière de politiques structurelles et de réformes. Les principaux messages de la présente Étude économique sont les suivants :

- Pour préserver et améliorer ses niveaux élevés de bien-être et de cohésion sociale, l'Autriche devrait renforcer encore les capacités de son économie du côté de l'offre. Les risques d'accentuation des inégalités sociales liées à la situation des individus au regard du marché du travail, les besoins grandissants de mobilité des travailleurs entre activités et lieux de vie, et les problèmes d'équité intergénérationnelle seront plus simples à traiter dans une économie plus dynamique. Il est possible d'obtenir ce surcroît de dynamisme en accélérant la croissance des entreprises à fort potentiel, en renforçant les gains de productivité dans l'ensemble du secteur des entreprises, en rehaussant le taux d'activité des femmes et en accélérant la montée en compétences de la population d'âge actif.
- Les petites et moyennes entreprises (PME) ont un rôle particulier à jouer à cet égard. Elles ont été le principal moteur des gains de productivité et de compétitivité de l'Autriche ainsi que de son développement régional par le passé, mais leur transition numérique est aujourd'hui relativement lente, leur participation aux chaînes de valeur mondiales (CVM) reste centrée sur l'Europe continentale, et elles sont confrontées à des pénuries de compétences plus marquées que leurs homologues internationales. Nombre d'entreprises familiales de taille moyenne vont faire l'objet d'une transmission au cours des années à venir. Des conditions d'entrée plus libérales favorisant le jeu de la concurrence sur les marchés intérieurs, un accroissement de l'offre d'instruments de fonds propres avec partage des risques, et une montée en compétences des travailleurs à tous les niveaux aiderait tous les types d'entreprises à ne pas se laisser distancer par celles qui se trouvent à la frontière mondiale.
- Des réformes du secteur public dont la nécessité est reconnue de longue date, mais qui ont été reportées à maintes reprises, devraient être engagées. Le secteur public a efficacement contribué à la croissance économique et à la cohésion sociale en réduisant les inégalités par le passé, mais ses coûts ont augmenté, ses marges de manœuvre en matière de nouvelles initiatives se sont réduites, et il risque par conséquent de ne pas fournir les services et les infrastructures nécessaires pour préserver un niveau élevé de bien-être compte tenu des nouvelles mégatendances. Côté recettes, il est tout à fait possible de modifier la structure fiscale de manière à favoriser davantage l'activité professionnelle, l'inclusion sociale et la viabilité environnementale.

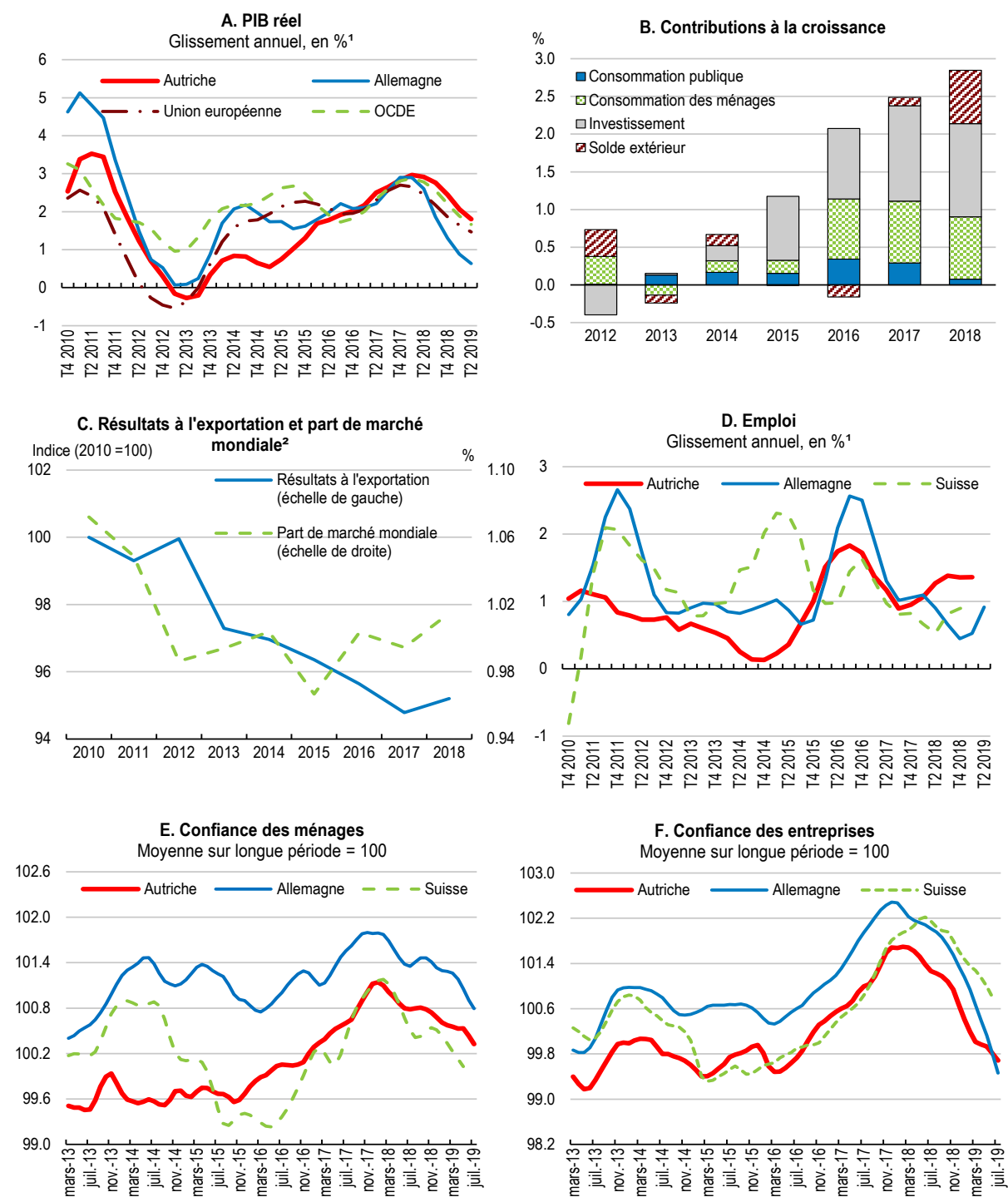
La croissance de la demande intérieure s'est renforcée ces dernières années, mais les conditions extérieures se dégradent

Après s'être redressée rapidement à la suite de la crise financière mondiale, l'économie autrichienne a marqué le pas par rapport à d'autres petites économies européennes ouvertes au cours des années 2010, mais ses résultats se sont remarquablement améliorés en 2017 et 2018 (Graphique 1.1). Tant la demande extérieure que la demande intérieure se sont renforcées. La vigueur du « cœur industriel de l'Europe centrale » constitué autour de l'Allemagne a exercé un fort effet stimulant externe sur l'activité autrichienne jusqu'à la fin de 2018. La consommation des ménages a été étayée par la réforme fiscale de 2016, qui a réduit les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les ménages à revenus moyens ou faibles, et par les fortes hausses de salaires négociées à l'automne 2018. Une amélioration régulière de la confiance des ménages a soutenu la consommation privée. L'augmentation de l'immigration, essentiellement en provenance d'autres pays de la région, a également alimenté la demande intérieure. L'emploi total a fortement progressé et le chômage a reculé jusqu'au début de 2019 (Graphique 1.1).

L'investissement des entreprises a vigoureusement augmenté au cours des deux dernières années, davantage que dans des pays comparables. Une forte proportion des entreprises autrichiennes indiquaient il y a peu encore qu'elles avaient accru leurs investissements compte tenu de conditions extérieures et intérieures extrêmement porteuses, mais que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée limitait fortement la poursuite de leurs investissements (EIB, 2018, lien). Les représentants des milieux d'affaires avaient souligné que le programme pour la période 2017-22 du gouvernement entré en fonctions après les élections de 2017, qui intégrait plusieurs objectifs de réformes propices à la croissance, était de nature à stimuler l'investissement (Encadré 1.1).

La politique monétaire a depuis longtemps une orientation expansionniste dans la zone euro, même si la récente expansion de l'investissement a été financée davantage à partir des bénéfices non distribués que de financements externes par emprunt. La politique budgétaire a été relativement accommodante en 2016, mais aucune mesure de relance supplémentaire n'a été prise en 2017 et 2018 (Graphique 1.2). Le précédent gouvernement avait adopté à la fois des mesures restrictives et des initiatives de soutien à l'activité pour 2018 et 2019. On estime que leur effet net devrait être peu ou prou neutre. Cette orientation budgétaire semble adéquate, mais si la conjoncture devait se dégrader dans la zone euro, il faudrait continuer à laisser jouer les stabilisateurs automatiques, et des mesures plus actives pourraient être envisagées si la croissance se révélait décevante. Des ajustements supplémentaires de la composition des dépenses et des recettes pourraient contribuer à renforcer l'effet stimulant induit sur l'activité. Les recommandations relatives aux politiques structurelles et budgétaire présentées dans cette *Étude* ont été conçues de manière à être neutres sur le plan budgétaire et seraient compatibles avec cette orientation.

Graphique 1.1. La reprise vigoureuse a atteint un point culminant



1. Moyenne mobile sur trois trimestres.

2. Les résultats à l'exportation du pays considéré sont mesurés par le ratio de la croissance de ses exportations effectives en volume à la croissance de ses marchés d'exportation. La part de marché mondiale est mesurée par le ratio entre les exportations de biens et services en valeur du pays considéré et les exportations mondiales, en USD.

Source : OCDE (2019), Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections (base de données) et Principaux indicateurs économiques de l'OCDE : enquêtes de conjoncture et d'opinion des consommateurs.

Encadré 1.1. Priorités de réforme dans le programme du précédent gouvernement

Le programme du précédent gouvernement pour la période 2017-22 visait à « renforcer la compétitivité de l'Autriche en tant que pôle d'activité économique, la transformation numérique offrant à l'Autriche une occasion essentielle de se positionner à la frontière technologique internationale ». Plusieurs mesures ont été prises au cours de la première année qui a suivi les élections, notamment une augmentation de la durée maximale quotidienne du travail de 10 à 12 heures, et de la durée maximale hebdomadaire du travail de 50 à 60 heures. Un certain nombre des 5 000 instruments de réglementation applicables aux entreprises ont été modifiés. À partir de 2019, des initiatives à plus long terme devaient être engagées progressivement. Trois grandes orientations avaient été retenues en vue de favoriser l'émergence d'un environnement plus propice à la croissance :

- Les pouvoirs publics entendaient rendre plus attrayantes les conditions d'exercice des activités économiques. La rigueur de la réglementation des marchés de produits étaient reconnue, et le programme du gouvernement pour la période 2017-22 prévoyait de la simplifier. Un organisme indépendant d'examen de la réglementation devait réaliser une analyse coût-avantages de tous les instruments de réglementation et formuler des propositions de simplification. La réglementation du marché du travail devait être assouplie de manière à accroître les possibilités d'accord d'entreprise. Des mesures devaient être prises pour approfondir les marchés financiers afin de soutenir les entreprises à tous les stades de leur cycle de vie, notamment par le bais d'introductions en bourse sur le second marché de la Bourse de Vienne. En outre, il était prévu que l'Autriche modernise ses infrastructures de télécommunications, dans le but de devenir un pays pilote pour la cinquième génération de communications mobiles (5G), en généralisant l'accès au haut débit *via* la 5G d'ici à 2021, puis de couvrir l'ensemble du territoire national en 5G à l'horizon 2025.
- Une réforme fiscale de grande envergure constituait un élément essentiel du programme. Ses principaux objectifs consistaient à : i) ramener le coefficient de pression fiscale vers 40 % du PIB d'ici à 2022 ; ii) réduire le coin fiscal sur le travail, d'abord pour les bas revenus puis pour les catégories de revenus plus élevés, notamment en réduisant les cotisations de sécurité sociale (voir le Tableau 1.8 pour de plus amples informations) ; iii) abaisser le taux de l'impôt sur les sociétés, par étapes également. Ces allègements d'impôts devaient être sans incidence budgétaire grâce aux recettes supplémentaires provenant d'une taxe sur les activités numériques et de réductions de coûts dans l'ensemble des ministères.
- Le système éducatif devait être complètement restructuré à tous les niveaux. L'objectif était de conserver des filières d'enseignement distinctes mais de relever le niveau d'exigences dans chacune d'elles. Les établissements scolaires devraient se voir accorder une plus grande autonomie en contrepartie d'un suivi plus étroit de leurs performances *a posteriori*. Un autre objectif du programme était de rendre la profession d'enseignants plus attrayante pour les entrants. L'accent était mis tout particulièrement sur l'adaptation de l'apprentissage (par lequel passent 40 % de chaque cohorte d'élèves) à la révolution numérique.

La réalisation de ces objectifs économiques devait être étayée par l'adoption de nouvelles approches dans quatre domaines de la politique sociale :

- Les paramètres du système de retraite devaient être revus à la lumière de l'expérience d'autres pays, notamment s'agissant de l'âge légal de la retraite. Faire converger l'âge effectif vers l'âge légal de la retraite, en mettant l'accent sur le maintien en activité des travailleurs âgés, était une priorité.
- La politique d'immigration devait être réorientée en fonction des besoins du marché du travail. Les questions concernant i) l'immigration de personnes qualifiées, ii) la liberté de circulation au sein de l'Union européenne (UE), et iii) la politique d'asile devaient être gérées

selon des priorités différentes. L'accent avait été mis tout particulièrement sur l'intégration linguistique et culturelle des groupes d'immigrés.

- Une réforme du dispositif de revenu minimum versé sous conditions de ressources a été adoptée par le Parlement en mai 2019 dans le cadre de la loi fondamentale sur l'aide sociale (*Sozialhilfegrundgesetz*). Cette nouvelle loi instaure des niveaux maximums plutôt que des niveaux minimums de prestations, qui sont juridiquement contraignants pour les administrations des États fédérés (*Länder*), qui gèrent ces aides. En outre, les conditions d'admissibilité au bénéfice de ces prestations ont été durcies, par exemple concernant les critères à satisfaire pour recevoir des prestations à taux plein, tels que posséder certaines compétences linguistiques, avoir achevé la scolarité obligatoire en Autriche, ou apporter la preuve d'efforts d'intégration (EC, 2018, [lien](#)). Les autres éléments clés de cette réforme résident dans la priorité accordée aux prestations en nature, le renforcement des incitations au travail et l'amélioration de la protection des actifs. La mise en œuvre de cette réforme par les *Länder* est cependant toujours en cours.
- De nouvelles dispositions législatives ont été adoptées pour accorder aux femmes qui interrompent temporairement leur carrière pour assumer des responsabilités familiales des hausses de salaire fictif correspondant à celles accordées à leurs homologues par les entreprises ou les organisations les employant.

Les mesures budgétaires du programme du gouvernement pour la période 2017-22

Le précédent gouvernement s'était fixé pour but de ramener le niveau de la dette au sens de Maastricht en dessous de 60 % du PIB, afin de regagner le triple AAA retiré à la dette souveraine de l'Autriche par certaines agences de notation après la crise financière mondiale. Le principal point d'ancrage pour atteindre cet objectif est la règle de « frein à l'endettement » (suivant laquelle le solde budgétaire des administrations publiques corrigé des variations cycliques doit être supérieur ou égal à -0.45 % du PIB). Le recouvrement partiel des actifs des structures de défaillance publiques créées après la crise financière mondiale devrait y contribuer. La réduction de la dette des administrations publiques imputable à des recouvrements d'actifs a représenté 6 % du PIB entre 2015 et 2018 et pourrait prendre davantage d'ampleur dans les temps à venir.

Pour atteindre ses objectifs budgétaires, le gouvernement issu des urnes en 2017 a annoncé trois séries de mesures consistant à limiter les dépenses, mais aussi à réduire les impôts :

- Les autorités ont mis fin aux mesures de relance adoptées au début de l'année 2017 par le gouvernement issu des élections de 2013, qui étaient devenues procyon.
- cliques en 2018 sur fond de forte croissance. Elles comprenaient la « prime à l'embauche », les aides à l'investissement accordées aux entreprises, ainsi que les subventions axées sur l'insertion professionnelle des chômeurs de longue durée, des personnes âgées et des individus pouvant prétendre à une protection au titre du droit d'asile.
- Un catalogue de mesures d'économie a été annoncé dans le secteur public, notamment des baisses de subventions, des réductions des dépenses de personnel dans les organismes publics, la fusion de 21 organismes distincts d'assurance maladie, d'assurance vieillesse et d'assurance accidents en cinq entités, et l'indexation des allocations familiales versées pour des enfants vivant hors d'Autriche sur le coût de la vie dans leur lieu de résidence¹.
- Un certain nombre de baisses de prélèvements ont été décidées pour la période 2018-19, notamment la réduction des cotisations d'assurance chômage pour les faibles revenus d'activité, le rétablissement du taux super réduit de la taxe sur la

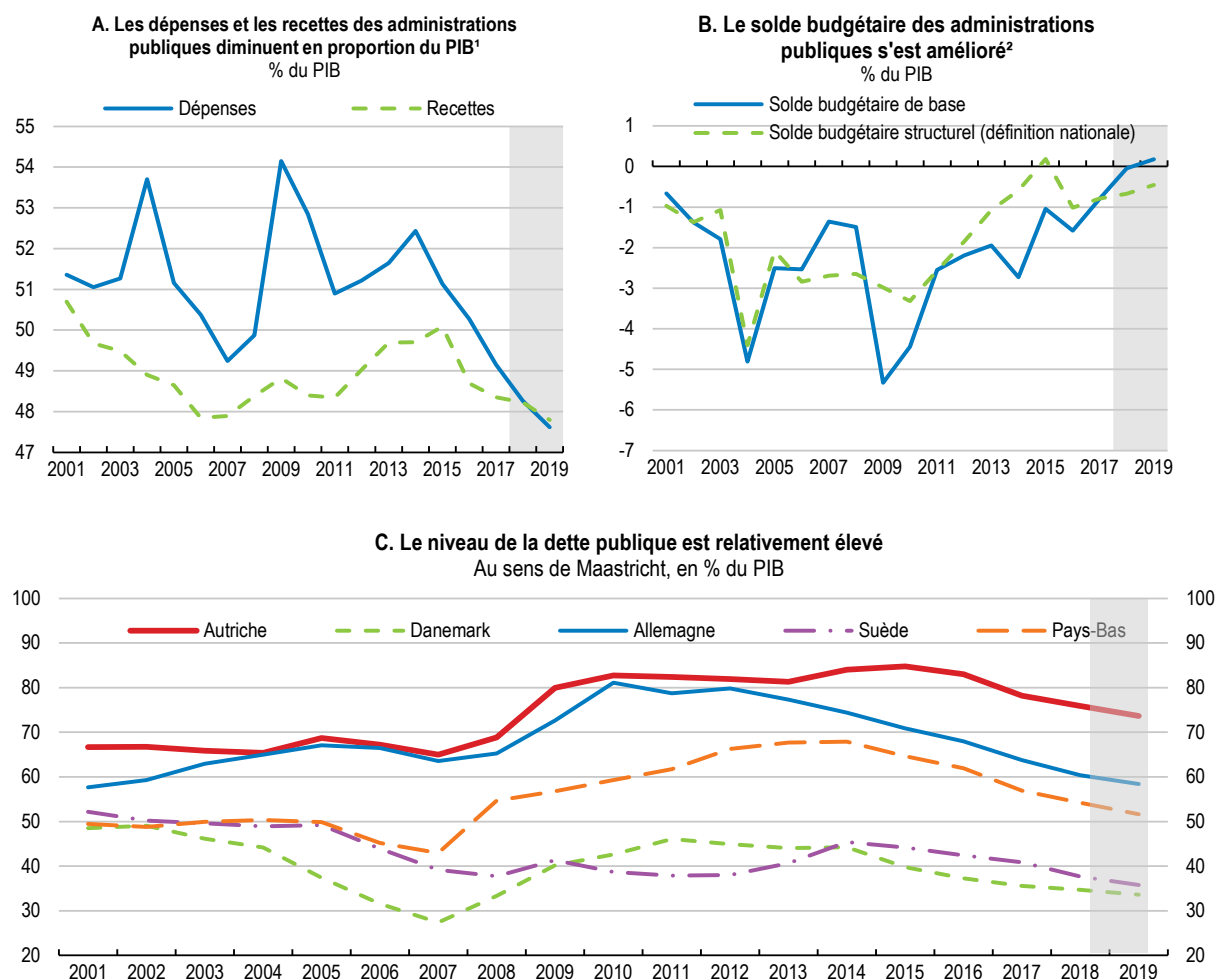
valeur ajoutée (TVA) pour les hébergements touristiques, ainsi que l'instauration d'une « prime familiale plus » (*Familienbonus Plus*) – un allègement d'impôt sur le revenu des personnes physiques par enfant représentant environ 1.5 milliards EUR en 2019 et 2020 – qui s'est substituée à la déductibilité fiscale des frais de garde d'enfants et à la prestation pour enfants à charge qui existait déjà. Ces mesures fiscales avaient été conçues pour être neutres budgétairement sur le long terme, mais elles pourraient se traduire en 2020 par une légère réduction de l'excédent budgétaire, de l'ordre de 0.3 point de PIB.

On estimait que l'effet direct de ces mesures sur la demande globale serait globalement neutre, mais elles auraient eu des répercussions économiques et sociales à moyen terme. La Chambre de commerce autrichienne (WKÖ, Wirtschaftskammer Österreich) a estimé que le programme du gouvernement pour la période 2017-22 reprenait une grande partie des propositions qu'elle avait formulées pour améliorer l'environnement des entreprises en Autriche, afin qu'elle figure à l'horizon 2022 parmi les 10 premiers pays du classement fondé sur les indicateurs de l'enquête Doing Business de la Banque mondiale, sachant qu'elle occupait le 26e rang en 2019 (Austria Economic Chamber, 2018, [lien](#)). Néanmoins, d'après les évaluations de l'OCDE, les gains économiques découlant des réductions de TVA pourraient être insuffisants pour justifier leur coût budgétaire élevé. En outre, le remplacement de la déductibilité fiscale des frais de garde d'enfants et de la prestation pour enfants à charge par la prime familiale risque de réduire les incitations au travail des femmes avec enfants. Par ailleurs, l'arrêt des aides à l'emploi axées sur les personnes peu qualifiées risque de réduire leurs perspectives d'emploi.

Si le ralentissement conjoncturel observé dans l'Union européenne (UE) et en Autriche devait s'ancrer plus fermement, des mesures anticycliques supplémentaires, consistant par exemple à revoir temporairement à la hausse les déductions pour amortissement applicables aux investissements des entreprises, seraient bienvenues. Remettre en place des subventions salariales judicieusement ciblées sur les travailleurs vulnérables pourrait aussi contribuer à renforcer la croissance et l'inclusion sociale. L'expérience de l'OCDE laisse à penser que des dispositifs ciblés de subventions salariales, s'ils sont bien conçus et font l'objet d'un suivi, peuvent être efficaces (Martin, 2017, [lien](#)).

D'après les prévisions d'automne de l'OCDE, le solde budgétaire de base des administrations publiques devrait passer d'un excédent de 0.1 % du PIB environ en 2018 à un déficit de 0.1 % du PIB en 2021, de sorte que le solde budgétaire corrigé des variations cycliques passerait d'une situation d'équilibre en 2018 à un excédent de 0.3 % du PIB en 2021. La dette des administrations publiques devrait, quant à elle, reculer de 73.8 % du PIB en 2018 à 69.22 % du PIB en 2021, les recouvrements d'actifs jouant un rôle important à cet égard. L'objectif budgétaire national à moyen terme – un déficit structurel de 0.5 % du PIB – a été atteint en 2018 et cette situation devrait perdurer en 2019 et par la suite.

Graphique 1.2. La situation budgétaire structurelle s'est améliorée



1. Les recettes de 2004 intègrent la reprise de la dette des Chemins de fer fédéraux autrichiens (ÖBB, Österreichische Bundesbahnen) par l'administration fédérale. Les charges d'intérêts excluent les opérations d'échange financier (swaps).

2. Le solde global de 2004 intègrent la reprise de la dette des Chemins de fer fédéraux autrichiens (ÖBB, Österreichische Bundesbahnen) par l'administration fédérale.

Sources : Office statistique autrichien (Statistik Austria) ; Ministère autrichien des Finances ; Institut autrichien de recherche économique (WIFO, Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung) (pour le PIB) ; Commission européenne et prévisions d'automne du Conseil consultatif budgétaire (Fiskalrat) autrichien (pour 2018 et 2019) ; OCDE (2019), Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections (base de données).

L'expansion économique rapide des deux dernières années a atteint un point culminant en 2018. L'économie devrait ralentir en Autriche au cours de la période 2019-21, comme dans de nombreux autres pays de la zone euro. Depuis son tassement, le taux de croissance de l'économie autrichienne se situe peu ou prou à son niveau potentiel. La demande des ménages reste forte, mais la demande liée aux échanges internationaux ralentit, même si la relative vigueur des économies d'Europe centrale et orientale constitue un facteur externe de croissance pour l'économie autrichienne. La confiance des entreprises s'est néanmoins davantage dégradée que dans les pays aux caractéristiques similaires (sachant que l'Allemagne, la Suisse, les Pays-Bas, le Danemark et la Suède sont considérés comme les pays comparables à l'Autriche dans la présente *Étude*). L'investissement des entreprises a ensuite accusé une baisse de régime, malgré leur abondante trésorerie et leur accès à des crédits bancaires peu coûteux (Graphique 1.1 et Tableau 1.1).

Tableau 1.1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques

Variation annuelle en pourcentage, en volume (prix de 2015)

	2015 Prix courants (milliards EUR)	2016	2017	2018	2019	2020
Produit intérieur brut (PIB)	344.3	2.1	2.6	2.3	1.4	1.3
Consommation privée	181.2	1.7	1.5	1.1	1.7	1.8
Consommation publique	68.1	1.7	1.1	0.8	0.8	0.9
Formation brute de capital fixe	78.1	4.0	3.9	3.9	2.9	1.5
Logement	14.6	2.3	6.0	1.2	5.5	3.1
Demande intérieure finale	327.4	2.3	2.0	1.7	1.8	1.6
Variation des stocks ¹	3.8	0.0	0.1	0.1	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	331.2	2.2	2.1	1.8	1.5	1.6
Exportations de biens et services	182.9	3.2	5.3	5.6	2.1	0.6
Importations de biens et services	169.9	3.7	4.9	4.4	2.2	1.2
Solde extérieur ¹	13.0	-0.1	0.4	0.8	0.0	-0.3
Autres indicateurs (taux de croissance, sauf indication contraire)						
Emploi	..	1.7	1.0	1.4	0.9	0.8
Taux de chômage	..	6.0	5.5	4.8	4.6	4.5
Déflateur du PIB	..	1.7	1.1	1.7	1.7	1.4
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	..	1.0	2.2	2.1	1.6	1.7
IPCH sous-jacent	..	1.6	2.1	1.8	1.5	1.4
Taux d'épargne net des ménages ²	..	7.8	6.8	7.5	7.2	7.2
Solde des paiements courants ³	..	2.7	1.5	2.3	1.4	0.7
Solde primaire des administrations publiques ³	..	0.1	0.7	1.4	1.2	1.0
Solde budgétaire des administrations publiques ³	..	-1.5	-0.8	0.1	0.1	0.2
Solde corrigé des variations cycliques ⁴		-1.0	-0.8	-0.7	-0.5	
Dette brute des administrations publiques (au sens de Maastricht) ³	..	82.7	78.0	73.8	72.1	70.8
Dette nette des administrations publiques ³	..	58.3	54.7	51.6	49.9	48.6
Rendement des obligations d'État à 10 ans, moyenne	..	0.4	0.6	0.7	0.1	-0.1

1. Contributions aux variations du PIB réel.

2. En pourcentage du revenu disponible des ménages.

3. En pourcentage du PIB.

4. Définition nationale. En pourcentage du PIB.

Sources : OCDE (2019), *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections* (base de données), octobre ; Office statistique autrichien (*Statistik Austria*) ; ministère autrichien des Finances ; Institut autrichien de recherche économique (WIFO, *Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung*) (pour le PIB) ; Commission européenne ; et prévisions d'automne (2018 et 2019) du Conseil consultatif budgétaire (*Fiskalrat*) autrichien.

L'inflation reste modérée et devrait s'établir à 1.6 % en 2019 et 1.7 % en 2020. L'Autriche reste exposée à divers risques, notamment à une nouvelle dégradation du commerce mondial, qui pourrait réduire la demande d'exportations autrichiennes et leur prix, et peser sur l'activité et l'emploi (30 % des exportations autrichiennes sont des biens intermédiaires destinés à l'Allemagne, où ils sont intégrés dans des processus de production puis remis sur les marchés mondiaux). En outre, des incertitudes supplémentaires dans l'UE – liées à l'évolution de la situation au Royaume-Uni et en Italie – pourraient déboucher sur un amoindrissement de la confiance des entreprises et des consommateurs. Les

événements peu probables mentionnés dans le Tableau 1.2 pourraient également modifier sensiblement les perspectives de l'Autriche.

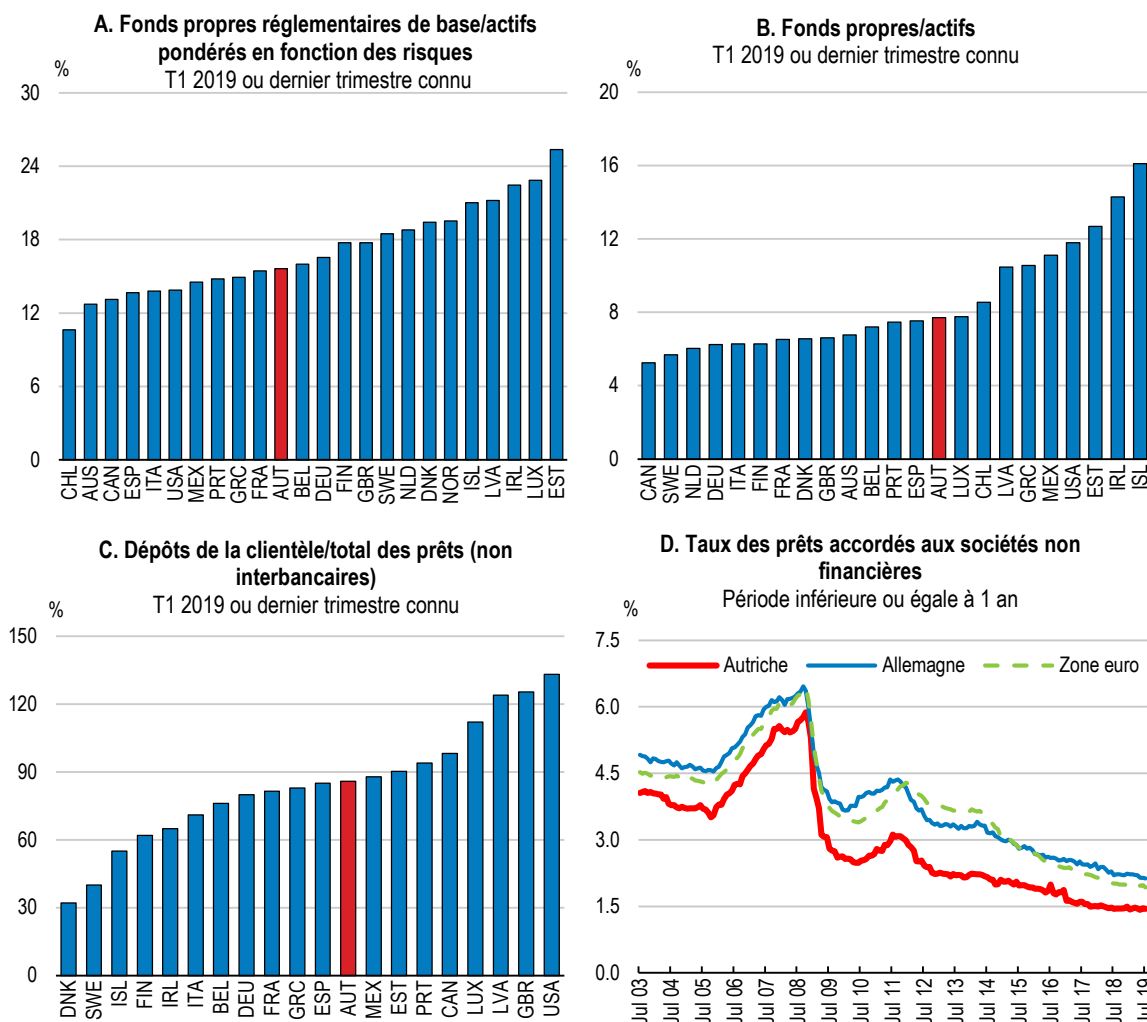
Tableau 1.2. Événements peu probables qui pourraient modifier sensiblement les perspectives

Facteur de vulnérabilité	Conséquences possibles
Les prix élevés des actifs et l'accentuation des risques de crédit pourraient se traduire par des tensions financières à l'échelle mondiale.	Les banques autrichiennes ont réduit leur exposition vis-à-vis des économies de marché émergentes, mais elles restent exposées à l'égard des pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est. De fortes tensions financières internationales les affecteraient.
Les incertitudes liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») et les préoccupations relatives à la dette souveraine italienne pourraient limiter le crédit bancaire en Europe.	Les entreprises autrichiennes, qui sont très tributaires du crédit bancaire, pourraient être plus vulnérables.
Une accélération de la transformation technologique et structurelle de l'industrie automobile pourrait se répercuter sur les chaînes de valeur automobiles en Europe centrale.	Les segments importants du secteur manufacturier autrichien liés aux constructeurs automobiles allemands d'envergure mondiale subiraient un choc d'ajustement, qui aurait des effets indirects régionaux et intersectoriels.

Les banques restent au centre du système financier et leurs bilans se sont améliorés

La stabilité financière est une priorité en Autriche. Les autorités estiment que l'assainissement du secteur bancaire consécutif à la crise financière mondiale est maintenant achevé dans une large mesure. Les coûts budgétaires connexes sont en partie récupérés grâce à la réalisation en cours d'actifs douteux, qui avaient été transférés précédemment à des entités publiques spécifiques. L'adéquation des fonds propres du secteur bancaire s'est considérablement améliorée dans un contexte de faiblesse des taux d'intérêt et son niveau de capitalisation est légèrement supérieur à la moyenne de l'UE, mais, d'un point de vue structurel, il est possible d'avancer encore sur la voie de la convergence vers les systèmes bancaires plus solides en termes de productivité et de robustesse des fonds propres (Graphique 1.3). Les taux débiteurs des banques sont néanmoins maintenus comme il se doit à des niveaux plus bas que dans plusieurs autres pays de la zone euro et assurent efficacement la transmission de la politique monétaire.

Graphique 1.3. Il est possible de renforcer encore les bilans des banques autrichiennes, mais la transmission de la politique monétaire fonctionne bien



Sources : Fonds monétaire international (FMI) (2019), Base de données des Indicateurs de solidité financière, et Banque centrale européenne (BCE) (2019), Statistiques sur les taux d'intérêt des institutions financières monétaires (IFM).

Cinq aspects du secteur financier autrichien sont à prendre en compte pour élaborer des mesures destinées à améliorer la résilience du système financier (OeNB, 2018, [lien](#)). Dans l'avenir, la politique financière de l'Autriche devra favoriser l'ajustement structurel du secteur bancaire, tout en contribuant à préserver les actifs relationnels sans équivalent des banques :

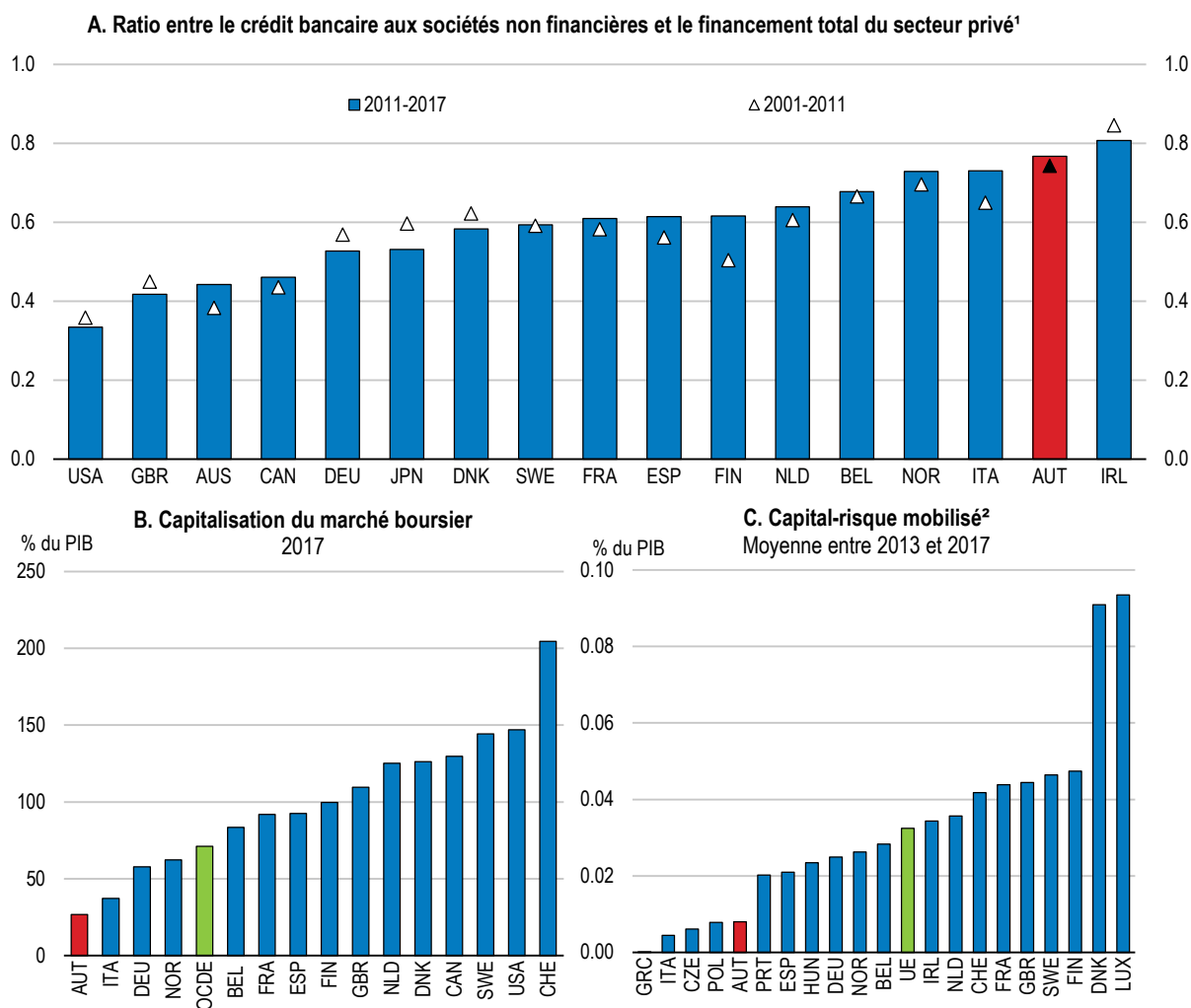
- Les banques commerciales dominent l'intermédiation financière (Graphique 1.4). Leur concurrence et leur complémentarité avec les autres canaux de financement sont limitées. La densité de leurs réseaux de détail et la forte intensité de main-d'œuvre qui caractérise leur fonctionnement pèsent sur la productivité et la rentabilité du secteur financier (OECD 2017, [lien](#)). Elles les exposent également à une éventuelle réorganisation dans l'avenir, compte tenu de la transformation numérique et de la concurrence des prestataires de services de technologie financière (FinTech). Dans ces circonstances, le renforcement de leurs fonds propres pourrait s'avérer difficile.

- Les banques ont mis en place de vastes réseaux régionaux et, même après l'assainissement du secteur qui a fait suite à la crise financière mondiale, l'ampleur de leurs éléments d'actif et de passif demeure assez considérable au regard de la taille de l'économie autrichienne. À la fin de juin 2019, les créances étrangères consolidées des banques à capitaux majoritairement autrichiens représentaient au total 357 milliards EUR (soit 78 % du PIB), sachant que les créances sur les pays d'Europe centrale et orientale représentaient environ 60 % de ce montant. Des tensions financières mondiales pourraient donc constituer une source de risques supplémentaires (Kakes and Nijkens, 2018, [lien](#)).
- Par ailleurs, les banques autrichiennes ont commencé à être confrontées à une concurrence transnationale de la part des banques des pays voisins, dont certaines se caractérisent par des charges d'exploitation et des obligations fiscales plus faibles. Selon les chiffres d'Eurostat, les opérations transnationales de dépôt et de prêt avec des banques voisines, même si leur niveau reste faible en termes absolus, ont augmenté au cours des toutes dernières années. La concurrence régionale et mondiale dans les services de FinTech va aussi probablement s'accroître.
- Le système de la banque attitrée (*Hausbank*), articulé autour des banques coopératives locales et de leurs associations nationales, se caractérise par une manne de connaissances tacites et informelles sur une myriade de petites et moyennes entreprises (PME) et leur économie régionale. Ce socle d'informations constitue une source de résilience du système financier autrichien, sous réserve que ces banques exercent leurs activités dans des conditions concurrentielles et dans un cadre de gouvernance transparent.
- L'offre d'instruments de fonds propres et de titres négociables à laquelle le secteur des entreprises a accès reste nettement plus limitée que dans des pays comparables. Cela vaut à la fois pour les titres de participation cotés, les obligations cotées, ainsi que les titres de participation non cotés et les sources de capital-risque et de capitaux de croissance (Graphique 1.4). Les pouvoirs publics ont adopté récemment des initiatives en vue de stimuler l'investissement en fonds propres, en adoptant une loi qui facilite le financement participatif, en créant de nouvelles formes juridiques de sociétés d'investissement, et en ouvrant à la Bourse de Vienne un second marché pour les entreprises de taille plus modeste. L'écosystème de l'investissement en fonds propres reste cependant en devenir.

S'agissant de l'avenir de la surveillance prudentielle, le changement d'organisation prévu du système de surveillance bancaire – qui devait se traduire par le transfert de 180 personnes et des compétences de surveillance de la banque centrale à l'Autorité des marchés financiers (FMA, *Finanzmarktaufsicht*) – ne s'est pas concrétisé.

Il conviendrait de renforcer l'écosystème de l'investissement en fonds propres. Les mesures destinées à améliorer les marchés du capital-risque, en dehors des initiatives adoptées au niveau européen, devraient viser à rehausser le niveau de connaissances financières des investisseurs et des entrepreneurs autrichiens. Elles devraient également favoriser la croissance des services nécessaires au bon fonctionnement des marchés boursiers (information, analyse, gouvernance d'entreprise et services de conseils financiers et juridiques). En remédiant au biais en faveur de l'endettement inhérent au système d'imposition des sociétés, les autorités peuvent contribuer à mettre sur un pied d'égalité les financements par emprunt et par capitaux propres.

Graphique 1.4. L'intermédiation financière reste centrée sur le crédit bancaire



1. Il s'agit du ratio, exprimé en pourcentage, entre le crédit bancaire aux sociétés non financières et la somme de l'ensemble du crédit bancaire et de la capitalisation du marché obligataire privé et du marché boursier.

2. Dans la partie C du graphique, le capital-risque est ventilé entre les différents pays en fonction de la localisation de la structure qui gère les fonds investis et recouvre à la fois les investissements nationaux et étrangers (statistiques du secteur).

Sources : OCDE (2018), Tableau de bord financier de l'OCDE ; Invest Europe, European Private Equity Activity Data 2017 ; Banque mondiale, Base de données sur le développement financier dans le monde ; Banque des règlements internationaux, Statistiques de la BRI sur le crédit et Statistiques de la BRI sur les titres de dette ; Refinitiv ; et calculs de l'OCDE.

Jusqu'à présent, les risques liés au marché du logement sont restés sous contrôle mais ils pourraient s'intensifier à l'avenir

Compte tenu du faible niveau actuel des taux d'intérêt, des risques d'envolée menacent le marché du logement. Toutefois, seule une petite partie des ménages est exposée aux fluctuations des prix immobiliers, ce qui limite la vulnérabilité financière. Les logements sociaux représentent plus de 25 % du parc de logements, soit la deuxième proportion la plus élevée de la zone OCDE derrière les Pays-Bas : dans certaines zones urbaines, elle atteint même des niveaux beaucoup plus élevés, comme à Vienne où elle dépasse 60 %. Le secteur du logement social a ses caractéristiques propres, puisqu'y participent notamment différents échelons de l'administration et des organismes privés, comme des associations (coopératives) financées par les États fédérés (*Länder*), tandis que les communes détiennent et louent

aussi des logements (particulièrement à Vienne). Le marché locatif est prédominant dans les zones urbaines, contrairement aux zones rurales (où réside 40 % de la population) qui comptent de fortes proportions de propriétaires-occupants mais peu de transactions et des marchés tendus.

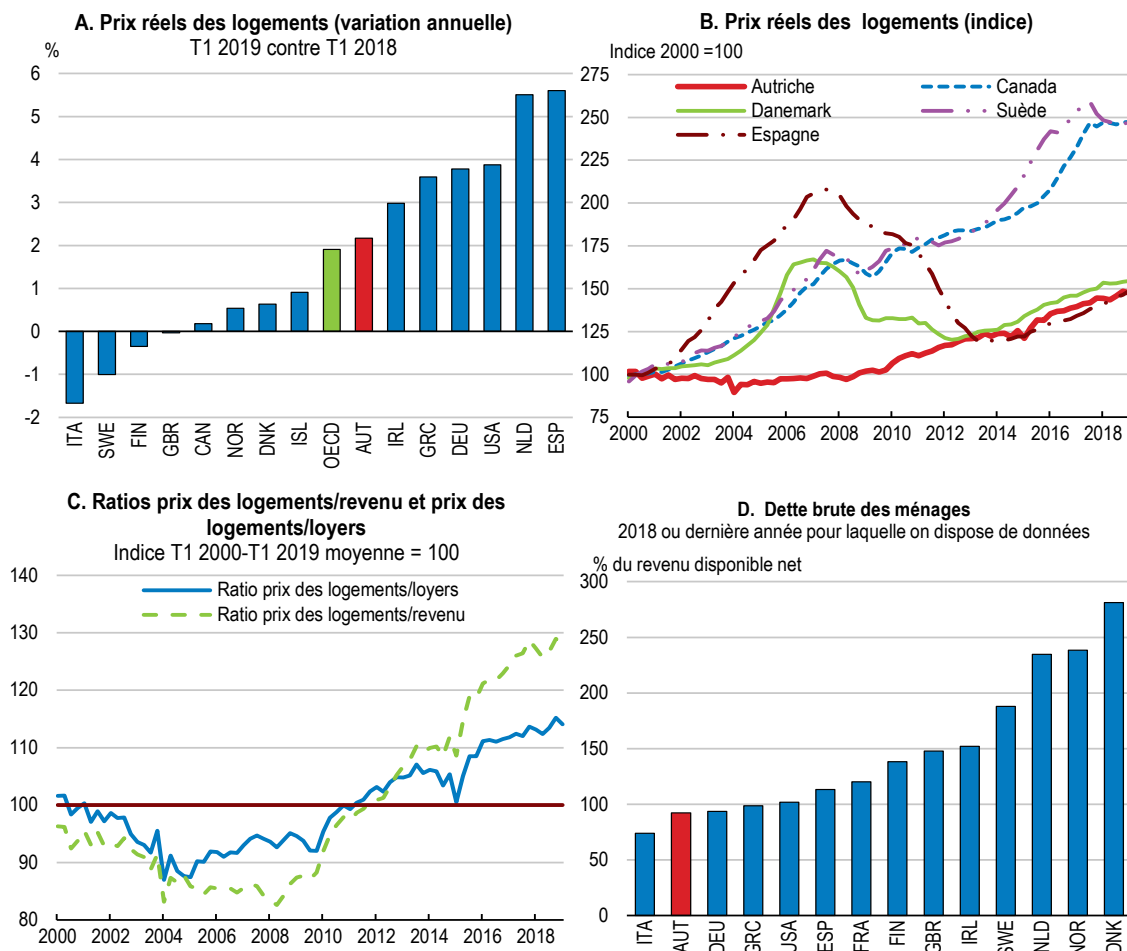
Le secteur du logement social fournit des logements abordables et de qualité à une grande partie de la population, mais il rencontre aujourd'hui des difficultés. Sur les segments de marché qui proposent des baux de longue durée sans limite dans le temps et non transférables assortis de loyers modérés, les incitations à la mobilité géographique des bénéficiaires sont limitées. Sur d'autres segments du marché locatif social, les écarts par rapport aux loyers du marché libre sont plus restreints que dans d'autres pays de l'OCDE. De nombreux locataires ont en outre vu leurs revenus augmenter et se situent désormais dans la catégorie des revenus intermédiaires, voire des revenus intermédiaires de la tranche supérieure, ce qui pourrait provoquer des goulets d'étranglement en cas de hausse de la demande de ménages plus jeunes ou aux revenus plus bas (Mundt, 2018, [lien](#) ; Geymüller and Christl, 2013, [lien](#)). Selon des estimations internationales récentes, l'offre globale de logements se caractérise par une faible élasticité par rapport à la demande sur le long terme (Geng, 2018 [lien](#) ; IMF, 2018, [lien](#)), ce que contredisent toutefois d'autres travaux de recherche menés dernièrement en Autriche (Schneider, 2019, à paraître). Ces divergences peuvent s'expliquer par les disparités régionales quant à la situation des marchés du logement dans les zones urbaines et dans les zones rurales.

Outre les fluctuations cycliques à court terme, le marché du logement devrait probablement subir des pressions durables liées aux migrations intérieures et internationales, à l'évolution des structures familiales et à l'augmentation de la part des bas revenus dans la population, tandis que l'étalement urbain a déjà des conséquences néfastes. Pour remédier à ces problèmes, il convient de mettre en œuvre des politiques plus efficaces en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme et de transports publics, en s'appuyant sur une coopération renforcée entre les différents échelons de l'administration.

Les fortes attentes de la société dans le domaine du logement, couplées à la nature pluridimensionnelle des nouveaux enjeux de l'action publique, impliquent une stratégie globale à long terme en matière de logement, y compris de logement social. L'Autriche pourrait, pour ce faire, s'inspirer des initiatives et expériences d'autres pays de l'OCDE, comme la Suède (Hansson, 2018, [lien](#)), qui se sont aussi efforcées d'améliorer l'élasticité de l'offre de logements sans aggraver la ségrégation sociale, en réformant les politiques d'urbanisme, les codes de construction et le développement des infrastructures publiques.

Indépendamment de la situation du marché intérieur, des acheteurs étrangers ont récemment accentué les pressions à la hausse sur les prix de l'immobilier d'habitation à Vienne et dans certains Länder de l'ouest (EC 2018, [lien](#)). Résultat : les logements existants et les terrains constructibles sont aujourd'hui très onéreux pour les ménages moyens. En l'espace de dix ans, les prix des logements ont augmenté de 40 % en moyenne, mais ils restent inférieurs à ceux constatés dans les pays comparables. Le montant de la dette hypothécaire et la vulnérabilité financière qui en découle sont aussi plus bas (Graphique 1.5). Néanmoins, constatant que l'essor rapide des nouveaux prêts hypothécaires pourrait constituer une menace pour la stabilité financière, le Conseil de stabilité des marchés financiers (FMSB, *Finanzmarktstabilitätsgremium*) a publié en 2018 un document, fondé sur une analyse de la banque centrale, présentant des critères d'octroi de prêts viables destinés à prévenir également les risques systémiques dans l'avenir². Ces garde-fous devraient être rendus obligatoires, comme dans certaines autres économies de l'OCDE telles que la Norvège (Norwegian Ministry of Finance, 2018, [lien](#)).

Graphique 1.5. Les risques relatifs au marché du logement sont sous contrôle jusqu'à présent, mais pourraient s'aggraver



Source : OCDE (2019), Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections (base de données) et base de données analytique de l'OCDE sur les prix des logements.

Tableau 1.3. Recommandations antérieures de l'OCDE en matière de politique financière

Recommandations antérieures de l'OCDE	Mesures prises
Assurer une supervision stricte de toutes les banques, quelle que soit leur taille.	
Promouvoir l'adoption du numérique, la restructuration et la réduction des coûts dans le secteur bancaire.	
Continuer de soutenir l'investissement en capital-risque et réduire la fiscalité et les autres contre-incitations à la prise de participation.	Un train de mesures en faveur des jeunes pousses (<i>start-ups</i>) a été adopté en 2019 ; il comprenait notamment : i) la création du Fonds pour le numérique et la croissance (un organisme public qui investira dans des jeunes pousses aux côtés de fonds privés de capital-risque), et ii) de nouvelles garanties de crédit. Il prévoit également la mise en place de « bacs à sable » réglementaires, qui permettront d'épargner aux jeunes pousses certaines charges administratives, et de nouvelles filières d'enseignement afin de garantir la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée. La bourse de Vienne a lancé, en janvier 2019, un nouveau segment de marché intitulé « Direct market plus », offrant un accès facilité au marché d'actions. Huit entreprises y sont déjà cotées.

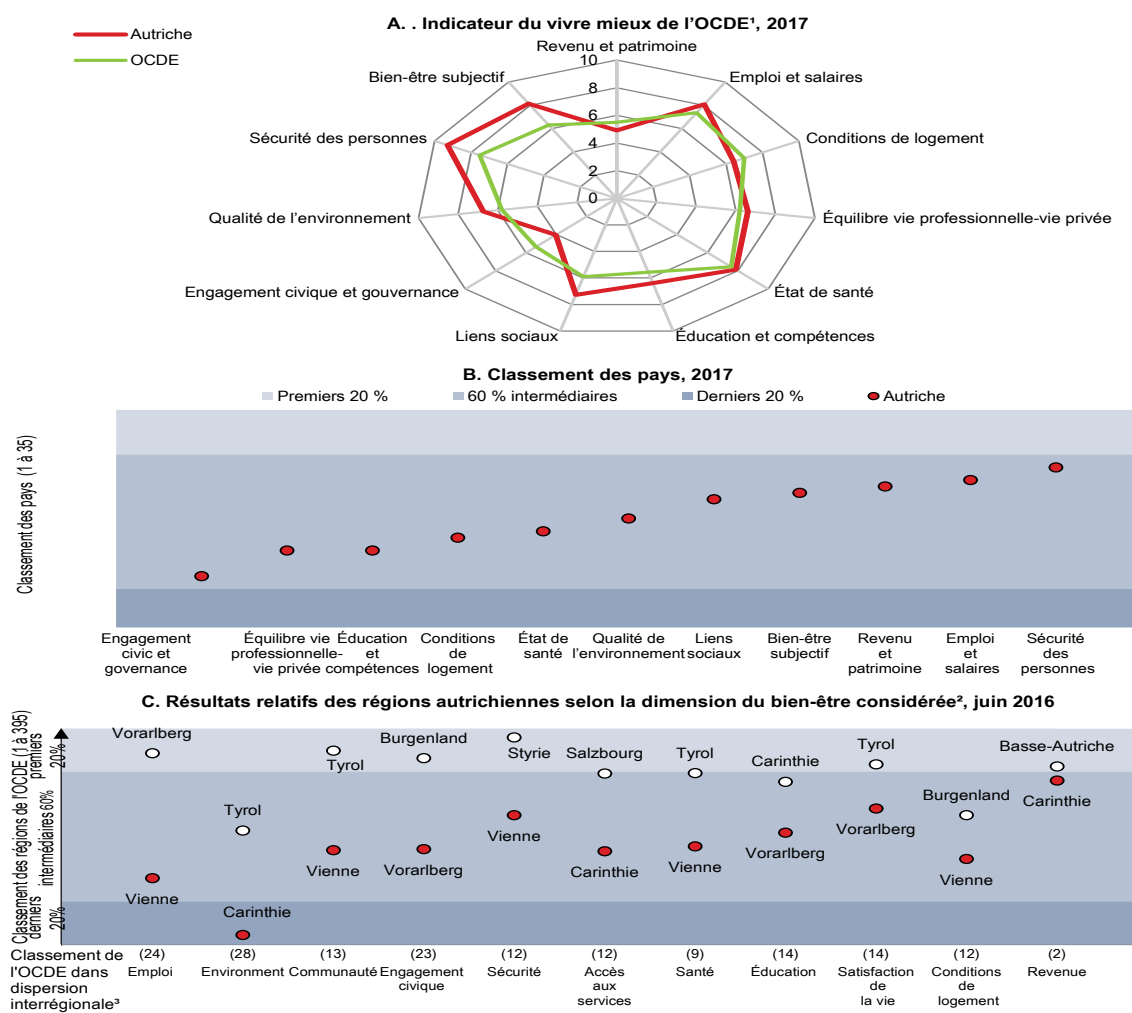
Les résultats de l'Autriche en matière d'emploi, de bien-être et de cohésion sociale sont bons, mais ils sont menacés

Jusqu'à présent, le niveau élevé du bien-être et de la cohésion sociale en Autriche a été soutenu par une croissance reposant sur une large assise, fondée sur le dynamisme de l'activité entrepreneuriale dans toutes les régions et sur un modèle de partenariat social propice à la croissance. Cette croissance a contribué à la création d'emplois bien rémunérés pour les travailleurs aux niveaux de formation différents, qui disposent généralement des compétences requises sur le marché du travail grâce à la diversité des filières d'enseignement professionnel. Le système de protection sociale généreux de l'Autriche protège les travailleurs contre les risques du marché du travail et leur assure des pensions de retraite confortables. Les enfants et les personnes âgées sont plus nombreux à être pris en charge au sein de la structure familiale que dans les pays comparables.

Les principaux résultats enregistrés en matière de bien-être sont les suivants (Graphique 1.6) :

- L'emploi des hommes d'âge très actif progresse dans la quasi-totalité des secteurs d'activité et ces derniers sont globalement satisfaits de leurs conditions de travail en dépit d'une durée moyenne du travail assez longue.
- À titre de comparaison, le taux d'activité à temps plein des femmes qui assument des responsabilités familiales et leur implication à l'égard de leur vie professionnelle sont faibles, tandis qu'une forte proportion des travailleurs âgés peu qualifiés quittent le marché du travail dès que la loi les y autorise – autant de questions examinées dans la nouvelle Stratégie de l'OCDE pour l'emploi, [lien](#).
- Le revenu des ménages augmente régulièrement au sommet, au milieu et au bas de la distribution, et les inégalités et la pauvreté sont relativement limitées.
- Les citoyens autrichiens bénéficient d'un niveau de sécurité élevé dans leur vie quotidienne, avec un faible niveau de criminalité.
- Les liens sociaux de proximité revêtent une grande importance, avec des réseaux de soutien social solides (amis et famille).
- Dans ce contexte, le bien-être subjectif atteint l'un des niveaux les plus élevés de la zone OCDE, à la fois en termes de satisfaction à l'égard de la vie et de bilan des affects à court terme (différence entre les sentiments positifs et négatifs).
- Néanmoins, le capital humain fondamental étant principalement transmis dans l'espace familial, la mobilité sociale intergénérationnelle reste particulièrement faible, notamment dans les familles immigrées.
- Les partenaires sociaux et les responsables de l'action publique ciblent leurs efforts sur la croissance de l'emploi, les impacts sur l'environnement ne figurent pas au premier plan des enjeux pris en compte dans l'élaboration des politiques publiques.
- Les variations constatées entre les régions en matière de bien-être sont moins marquées que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Vienne, où réside près d'un quart de la population autrichienne, est régulièrement classée parmi les villes du monde offrant la meilleure qualité de vie, en dépit des tensions enregistrées au niveau de ses infrastructures de services. Les indicateurs du bien-être sont relativement homogènes d'une région à l'autre (graphique 1.6, Partie C).

Graphique 1.6. Le niveau de bien-être est élevé et homogène d'une région à l'autre



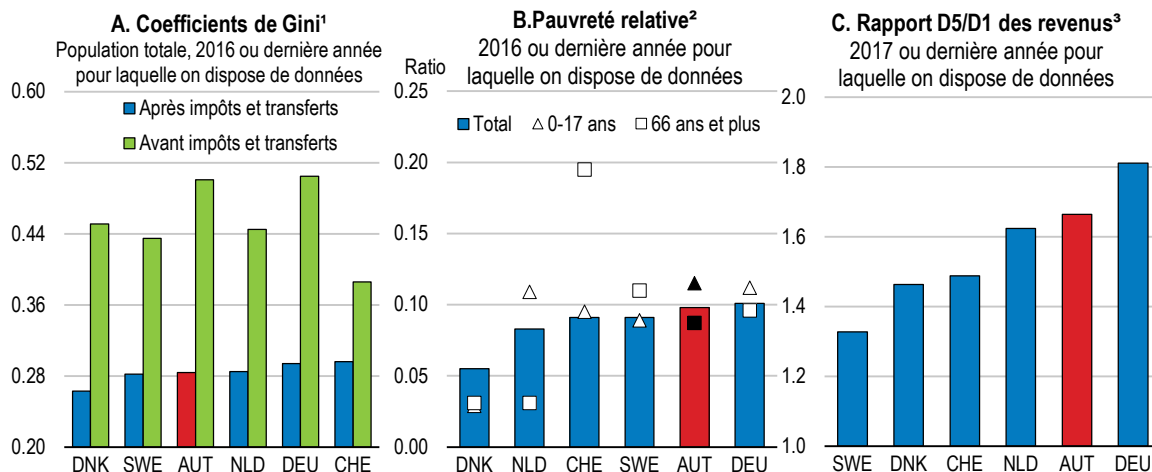
1. Chaque dimension du bien-être est mesurée à l'aide d'un à quatre sous-indicateurs entrant dans la composition de l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE. Ces indicateurs normalisés sont assortis de coefficients de pondération égaux. Ils sont normalisés de telle sorte qu'ils varient sur une échelle de 0 à 10 (allant du pire au meilleur résultat possible), conformément à la formule suivante : $(\text{valeur de l'indicateur} - \text{valeur minimum}) / (\text{valeur maximum} - \text{valeur minimum}) \times 10$. L'agrégat OCDE est pondéré par la population et ne tient compte ni de la Colombie ni de la Lituanie.
2. Classement relatif des régions obtenant les meilleurs et les moins bons résultats pour les onze composantes du bien-être par rapport à l'ensemble des 395 régions de l'OCDE. Les onze composantes sont classées en fonction de l'ampleur des disparités régionales dans le pays. Afin d'augmenter la taille de l'échantillon, tous les cycles annuels de l'enquête Gallup entre 2006 et 2014 ont été regroupés.
3. Écart entre la région la mieux classée et la région la moins bien classée. Le classement de l'Autriche parmi les 34 pays de l'OCDE apparaît, 34 correspondant à l'écart le plus important et 1 à l'écart le plus faible.

Sources : base de données de l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, www.oecdbetterlifeindex.org, et base de données de l'OCDE sur le bien-être régional, www.oecdregionalwellbeing.org.

L'Autriche figure en effet de longue date parmi les pays de l'OCDE affichant les inégalités les moins marquées en matière de distribution des revenus (Graphique 1.7). Les négociations salariales collectives, qui s'appuient sur un système de partenariat social qualifié de « décentralisation organisée » par l'OCDE et reconnu comme une pratique exemplaire à l'échelle internationale, contribuent à gommer les différences entre les salaires du marché. Les négociations collectives prennent en compte les intérêts des travailleurs indépendants et des agriculteurs. Pour autant et en dépit de cet environnement favorable, les évolutions récentes observées sur le marché du travail (notamment des disparités accrues entre les entreprises

employées en fonction de leurs résultats) exercent une influence négative sur la distribution des revenus (OECD, 2018, [lien](#); World Inequality Database, 2018, [lien](#)).

Graphique 1.7. Les inégalités de revenu sont relativement peu marquées



1. Sur une échelle de 0 (situation d'égalité parfaite) à 1 (situation d'inégalité parfaite).

2. Le seuil de pauvreté correspond à 50 % du revenu médian des ménages au sein de la population totale. Le revenu des ménages est corrigé en fonction de leur taille.

3. Rapport entre les 50 % de la population aux plus hauts revenus et les 10 % de la population aux revenus les plus bas.

Sources : OCDE (2019), Statistiques de l'OCDE sur les prestations et questions sociales (base de données) et Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données).

Le système d'impôts et de transferts contribue à réduire les inégalités de revenu, même si la redistribution s'est quelque peu affaiblie sous l'effet des disparités croissantes constatées sur le front du revenu marchand (Guger and Rocha-Akis, 2016, [lien](#)). Les transferts sociaux sont élevés et progressifs, tandis que la fiscalité est plutôt neutre, voire régressive dans certains domaines. Les rapports entre le 9e et le 5e déciles de revenus et le 5e et le 1er déciles restent élevés (Graphique 1.7). Il ressort d'une étude récente, qui porte sur l'ensemble des impôts directs et indirects et sur les cotisations de sécurité sociale, que les ménages situés entre le 30e et le 80e centiles de revenu sont soumis à un taux d'imposition relativement uniforme (Altzinger et al., 2016, [lien](#)).

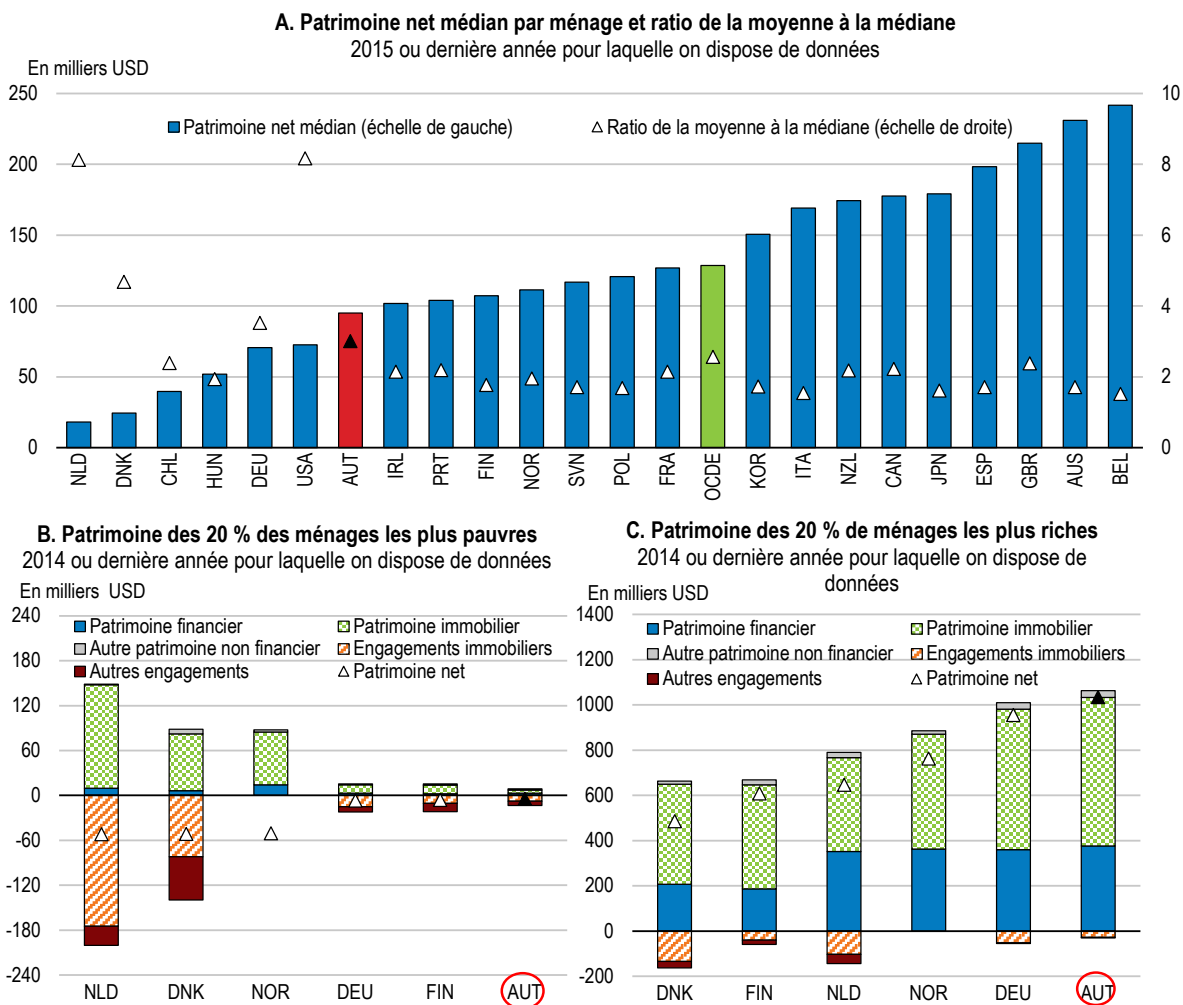
Depuis longtemps, la distribution des richesses est plus inégalitaire que celle des revenus (Graphique 1.8). Sur la base du coefficient de Gini, l'Autriche se classe en 7e position au regard de la distribution des revenus et en 14e position au regard de la distribution des richesses parmi 35 pays de l'OCDE. Au sommet de la distribution du patrimoine, les 10 % de ménages les plus riches détiennent la 4e proportion la plus élevée des richesses nationales de toute la zone OCDE. Pourtant, la couverture étendue du régime de protection sociale et l'offre abondante de logements sociaux n'encouragent pas les ménages à bas revenus à accumuler du patrimoine pendant leur vie active. L'accès à la propriété, principal moyen pour les ménages de se constituer un patrimoine dans les économies de marché, est moins généralisé que dans les pays comparables. Certaines caractéristiques des baux de location de longue durée contribuent peut-être aussi à rendre le logement peu attractif en tant que placement financier³. Au vu de ces éléments, les inégalités réelles en termes de patrimoine sont légèrement moins marquées que ne le donnent à penser les données statistiques (Pham Dao, 2018, [lien](#) ; voir également Fessler and Schürz, 2018, [lien](#)).

La transmission intergénérationnelle du patrimoine n'est pas taxée, l'Autriche ayant supprimé de fait les droits de succession en 2008 pour sortir d'une impasse juridique entre la Cour constitutionnelle et le Parlement. L'Autriche est aujourd'hui l'un des rares pays de l'OCDE sans aucun impôt sur les successions.

Des études récentes ont montré qu'en l'absence de droits de succession, les legs jouent un rôle plus important dans la constitution du patrimoine que dans d'autres pays de l'UE (Leitner, 2016, lien). Les recherches de l'OCDE ayant déterminé que l'imposition des biens immobiliers constituait une forme de collecte des recettes fiscales compatible avec la croissance et inclusive (Akgun et al., 2017, lien), on peut penser que le rétablissement des droits de succession en Autriche contribuerait à réduire les inégalités sur le plan du patrimoine et à améliorer la mobilité sociale intergénérationnelle sans compromettre le potentiel de croissance de l'économie. Le Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE écrivait récemment que « le creusement des inégalités de patrimoine pourrait renforcer la nécessité d'impôts sur les successions bien pensés » ; il a à ce titre lancé une enquête comparative internationale sur les pratiques des pays en matière d'impôts sur les successions (OECD, 2019). Les effets négatifs sur la transmission des entreprises familiales performantes peuvent être traités au moyen de dispositions spécifiques, comme c'est le cas en Suisse (Sandbu, 2019, lien).

Quatre nouvelles tendances pourraient remettre en question le modèle de bien-être actuel : i) les risques de ruptures sur le marché du travail induits par les progrès technologiques et l'essor du numérique ; ii) les tensions qui pèsent sur l'égalité entre hommes et femmes du fait de la nécessité de concilier l'amélioration des débouchés professionnels offerts aux femmes et leurs responsabilités familiales ; iii) les difficultés liées à l'intégration d'un nombre croissant d'immigrés, et iv) l'abaissement du seuil de tolérance vis-à-vis des atteintes à l'environnement, qui résulte aussi des engagements internationaux pris par l'Autriche.

Graphique 1.8. La distribution du patrimoine privé est plus inégalitaire que celle des revenus



Note : La valeur du patrimoine est exprimée en USD de 2011, en s'appuyant sur les prix de 2011 à partir des indices des prix à la consommation et en convertissant les valeurs nationales en une monnaie commune au moyen des PPA pour la consommation des ménages.

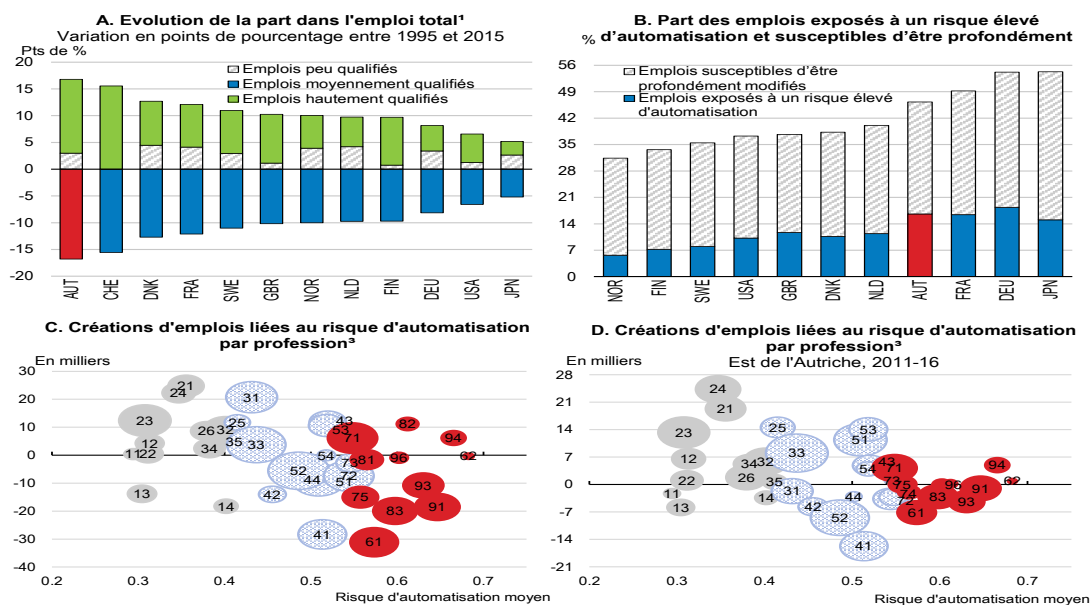
Source : C., Balestra et R. Tonkin (2018, [lien](#)), « Inequalities in household wealth across OECD countries: Evidence from the OECD Wealth Distribution Database », Documents de travail statistiques de l'OCDE, n°2018/01, et base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses.

Évolution des besoins en compétences sur le marché du travail et essor du numérique

Depuis longtemps, le bien-être et la cohésion sociale en Autriche reposent sur la création d'emplois bien rémunérés qui profitent à la majorité de la population. Toutefois, les nouvelles mégatendances que sont par exemple la transformation numérique et l'évolution des réseaux de production mondiaux commencent à mettre en péril cette régularité sur le marché du travail. L'évolution de la structure de l'emploi des activités moyennement qualifiées vers les activités hautement qualifiées est l'une de celles qui ont eu la plus grande ampleur parmi les pays de l'OCDE (Graphique 1.9). Jusqu'à présent, cette transition se déroule relativement bien, une majorité de travailleurs ayant préservé leurs contrats de travail de longue durée et peu d'entre eux se déclarant inquiets quant à la sécurité de leur emploi (Stiglitz *et al.*, 2018, [lien](#)). Cela tient aux relations de travail saines dans les entreprises, qui permettent de procéder à des restructurations de grande ampleur en interne. Cela peut aussi s'expliquer par le fait que les transformations qui sont plus lourdes de conséquences interviennent avec quelque peu de retard en Autriche. L'analyse des indicateurs

disponibles montre que de nombreuses restructurations sont encore à venir sur le front de l'emploi, notamment dans le domaine des compétences. Comme indiqué dans le Graphique 1.9, les compétences moyennes et élevées non associées à des tâches répétitives demeurent fortement demandées, tandis que la demande de compétences pouvant être automatisées, indépendamment du niveau de formation auquel elles correspondent, diminue rapidement.

Graphique 1.9. Jusqu'à présent, les mutations structurelles se sont déroulées sans accroc sur le front de l'emploi, mais elles ne sont pas encore terminées



1. Conformément à la Classification internationale type des professions (CITP-88). Les professions hautement qualifiées comprennent les membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise (groupe 1), les professions intellectuelles et scientifiques (groupe 2), et les professions intermédiaires (groupe 3). Les professions moyennement qualifiées comprennent les employés de type administratif (groupe 4), les artisans et ouvriers des métiers de type artisanal (groupe 7), et les conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage (groupe 8). Les professions peu qualifiées comprennent les personnels des services et vendeurs de magasin et de marché (groupe 5), et les ouvriers et employés non qualifiés (groupe 9).

2. Calculs établis d'après l'Évaluation des compétences des adultes, PIAAC (2012). Un emploi est exposé à un risque élevé d'automatisation si sa probabilité d'automatisation est d'au moins 70 %. Un emploi est susceptible d'être profondément modifié lorsque la probabilité est comprise entre 50 et 70 %.

3. Les chiffres dans les bulles correspondent à la catégorie d'emploi sur la base de la CITP-08, tandis que la taille des bulles représente la proportion des emplois dans la catégorie d'emploi concernée, au regard de l'emploi total dans la région. Les professions sont classées sur l'axe des abscisses selon qu'elles sont exposées à un risque faible (bulles grises) ou élevé (bulles rouges) d'automatisation. L'évolution du nombre d'emplois dans chaque profession est indiquée sur l'axe des ordonnées.

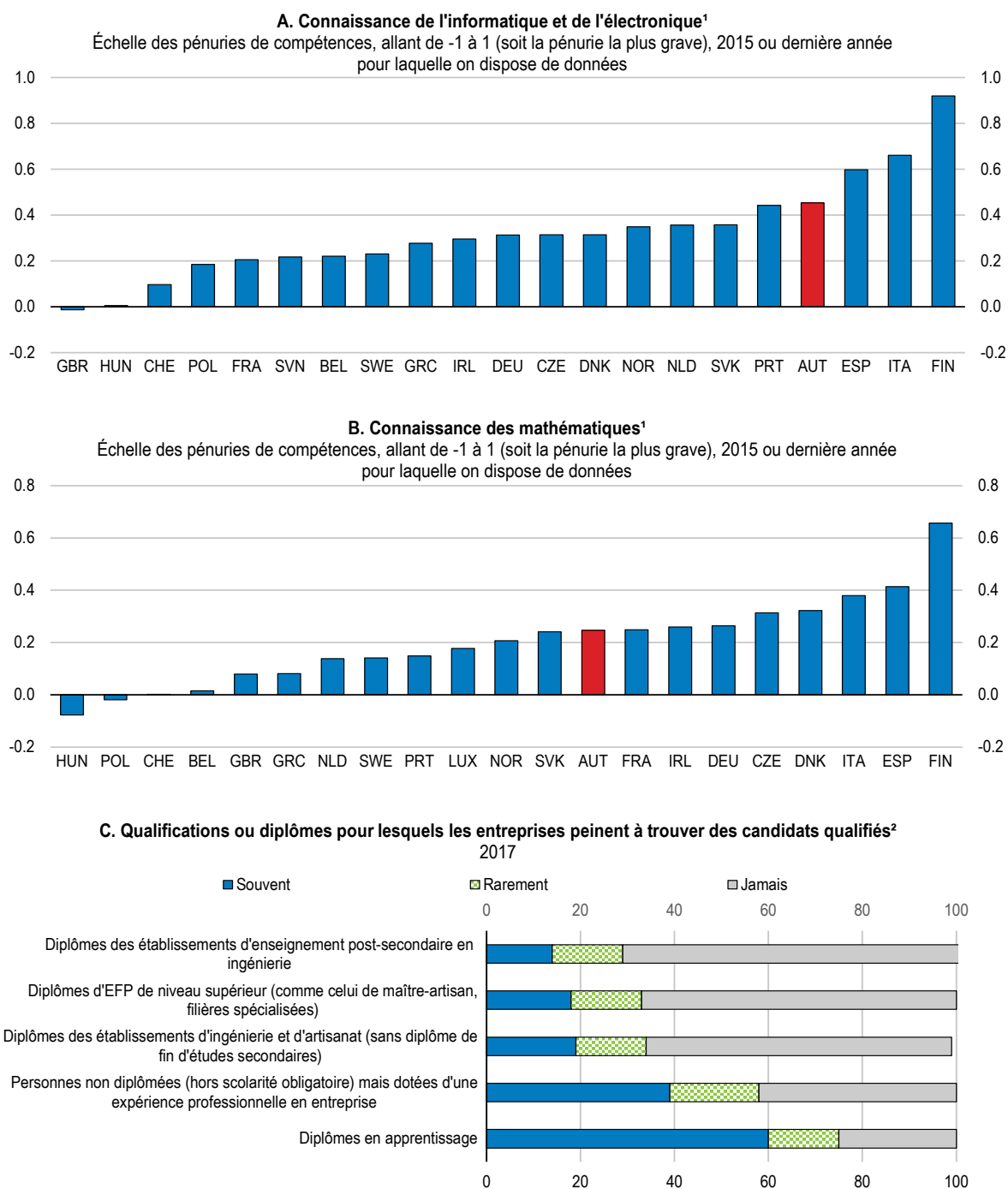
Sources : OCDE (2018), Job Creation and Local Economic Development 2018: Preparing for the Future of Work ; OCDE (2017), Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2017 ; et L., Nedelkoska et G. Quintini (2018), « Automation, Skill use and Training », documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n°202.

Depuis peu, on voit apparaître sur le marché du travail de graves difficultés de recrutement. Le nombre d'entreprises déplorant des pénuries de compétences, non seulement dans les professions liées aux hautes technologies mais aussi pour un éventail plus large de qualifications (allant des compétences en matière de finitions dans la construction aux cuisiniers dans les restaurants) a atteint un niveau sans précédent en Autriche (Graphique 1.10). Selon une enquête réalisée auprès des employeurs par le ministère fédéral du Numérique et de l'Économie et la Chambre de commerce autrichienne (WKÖ, *Wirtschaftskammer Österreich*), 87 % des 4 500 entreprises interrogées ont fait état de pénuries de compétences, ce qui représentait une augmentation de 12 points de pourcentage par rapport à l'année

précédente (Dornmayer and Winkler, 2018). Les résultats de la toute dernière enquête de la Banque européenne d'investissement (BEI) sur l'investissement montrent également que 81 % des entreprises autrichiennes de toutes tailles s'abstiennent d'investir pour renforcer leurs capacités en raison d'un manque de personnel qualifié, soit une proportion supérieure à la moyenne de l'UE et en forte augmentation par rapport à l'année précédente (EIB, 2018). En outre, 60 % des entreprises autrichiennes confrontées à des pénuries de compétences ont fait état d'un recul de leur chiffre d'affaires dû à ces pénuries (ibw, 2018).

Dans le secteur des technologies numériques, jusqu'à 90 % des directeurs des ressources humaines des entreprises autrichiennes déclarent que leur société a « d'importants besoins en matière de formation ». En conséquence, tout le système d'apprentissage (dont plus de 200 profils de métier) est en cours de modernisation, l'accent étant désormais mis davantage sur les technologies numériques et vertes. Parallèlement, les possibilités d'emploi s'amenuisent pour les travailleurs des segments vulnérables du marché du travail. Le taux de chômage des travailleurs peu qualifiés et celui des travailleurs âgés ont davantage augmenté que dans les pays comparables, en dépit d'une conjoncture économique favorable. Le taux de chômage de longue durée a reflué récemment au niveau observé en Allemagne, mais il demeure relativement élevé comparé à ceux de pays similaires tels que le Danemark (Graphique 1.11). Le taux de chômage structurel a augmenté plus rapidement⁴. La courbe de Beveridge, qui illustre le décalage entre l'offre et la demande sur le marché du travail, s'est clairement orientée vers l'extérieur. Ces transformations, d'une ampleur inhabituelle, mettent à rude épreuve le modèle traditionnel autrichien de bien-être et de cohésion sociale.

Graphique 1.10. Il faut améliorer les compétences pour remédier aux difficultés de recrutement

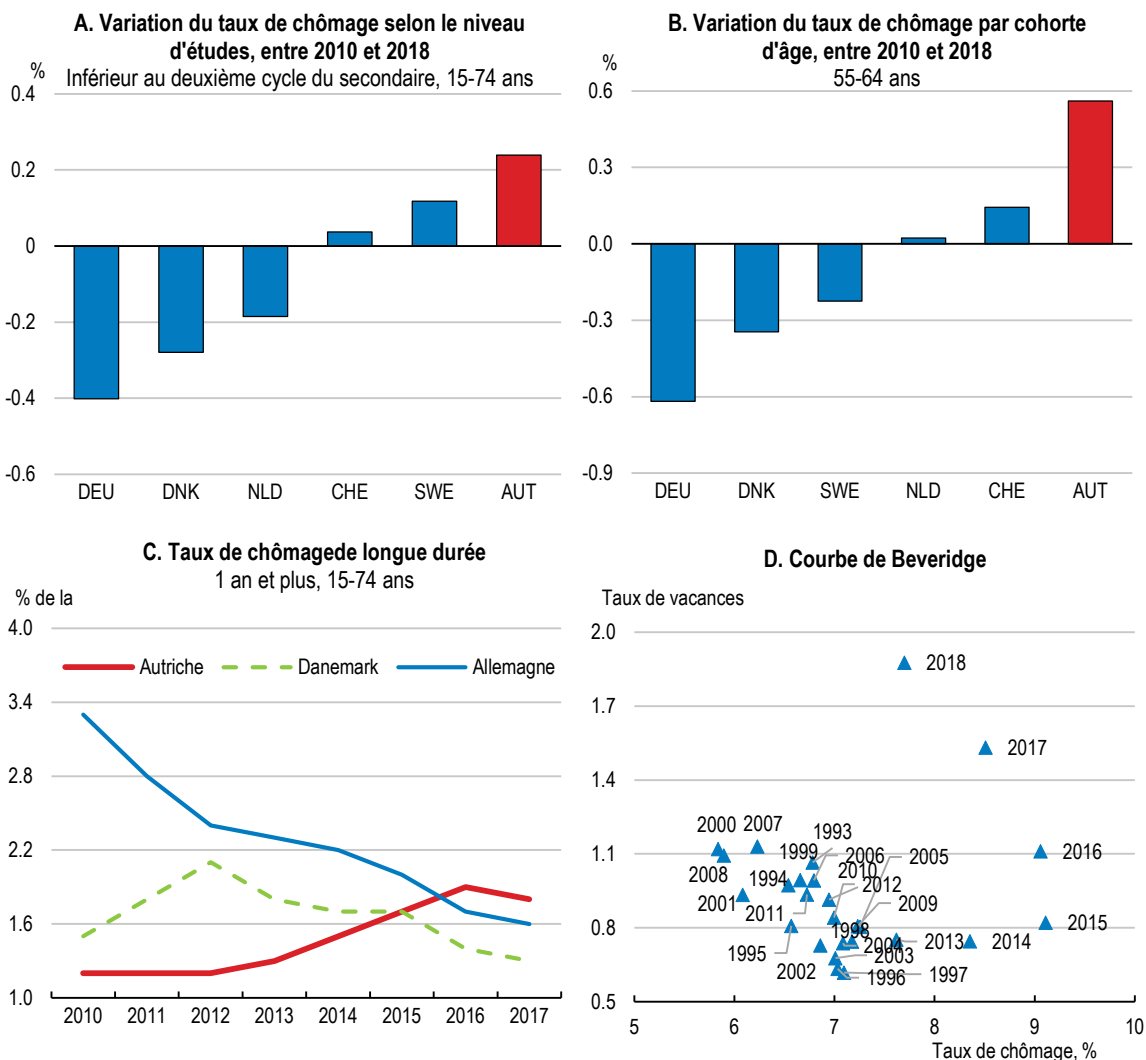


1. Des valeurs positives reflètent des pénuries de compétences, tandis que des valeurs négatives correspondent à un excédent de compétences. Plus la valeur absolue est élevée, plus le décalage entre l'offre et la demande est important. La valeur maximum, +1, correspond à la pénurie de compétences la plus grave constatée dans les 31 pays de l'OCDE, tous types de compétences confondus.

2. Sur la base de l'enquête conduite par l'institut IBW auprès des entreprises en avril 2018 sur la demande/le manque de main-d'œuvre qualifiée. Les entreprises ont répondu à plusieurs questions, notamment « L'année dernière, quels sont les compétences ou les diplômes pour lesquels vous avez rencontré des difficultés à trouver du personnel qualifié ? ».

Sources : OCDE (2018), base de données de l'OCDE sur les compétences, et H., Dormmayr et B., Winkler (2018), « Skilled Labour Shortage in Austria », document de recherche de l'institut IBW, n°101, septembre.

Graphique 1.11. Décalage croissant entre l'offre et la demande de main-d'œuvre



Sources : Eurostat (2019), « Structure de la population active » et « Indicateurs de la politique de l'emploi et de la politique sociale » dans les Tableaux sur les politiques de l'UE (base de données) ; OCDE (2019), base de données sur les statistiques de la population active ; et Arbeitsmarktservice (AMS).

L'enseignement et la formation continue doivent s'adapter à ce monde en mutation

Face à ces mutations, la montée en compétences de la population est essentielle (OECD, 2019, [lien](#)) : elle concerne l'ensemble des cohortes d'âge actif, ainsi que les enfants et les jeunes scolarisés, et constitue une condition indispensable à une croissance solide à l'avenir, ne laissant personne de côté. Cette problématique commune à tous les pays de l'OCDE est particulièrement marquée en Autriche : le système éducatif du pays, axé sur l'enseignement professionnel, entièrement financé par l'État et pilier du développement économique et social du pays depuis la guerre, a en effet besoin d'être adapté à grande échelle. Plusieurs mesures peuvent être envisagées dans cette optique, notamment une meilleure intégration et une plus grande continuité entre tous les niveaux d'enseignement, de la petite enfance à la formation continue, et une articulation opérationnelle renforcée entre l'enseignement professionnel, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Ces problématiques sont clairement identifiées : il s'agit notamment de réformer les nombreuses filières d'apprentissage, d'adapter le programme d'enseignement général et professionnel dans le secondaire à la révolution numérique, et de mettre davantage l'accent sur les capacités de tous à se former tout au long de l'existence. L'enseignement supérieur doit répondre plus efficacement aux nouveaux besoins de l'économie en matière de qualifications. Il est aussi particulièrement important de promouvoir en Autriche la formation à l'entrepreneuriat, à l'appui de l'innovation et de gains d'efficacité dans le secteur de la production (OCDE, 2019, lien⁵). L'une des principales actions à mener consiste à améliorer sensiblement l'éducation des jeunes enfants, non seulement en termes de prise en charge mais aussi pour veiller à ce que tous les enfants, quel que soit leur milieu familial, culturel ou linguistique, bénéficient d'une éducation de base solide, avec à la clé une population active dotée des compétences requises, une réduction des inégalités et une plus grande égalité des chances. Dans toute l'Autriche, les responsables des politiques d'éducation s'attaquent à ces problèmes à tous les niveaux d'enseignement et dans tous les domaines de spécialisation technique. De nouvelles classes s'ouvrent dans l'enseignement préscolaire et des ressources supplémentaires sont mobilisées afin d'assurer leur qualité du point de vue pédagogique. Des mesures sont prises pour harmoniser l'enseignement secondaire au moyen de nouveaux établissements d'enseignement secondaire proposant un contenu pédagogique plus général. Les universités de sciences appliquées sont de plus en plus nombreuses, afin de satisfaire la demande du marché du travail pour des professionnels hautement qualifiés axés sur la pratique. Des ateliers d'apprentissage publics sont ouverts aux candidats qui ne trouvent pas de place en apprentissage dans une entreprise ou qui ne sont pas suffisamment formés pour pouvoir y prétendre.

La coordination entre les différents échelons de l'administration et ministères chargés de différentes cohortes d'âge, et entre ceux qui sont responsables de l'enseignement général et ceux dont relèvent l'enseignement professionnel, devient plus cruciale. Prenant acte des efforts déjà déployés pour favoriser la coopération entre les différents échelons de l'administration en matière de politiques d'éducation, un examen de l'OCDE consacré au système scolaire de l'Autriche publié en 2016 préconisait d'assigner un niveau d'enseignement à chaque niveau d'administration (OCDE, 2016, lien). Une analyse plus récente menée par l'OCDE sur la coopération pédagogique et la complémentarité entre l'enseignement préscolaire (qui relève de la responsabilité des autorités locales en Autriche) et l'enseignement scolaire (qui relève de la responsabilité conjointe des autorités fédérales et des Länder) évoque les expériences novatrices menées par plusieurs autres pays de l'OCDE s'agissant de l'intégration de ces politiques, qui ont des effets positifs importants sur le développement des enfants, comme en Norvège (OCDE, 2017, lien et Encadré 1.2 ci-après).

Le gouvernement entré en fonctions après les élections de 2017 a engagé une réforme globale du système éducatif dans son ensemble (Encadré 1.1). Dans le cadre de cette réforme, les pouvoirs publics prévoyaient de renforcer l'autonomie des établissements scolaires en contrepartie d'un suivi et d'un contrôle plus stricts de leurs résultats, tout en tenant compte du profil socioéconomique et des autres caractéristiques de leurs élèves. Le ministère de l'Éducation a commencé par s'inspirer des expériences d'autres pays de l'OCDE (Bruneforth *et al.*, 2019, lien). Ainsi, le Danemark a développé un entrepôt de données sur les résultats des élèves et des établissements (composé de 35 indicateurs par élève, portant notamment sur les résultats aux examens nationaux, les résultats aux examens scolaires et les réponses des élèves aux enquêtes sur le bien-être) afin d'analyser la relation entre les ressources utilisées et les résultats obtenus et de former un vivier d'experts capables de conseiller les responsables publics nationaux et locaux à cet égard. L'Autriche pourrait s'inspirer de cet exemple (Nusche *et al.*, 2016, lien).

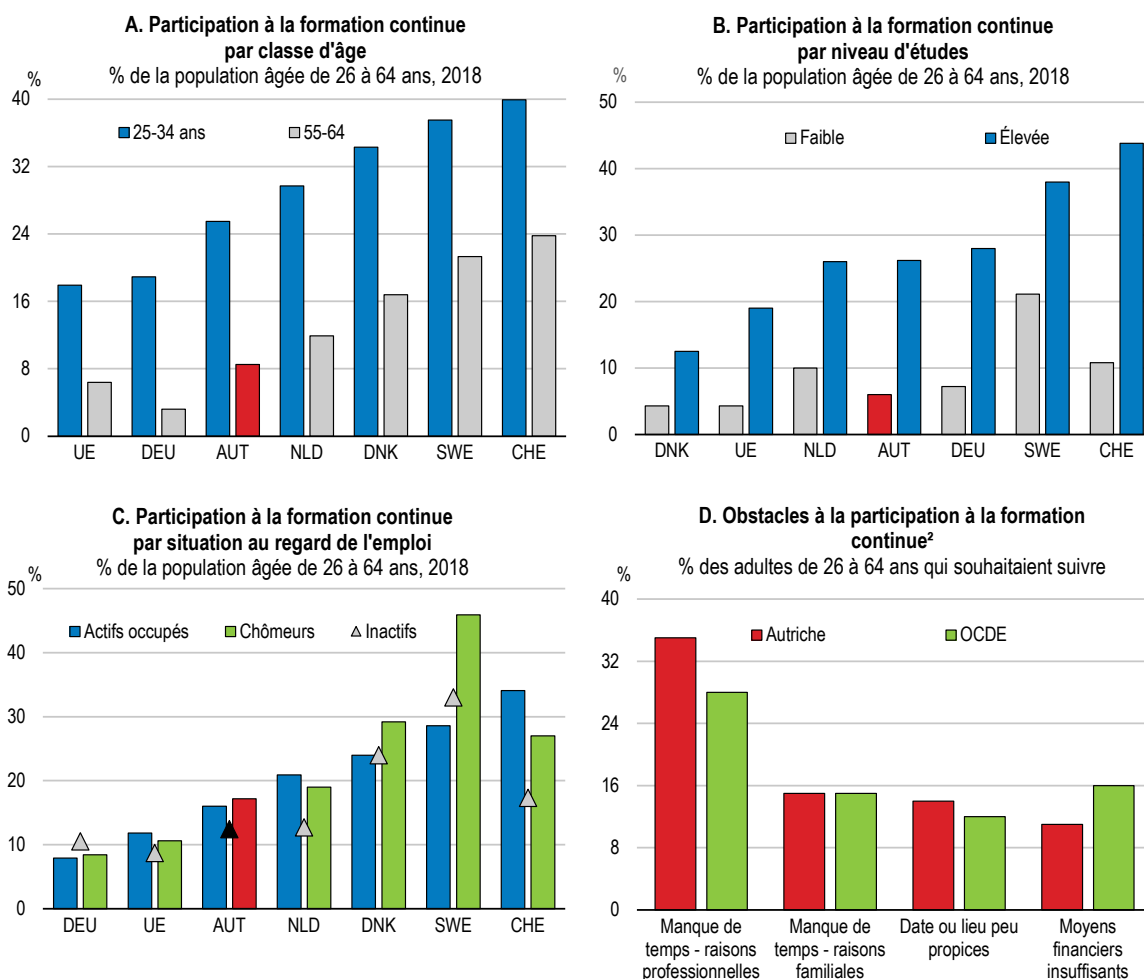
Le ministère du Numérique et de l'Économie a inauguré 15 nouveaux profils de métier concernés par l'apprentissage, enrichis avec du contenu numérique, notamment ceux de « techniciens en systèmes informatiques », de « techniciens opérationnels en informatique », de « spécialistes du commerce électronique » et de « développeurs d'applications ». Ces nouveaux profils devraient permettre aux entreprises de disposer des techniciens dont elles ont besoin. La modernisation des profils de métier se poursuit dans le cadre du système d'apprentissage, les entreprises employeuses participant à la définition

des nouveaux besoins et à l'élaboration des nouveaux profils. Ces projets menés en coopération sont mis en œuvre et achevés rapidement (en l'espace d'un an au maximum).

Pour déterminer si les mesures adoptées sont en adéquation avec les objectifs visés, il sera crucial d'assurer un suivi systématique et de publier régulièrement des informations sur les résultats obtenus sur le marché du travail par les filières scolaires existantes et nouvelles, en s'appuyant sur des micro-données individuelles. Les responsables publics entendent s'appuyer fortement sur ces sources de données. Dans cette optique, ils peuvent avoir systématiquement recours aux exercices d'évaluation du type PISA et PIAAC, tandis que les techniques fondées sur les données massives offrent de nouvelles possibilités d'évaluation de l'action publique. Les tests de compétences nationaux réalisés en Autriche pour tous les jeunes élèves, instaurés à des fins d'ajustement des programmes d'enseignement, marquent un premier pas déterminant dans cette direction. Les données ainsi obtenues peuvent être analysées par des chercheurs spécialisés dans différents domaines. Tous les pays de l'OCDE ont commencé à accumuler des micro-données au moyen des systèmes d'évaluation des performances. Toutefois, pour que ces efforts portent leurs fruits, les résultats doivent être totalement libres d'accès pour les chercheurs indépendants (Charbonnier, 2019, [lien](#)). C'est ce à quoi se sont engagés les artisans de la réforme menée en Autriche (par dérogation aux mesures de protection de la vie privée).

La pertinence des programmes de formation continue au regard des besoins du marché du travail suscite des préoccupations en ce qui concerne les personnes peu qualifiées. En Autriche, le taux de participation des adultes à ces programmes est supérieur aux moyennes constatées dans l'OCDE, mais inférieur à ceux des pays comparables (Graphique 1.12). Le taux de participation pourrait être amélioré en apaisant les inquiétudes relatives à la qualité de certains de ces programmes (OECD, 2014, [lien](#)). Une participation active des organisations patronales à la gestion de ces programmes pourrait être utile (Martin, 2018, [lien](#)). L'État pourrait également renforcer l'aide octroyée pour favoriser la participation des travailleurs peu qualifiés et plus âgés, qui sont très peu nombreux à suivre ce type de programmes en Autriche. Des échecs ne sont pas impossibles dans la mesure où les entreprises n'ont aucune certitude quant au rendement de leurs investissements au-delà d'un certain âge (Dauth and Toomet, 2016, [lien](#)). Il faut adapter l'organisation du travail dans les entreprises employeuses, de sorte qu'elle soit compatible avec les activités de formation continue (Graphique 1.12).

Graphique 1.12. La participation aux activités de formation continue peut être améliorée



1. Inclut la formation formelle et non formelle. La période de référence retenue correspond aux quatre semaines ayant précédé l'entretien. On entend par « faible niveau d'études » les niveaux inférieurs au deuxième cycle de l'enseignement secondaire (niveaux 0-2 de la CITE) et par « niveau d'études élevé » l'enseignement supérieur (niveaux 5-8 de la CITE).

2. À partir de l'Évaluation des compétences des adultes (PIAAC 2012, 2015). L'agrégat OCDE correspond à la moyenne des pays ayant participé à l'enquête PIAAC.

Sources : OCDE (2019), base de données de l'OCDE sur la formation des adultes (base de données), et Eurostat (2019), Éducation et formation (base de données).

Tableau 1.4. Recommandations antérieures sur la politique d'éducation

Recommandations antérieures de l'OCDE	Mesures prises
Faire en sorte que les établissements et les filières d'enseignement soient davantage ouverts à tous. Encourager la socialisation précoce des enfants issus de milieux défavorisés.	Des formations en apprentissage de niveau intermédiaire ont été créées pour faciliter l'intégration et renforcer les possibilités de formation.
S'assurer que l'enseignement supérieur et l'enseignement professionnel s'adaptent à l'évolution des besoins.	Toutes les filières et tous les programmes d'enseignement seront examinés en 2019 dans l'optique de les adapter à la révolution numérique. Plus de 50 profils de métier et programmes d'enseignement professionnel correspondants seront modernisés au cours de la première année.
Permettre aux universités de rétablir les droits de scolarité et les accompagner d'un système de bourses et de prêts étudiants remboursables en fonction des revenus futurs.	
Poursuivre la modernisation des méthodes et des programmes d'enseignement liés aux TIC dans les établissements scolaires.	En 2018, le ministère fédéral du Numérique et de l'Économie a établi 13 nouvelles filières d'apprentissage sur 4 ans, enrichies avec du contenu numérique.
Renforcer les dispositifs qui incitent les entreprises à proposer des postes d'apprentissage.	De nouvelles aides financières ont été mises en place pour les entreprises et les apprentis, afin d'accroître le nombre et d'améliorer la qualité des places d'apprentissage, notamment par le biais d'un soutien linguistique, de services d'accompagnement supplémentaires et de stages à l'étranger.

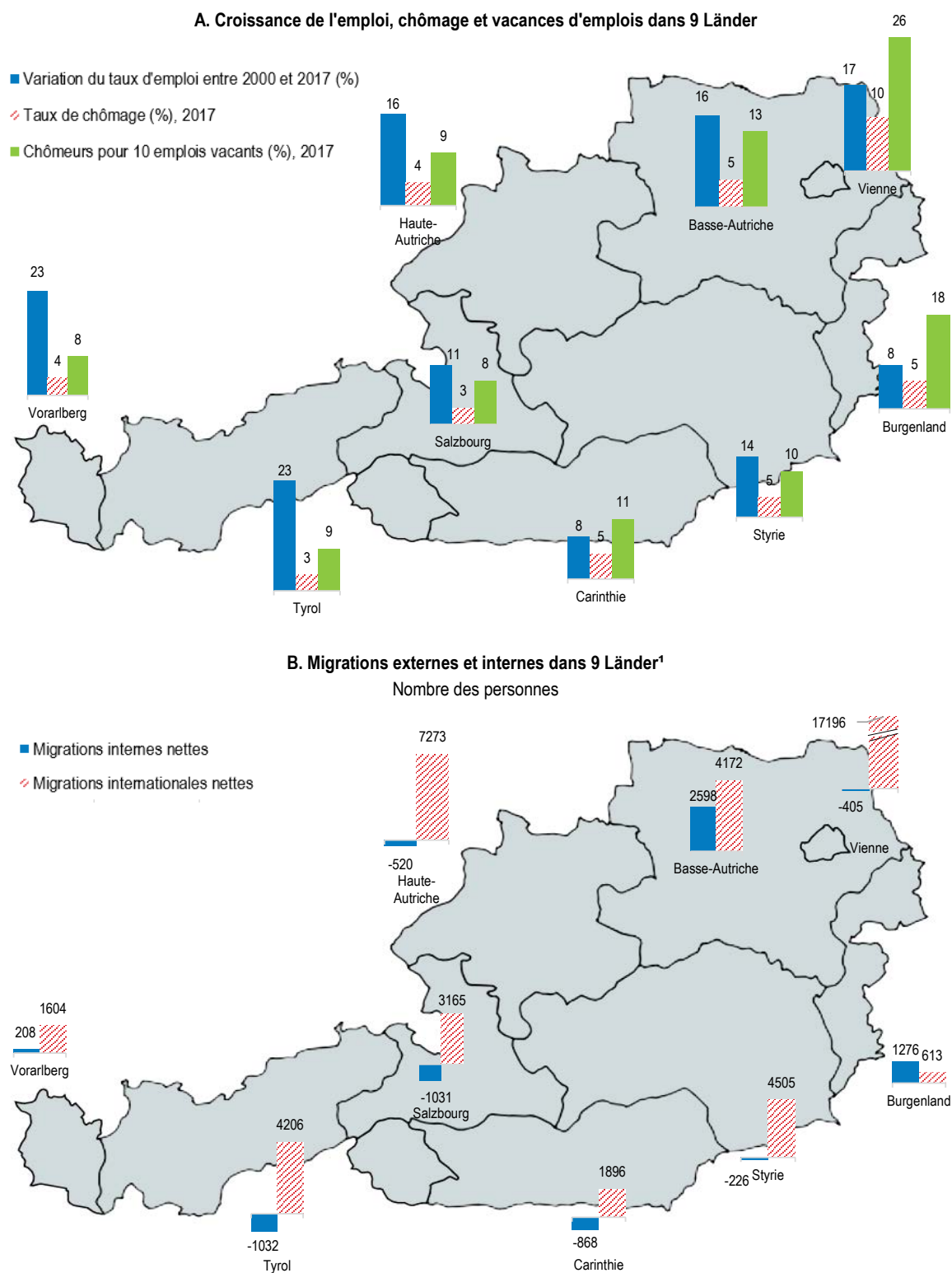
Dimensions régionales des déséquilibres constatés sur le marché du travail

Les déséquilibres régionaux sur le marché du travail sont relativement nouveaux en Autriche (Graphique 1.13). Alors que les régions de l'ouest sont touchées par une aggravation des pénuries de compétences, le taux de chômage et le nombre de candidats par offre d'emploi sont largement supérieurs aux moyennes nationales à Vienne, où se concentre plus de 20 % de l'emploi national total. L'excédent de main-d'œuvre constaté à Vienne alors que la plus grande partie du pays est en situation de pénurie peut être le signe que certaines populations hésitent à se déplacer d'une région à l'autre, mais elle peut aussi témoigner du risque perçu d'incohérence entre l'emploi à court et à long terme et les perspectives de carrière compte tenu de l'évolution de la structure d'activités dans les différentes régions. Les incertitudes à cet égard peuvent être particulièrement préoccupantes pour les familles qui comptent deux apporteurs de revenus. C'est pourquoi Vienne et les grandes villes sont plus attractives.

Le vieillissement démographique accentue les pénuries de compétences régionales. La plupart des régions autrichiennes peuvent s'attendre à une baisse de leur population d'âge actif, même si la Carinthie et la Styrie seront particulièrement touchées à cet égard (Dornmayer and Winkler, 2018). Les disparités régionales en matière de prévisions d'évolution de la population âgée de 20 à 60 ans vont de pair avec d'amples écarts en termes de pénuries de compétences (Dornmayer and Winkler, 2018).

Les politiques publiques devraient faciliter la mobilité géographique des citoyens en éliminant tous les facteurs liés à l'action publique susceptibles de freiner la mobilité. Il est donc essentiel d'évaluer les obstacles à la mobilité qui résultent de la non-transférabilité des allocations logements versées à l'échelon local, des différences de réglementation en ce qui concerne les loyers et de l'insuffisance de la supervision et du contrôle de l'accès au parc de logements sociaux, et de s'y attaquer. Pour améliorer la mobilité des jeunes travailleurs entre régions et réduire les problèmes interrégionaux d'inadéquation des compétences, un nouveau programme baptisé « b.mobile » a été récemment mis en place pour faciliter les placements en apprentissage entre régions.

Graphique 1.13. Déséquilibres régionaux sur le marché du travail



1. Les migrations internes correspondent aux changements de résidence principale sur le territoire autrichien. Les migrations externes correspondent aux changements de résidence à l'étranger. La résidence est considérée comme résidence principale si on l'occupe pendant une durée minimum de 90 jours.

Sources : Statistik Austria et WKO Fachkräftenradar, ergebnisse einer untersuchung des ibw.

La nouvelle Stratégie de l'OCDE pour l'emploi propose un cadre complet et des recommandations d'action visant à aider les pays membres, y compris l'Autriche, à remédier aux difficultés constatées sur le marché du travail. Elle va au-delà de l'aspect quantitatif de l'emploi pour faire de la qualité des emplois et de l'inclusivité du marché du travail des priorités essentielles de l'action publique. Elle repose sur le principe selon lequel les politiques visant à instaurer une plus grande flexibilité sur les marchés de produits et du travail sont certes nécessaires, mais pas suffisantes. Des politiques et des institutions qui protègent les travailleurs, favorisent l'inclusivité et permettent aux travailleurs et aux entreprises de tirer le meilleur profit des mutations en cours sont indispensables pour favoriser des résultats positifs et durables (OCDE, 2018, [lien](#))

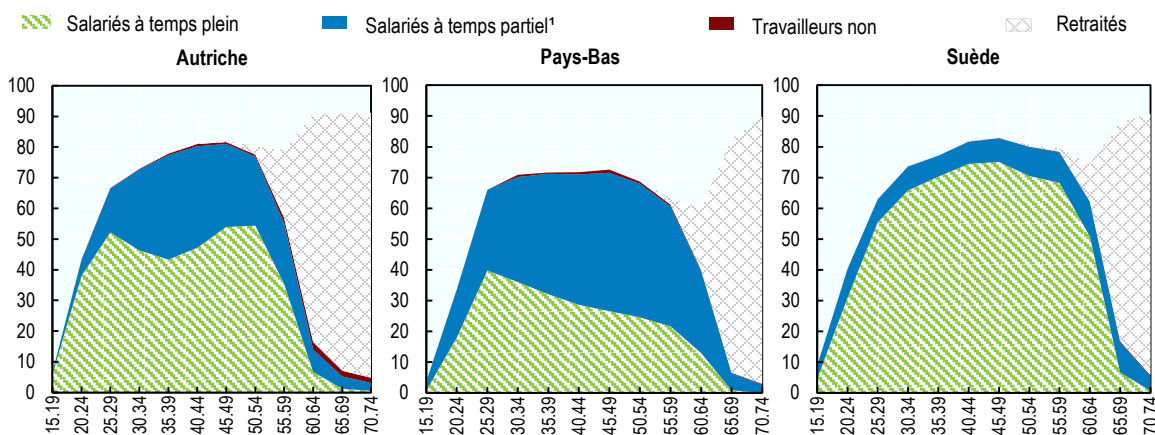
Les pressions s'intensifient en matière d'équilibre hommes-femmes

En Autriche, le modèle de l'homme soutien de famille et le rôle traditionnellement dévolu à chaque sexe sont solidement ancrés à la fois dans la sphère professionnelle, dans la sphère familiale et dans la vie quotidienne (OCDE, 2015, [lien](#)). Toutefois, un consensus de plus en plus important se dégage à l'échelle de la société quant à la nécessité d'aller vers une plus grande égalité des chances et des choix de vie entre hommes et femmes. À mesure que les femmes ont rattrapé leur retard sur les hommes en termes d'études, leurs attentes ont grandi. Une grande partie des femmes qui ont des enfants se retirent partiellement ou totalement du marché du travail (indépendamment de leur formation et de leur expérience professionnelle) jusqu'à ce que leurs enfants entrent dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (OCDE, 2015, [lien](#)), ce qui prive la société autrichienne d'une main-d'œuvre qualifiée, d'une hausse des revenus des ménages et, partant, d'une croissance plus dynamique et de recettes budgétaires plus élevées (Graphique 1.14). Cependant, le travail à temps partiel peut aussi être un choix permettant de mieux concilier travail et vie privée. Des études approfondies montrent qu'il résulte toutefois souvent d'une offre insuffisante de services publics et de contre-incitations fiscales (OCDE 2015, [lien](#)). Le remplacement récent de la déductibilité fiscale des coûts de garde d'enfants et de l'allocation de garde d'enfants par un crédit d'impôt par enfant accessible à tous pourrait réduire les incitations au travail des femmes ayant des enfants. En dépit de plusieurs initiatives prises par les pouvoirs publics ces dernières années, notamment la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes dans le budget officialisée dans la constitution fédérale et l'adoption d'un « Plan d'action national pour l'égalité entre les sexes sur le marché du travail », l'Autriche est en retard sur les pays comparables de l'UE s'agissant des efforts déployés en faveur d'une plus grande égalité entre hommes et femmes (EIGE, 2018, [lien](#)).

Les écarts de salaire entre hommes et femmes sont importants. Les différences entre les deux sexes quant à leurs choix professionnels sont plus profondes que dans les pays comparables : les hommes privilégient les filières scientifiques et techniques, tandis que les femmes optent pour des domaines liés aux services sociaux, qui débouchent sur des professions moins bien rémunérées – ce qui reflète probablement leurs perspectives inégales quant à la possibilité de s'investir par la suite dans une carrière à temps plein (OCDE, 2018, [lien](#)). Néanmoins, grâce aux négociations salariales coordonnées, les écarts de rémunération entre hommes et femmes ne sont pas plus marqués au bas de l'échelle des revenus, comme c'est le cas dans d'autres pays de l'OCDE (OCDE, 2017, [lien](#)).

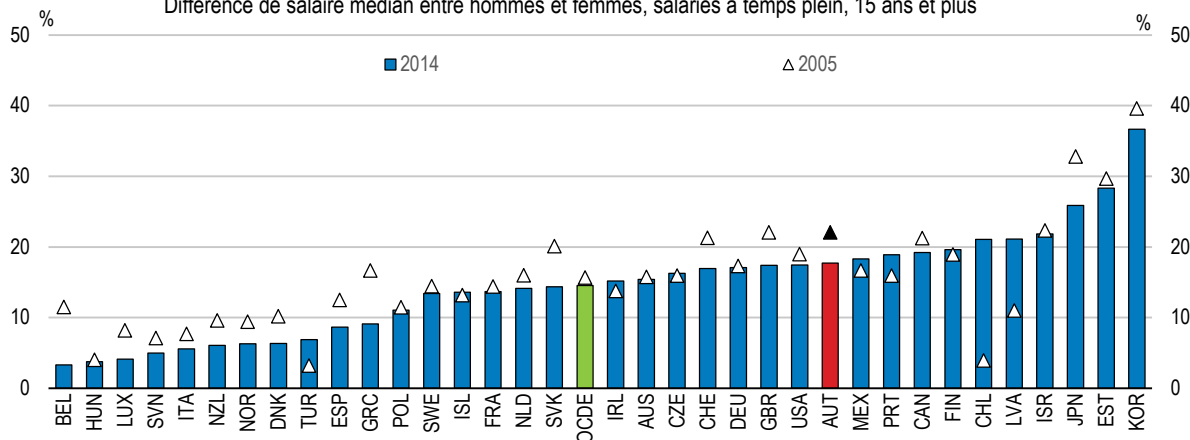
Graphique 1.14. Les écarts de salaire entre hommes et femmes restent importants

A. La carrière des femmes comprend plusieurs vies professionnelles



B. Écarts de salaire entre hommes et femmes pour les salariés à temps plein

Différence de salaire médian entre hommes et femmes, salariés à temps plein, 15 ans et plus



1. L'emploi à temps partiel correspond à un temps de travail inférieur à 30 heures par semaine.

Source : OCDE (2018), Perspectives de l'emploi 2018 de l'OCDE.

L'offre restreinte de services d'accueil des jeunes enfants, d'enseignement à temps complet et de prise en charge de la dépendance pour les personnes âgées dans la plus grande partie du pays est reconnue comme la contrainte numéro un qui pèse sur les choix de vie et professionnels des Autrichiennes (Buxbaum and Pilkbauer, 2015, [lien](#)). Plus de 90 % des enfants de 3-5 ans sont aujourd'hui accueillis dans des structures préscolaires ; en revanche, les moins de 3 ans sont 25 % seulement à être accueillis dans des structures ad hoc, ce qui est largement en deçà du taux observé dans la plupart des pays comparables (50 à 80 %). Par ailleurs, moins de la moitié seulement des services disponibles sont proposés sur la base de plus de 30 heures par semaine, soit le minimum requis par les parents d'enfants de moins de 3 ans pour pouvoir exercer un emploi à temps plein (Smidt, 2018, [lien](#); EC, 2018, [lien](#)). L'absence d'enseignement à temps plein pour plus de 50 % des élèves de 6 à 15 ans (Nusche *et al.*, 2016, [lien](#)) ajoute un besoin supplémentaire de services d'accueil et d'enseignement de qualité en dehors du temps scolaire. Pour favoriser le travail des femmes, il est indispensable non seulement d'augmenter l'offre de services d'accueil et d'éducation des jeunes enfants, mais aussi d'en améliorer la qualité. À cet égard, les autorités ont commencé à remédier à certaines préoccupations concernant les résultats pédagogiques

des écoles maternelles, en mettant en place de nouveaux programmes de formation des enseignants en maternelle.

La problématique est la même au regard de la prise en charge des personnes âgées (Grossmann, 2017, [lien](#)). En Autriche, les personnes âgées dépendantes sont plus nombreuses (80 % environ) à être prises en charge par leur famille que dans les pays comparables (OECD, 2015, Survey, [lien](#)). L'allongement de l'espérance de vie moyenne, qui est le bienvenu, conjugué à des besoins de prise en charge de plus en plus complexes liés à la généralisation des maladies chroniques, ont pour effet d'accroître la demande de soins de longue durée. Or il convient de répondre à ces besoins sans que cela ne pèse outre mesure sur l'activité professionnelle des proches. L'Autriche a développé un dispositif d'aide publique solide dans ce domaine, et elle teste des approches innovantes, notamment le recours aux services mobiles et la prise en charge de jour. Selon une étude prospective récente des besoins de soins de longue durée et de leurs modalités de financement, les coûts budgétaires induits par l'aide publique à la prise en charge de la dépendance augmenteront de plus de 4 % par an pendant plusieurs décennies si le dispositif en place reste inchangé, avec une accélération attendue après 2025 en raison des effets de cohortes (Famira-Mühlberger, 2017, [lien](#)). Un recours accru à la prise en charge des personnes âgées en établissement augmenterait ces coûts, alors que l'utilisation des services mobiles avec le soutien de la famille pourrait les réduire de 10 % environ. Ce type de services pourrait en outre avoir la préférence d'une grande partie des bénéficiaires. Le précédent gouvernement travaillait à l'élaboration d'une stratégie à l'appui de la prise en charge de la dépendance, qui associerait à ces différentes modalités d'autres possibilités de financement⁶.

L'une des conséquences des difficultés à concilier responsabilités professionnelles et obligations familiales, qui touchent principalement les femmes, réside dans le niveau particulièrement bas de la fécondité et de la proportion de femmes élevant de jeunes enfants. En dépit d'un léger redressement au cours des dernières années, le taux de fécondité des Autrichiennes est le 4^e plus bas de la zone OCDE, et il est inférieur à celui enregistré dans les pays européens comparables (OECD, 2019, [lien](#)). Ce sont les femmes les plus instruites qui accusent la plus forte contraction. Cette situation limite les choix de vie et le bien-être des cohortes actuelles et nuit à la vitalité démographique future de la société autrichienne. Dans ses projections budgétaires à long terme, le ministère des Finances prévoit un redressement progressif de la fécondité, tout en indiquant qu'une hausse plus vigoureuse serait souhaitable et favoriserait la réalisation de scénarios macroéconomiques plus favorables (Ministry of Finance, 2016, [lien](#)).

Tableau 1.5. Recommandations antérieures visant à favoriser l'égalité hommes-femmes

Recommandations antérieures de l'OCDE	Mesures prises
Transformer l'allocation de garde d'enfants et le congé parental en un compte unique d'éducation qui permet aux parents de répartir librement dans le temps leur absence.	Les autorités sont en train d'évaluer le dispositif actuel d'allocation de garde d'enfants en tenant compte de la Directive de l'Union européenne (UE) sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Les résultats de cette évaluation seront connus au début de 2021.
Réserver une part importante de ce compte (33 % au minimum) à l'usage exclusif des pères de famille.	
Poursuivre le développement des journées scolaires et des services de garde à temps complet.	
Instaurer un droit d'accès à ces services en vertu de la loi.	
Renforcer les capacités de prise en charge des personnes âgées dépendantes, conformément à un plan d'action national.	Un plan d'action à long terme sur la prise en charge de la dépendance a été adopté par le précédent gouvernement en 2018, et une nouvelle étude a été commandée afin d'évaluer les nouveaux instruments de financement susceptibles d'être utilisés.

L'enjeu de l'intégration des immigrés

Depuis les événements économiques et géopolitiques intervenus avant et après la chute du mur de Berlin, l'Autriche est devenue un pays d'immigration. Plus de 15 % de la population résidant en Autriche est née à l'étranger et, en 2018, 16 % était de nationalité étrangère, contre 10 % il y a une dizaine d'années. Si l'on tient compte des personnes nées en Autriche de parents étrangers, environ un tiers de la population autrichienne est d'origine immigrée (OCDE/EU, 2018, lien).

Selon les projections démographiques de référence, le taux net d'immigration – qui s'élevait à 0.8 % de la population totale en 2016 – devrait se maintenir à ce niveau au cours des dix prochaines années, pour atteindre 0.6 % environ d'ici à 2030 avant de reculer progressivement au cours des décennies suivantes pour se stabiliser à près de 0.2 % d'ici à 2060. Ces projections pourraient être revues à la hausse ou à la baisse, notamment compte tenu de la mobilité au sein de l'UE.

Les immigrés se heurtent parfois à des difficultés d'intégration, surtout ceux qui sont arrivés en Autriche avec un faible niveau d'instruction – tant dans un passé récent que plus lointain. Leur intégration et leur bien-être dépendent principalement de leur situation sur le marché du travail, qui elle-même dépend fortement de leur formation et de leurs compétences (OCDE, 2012, lien). Le niveau scolaire moyen des immigrés s'installant en Autriche n'est pas plus faible qu'ailleurs (Graphique 1.16, partie A) ; néanmoins, leur situation sur le marché du travail est globalement moins favorable. Ils sont plus nombreux à occuper des emplois peu qualifiés, sont moins nombreux dans les postes hautement qualifiés, et une plus grande partie d'entre eux sont trop qualifiés par rapport à l'emploi qu'ils occupent (Graphique 1.16, parties B et C).

Dans le même temps, les immigrés sont correctement couverts par les systèmes bien établis des retraites, de la santé, de la vieillesse et de la protection sociale en Autriche. Même si leur situation comparativement plus difficile sur le marché du travail se traduit par un taux de pauvreté relative supérieur à celui constaté dans les pays comparables (30 % des travailleurs immigrés gagnent moins de 60 % du salaire moyen, contre moins de 25 % en Allemagne et en Suisse), le système national de négociation collective contribue à maintenir un écart de salaire entre immigrés qualifiés et non qualifiés comparable à celui constaté entre autochtones qualifiés et non qualifiés (contrairement à d'autres pays où l'écart est généralement plus grand) (OCDE, 2018, lien).

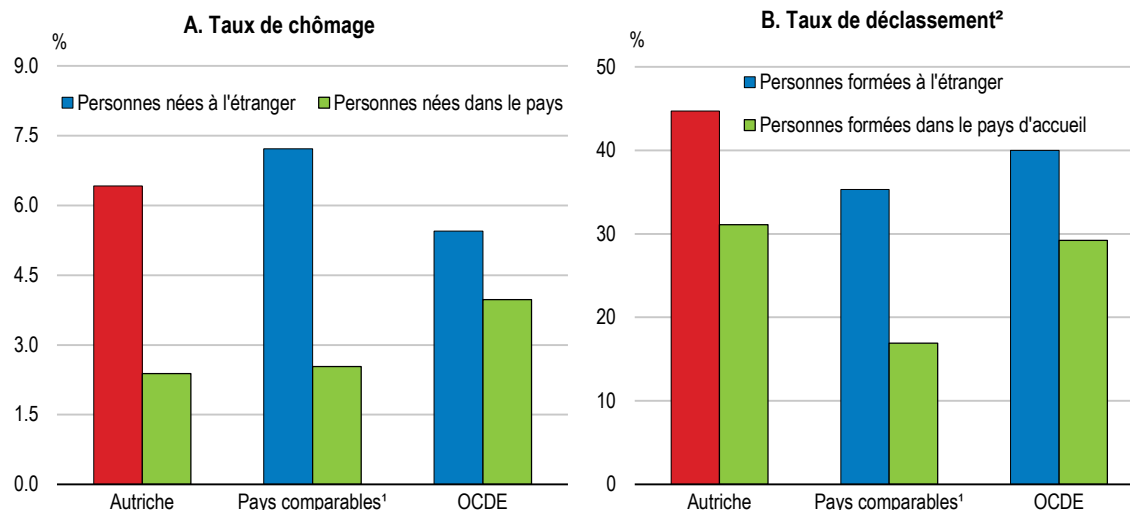
L'intégration des immigrés est particulièrement décevante en ce qui concerne le parcours de leurs enfants dans le système éducatif. La transmission du capital humain intervient davantage au sein de la structure familiale qu'à travers les services formels d'accueil et d'éducation des jeunes enfants en Autriche, ce qui signifie que les retards tendent à s'ancrer d'une génération à l'autre, les immigrés peu qualifiés étant particulièrement concernés à cet égard. Dans les catégories d'immigrés les plus vulnérables, le nombre d'élèves en échec scolaire et la proportion de jeunes sortis prématurément du système scolaire sont encore trop élevés (Graphique 1.16, partie D) (OECD, 2017, [lien](#)). L'orientation précoce des élèves dans les différentes filières en fonction de leurs résultats scolaires ne fait qu'accentuer ces difficultés. La forte concentration d'élèves issus de l'immigration dans certains établissements et la mixité sociale limitée constituent un obstacle supplémentaire (75 % des élèves issus de l'immigration fréquentent des établissements accueillant plus de 25 % d'élèves issus de l'immigration, contre moins de 60 % au Danemark et aux Pays-Bas), étant donné que la mixité sociale est l'un des principaux moteurs de la convergence des résultats scolaires (OECD, 2018, [lien](#); OECD, 2011, [lien](#)). Ces dernières années, les responsables publics ont pris plusieurs mesures en vue d'améliorer les compétences en langue et les capacités d'apprentissage des élèves issus de l'immigration (parmi lesquelles l'introduction d'une année supplémentaire de préscolarisation obligatoire, avec un soutien ciblé sur l'apprentissage de la langue, ainsi que la création de plusieurs programmes pédagogiques destinés à mieux préparer les apprentis issus de l'immigration à leur lieu de travail). Le projet de réforme de l'éducation du gouvernement entré en fonctions après les élections de 2017 visait à renforcer ces dispositions au moyen de tests de langue normalisés à l'échelon national pour les enfants d'âge préscolaire. Ce type de tests de langue peut faciliter la mise en œuvre de mesures de soutien afin de combler les retards persistants en matière d'apprentissage de la langue, qui pèsent ensuite lourdement sur les résultats scolaires des élèves.

L'Autriche a été confrontée à un afflux massif de demandeurs d'asile pendant la crise migratoire internationale de 2015-16 (OECD, 2016, [lien](#)). Sur la période 2014-18, le nombre de demandeurs d'asile a atteint 200 000 (2.3 % de la population totale). Toutefois, tous n'ont pas reçu une réponse positive à leur demande, et le nombre de demandeurs d'asile a fortement chuté depuis 2016. En 2017, les demandeurs d'asile ayant vu leur demande approuvée représentaient 0.3 % de la population active, et cette proportion devrait atteindre 0.7 % d'ici à 2020. Pour la plupart, les réfugiés ont un faible niveau d'instruction [deux tiers d'entre eux environ sont originaires de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan et 60 % n'ont pas achevé leurs études secondaires (OECD, 2019, [lien](#))].

Néanmoins, à 20 %, la proportion d'immigrés diplômés du supérieur est aussi significative. Ils constituent une ressource essentielle pour l'économie et la société autrichiennes, à condition que leurs compétences soient correctement mises à profit. Or, des signes laissent à penser qu'il y a du retard dans ce domaine. En Autriche, les immigrés ayant un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles d'être au chômage ou surqualifiés au regard de l'emploi qu'ils occupent que dans des pays comparables (Graphique 1.15, parties A et B). Le taux de chômage des individus ayant un niveau d'éducation élevé s'établit à 6.4 % parmi les immigrés, alors qu'il est de 2.4 % parmi les personnes nées dans le pays (Graphique 1.15, partie A). En outre, un peu plus de 30 % des Autrichiens de souche ayant un niveau d'éducation élevé sont en situation de déclassement, soit un taux supérieur à la moyenne des pays comparables et de l'UE, mais légèrement inférieur à la moyenne de l'OCDE, qui s'établit aux alentours de 31 % (OECD, 2018h). Par contre, plus de 40 % des immigrés ayant un niveau élevé d'éducation acquis à l'étranger sont surqualifiés au regard de l'emploi qu'ils occupent, soit une proportion nettement plus élevée que la moyenne des pays comparables ou de l'OCDE (Graphique 1.15, partie B).

Graphique 1.15. Les immigrants ayant un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles d'être au chômage ou surqualifiés au regard de l'emploi qu'ils occupent

Taux de chômage et de déclassement parmi les immigrants ayant un niveau d'éducation élevé, personnes âgées de 15 à 64 ans, 2017



1. Moyenne simple des données relatives à l'Allemagne, au Danemark, aux Pays-Bas, à la Suède et à la Suisse.

2. Le taux de déclassement est la proportion de personnes ayant un niveau d'éducation élevé [correspondant aux niveaux 5 à 8 de la Classification internationale type de l'éducation (CITE)] qui occupent un emploi peu ou moyennement qualifié [correspondant aux niveaux 4 à 9 de la Classification internationale type des professions (CITP)].

Source : OCDE (2019), « Introduction et vue d'ensemble », in *Trouver ses marques 2018 : Les indicateurs de l'intégration des immigrants*.

Dans l'ensemble, l'intégration des réfugiés pose les mêmes problèmes que l'intégration des précédentes cohortes d'immigrés. Pour améliorer leur intégration économique et sociale, l'Autriche devrait s'appuyer non seulement sur sa propre expérience, mais aussi sur celles des autres pays de l'OCDE qui ont accueilli un grand nombre de réfugiés ces dernières années. Au-delà de l'intégration des soutiens de famille sur le marché du travail, il est essentiel d'assurer l'intégration des familles accompagnantes dans le système éducatif et dans la société, et de faciliter le regroupement familial (Encadré 1.2). Un examen réalisé récemment par l'OCDE sur les politiques d'intégration conduites dans la ville de Vienne laisse entendre qu'il serait utile d'améliorer la coordination des programmes d'intégration entre les autorités fédérales, les *Länder* et les communes⁷ (OCDE, 2018, [lien](#)).

Encadré 1.2. Intégration des femmes immigrées sur le marché du travail : expériences internationales

Les décideurs autrichiens pourraient s'inspirer de certaines initiatives instructives menées en Norvège, en Australie et en Suède afin d'accroître le taux d'activité des femmes immigrées et réfugiées (OECD, 2018, [lien](#)). Ces initiatives visent à développer les compétences existantes de ces femmes dans les domaines de la prise en charge des jeunes enfants et des personnes âgées et de la restauration, et à rendre ces compétences plus attractives et utiles sur le marché du travail.

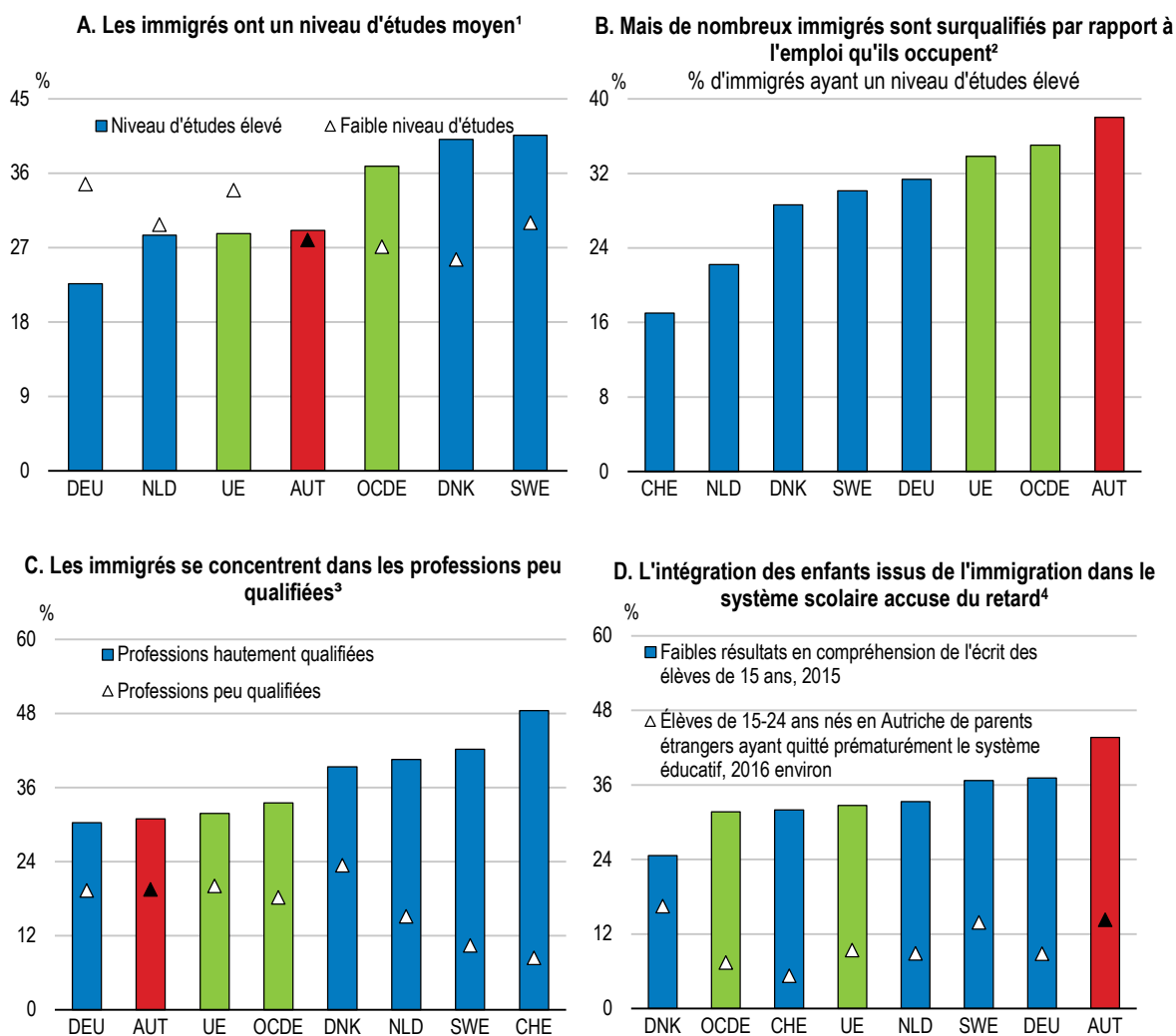
Dans la ville de Levanger en Norvège, les autorités locales, les employeurs et le service public de l'emploi ont travaillé de concert avec le centre de formation des adultes pour tester un programme pilote qui aide les femmes immigrées peu qualifiées à décrocher un diplôme et à accéder à un emploi régulier. Entre 2014 et 2016, ce programme a aidé ses participantes à obtenir un diplôme, puis a facilité leur insertion dans des emplois moins qualifiés dans les secteurs de la santé, du nettoyage, de la petite enfance et de la restauration. Le programme d'enseignement a été mis au point en concertation avec des professionnels de ces secteurs.

L'Australie a conçu des programmes comparables afin d'aider les femmes immigrées à acquérir de nouvelles compétences et à accroître leur taux d'activité. Le programme « New Futures Training Program » lancé par le VICSEG (Victorian Cooperative on Children's Services For Ethnic Groups) forme des femmes originaires de pays non membres de l'OCDE à obtenir un diplôme leur permettant de travailler dans le secteur de l'accueil des jeunes enfants. Ce programme repose sur le mentorat dispensé par des membres de la collectivité travaillant dans le secteur ; il a permis d'accroître les taux d'activité et d'emploi des participantes.

En Suède, le programme Yalla Trappan lancé à Malmö est une coopérative qui propose des offres d'emploi dans la restauration, le nettoyage et la confection aux femmes immigrées en situation de chômage de longue durée qui sont peu, voire pas du tout, instruites. Nombre d'entre elles parlent mal le suédois. C'est le service public de l'emploi qui adresse les participants à la coopérative. Elles travaillent en contrat à durée indéterminée dans un environnement féminin de confiance et ont la possibilité d'obtenir un diplôme dans leur domaine. Ce projet a été lancé en 2010 avec le soutien financier du Fonds social européen, de la ville de Malmö et de l'association de Malmö en faveur de la formation des adultes. Depuis, il enregistre un taux de croissance annuel moyen de 30 % tant en termes de recettes que d'emploi.

Graphique 1.16. Il faut encore améliorer l'intégration des immigrés

Population née à l'étranger de 15 à 64 ans, 2017 (sauf mention contraire)



Note : L'agrégat OCDE couvre les pays disponibles. Les pays pris en compte dans l'agrégat OCDE diffèrent d'une partie du graphique à l'autre. Voir la source pour plus de précisions.

1. On entend par faible niveau d'études les niveaux inférieurs au deuxième cycle de l'enseignement secondaire (niveaux 0 à 2 de la CITE), et par niveau d'études élevé l'enseignement supérieur (niveaux 5 à 8 de la CITE).

2. Le taux de surqualification correspond à la proportion des personnes ayant un niveau d'études élevé (niveaux 5-8 de la CITE) qui occupent des emplois peu ou moyennement qualifiés (correspondant aux niveaux 4-9 de la CITE). Voir la note ci-après pour une définition de la classification des professions par compétences.

3. Conformément à la Classification internationale type des professions (CITP-88). Les professions hautement qualifiées comprennent les membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise (groupe 1), les professions intellectuelles et scientifiques (groupe 2), et les professions intermédiaires (groupe 3). Les professions moyennement qualifiées comprennent les employés de type administratif (groupe 4), les artisans et ouvriers des métiers de type artisanal (groupe 7), et les conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage (groupe 8). Les professions peu qualifiées comprennent les personnels des services et vendeurs de magasin et de marché (groupe 5), et les ouvriers et employés non qualifiés (groupe 9).

4. Les élèves qui n'ont pas les compétences de base en compréhension de l'écrit à 15 ans sont ceux qui atteignent au mieux le niveau 1 (soit 407 points) à l'évaluation du PISA en compréhension de l'écrit. La proportion de jeunes qui quittent prématurément le système scolaire correspond à la proportion de jeunes de 15 à 24 ans qui sont sortis du système éducatif et sans emploi et qui ont atteint au mieux le premier cycle de l'enseignement secondaire.

Source : OCDE/UE (2018), Trouver ses marques 2018 : Les indicateurs de l'intégration des immigrés.

Tableau 1.6. Recommandations antérieures visant à faciliter l'intégration des immigrants

Recommandations antérieures de l'OCDE	Mesures prises
Mettre l'accent sur l'insertion des immigrants et des réfugiés sur le marché du travail en tant que principal moyen de favoriser leur intégration sociale.	Les immigrants et les réfugiés sont invités à prendre une part plus active dans leur intégration, avec l'aide de cours de langue et d'initiation. Les programmes d'aide diffèrent d'un État fédéré (<i>Land</i>) à l'autre.
Accélérer le processus de reconnaissance des titres et diplômes des immigrants et réfugiés qualifiés.	Une nouvelle loi sur la reconnaissance des titres et diplômes facilite l'accès des immigrants et des réfugiés à une multitude de procédures permettant de certifier leurs compétences professionnelles et leurs diplômes dans différents domaines.
Remédier aux handicaps scolaires des enfants immigrants issus de familles ayant un faible niveau d'études, en les aidant à rattraper leur retard dans l'enseignement préscolaire et primaire.	Un modèle complet d'aide à l'apprentissage de la langue est proposé dans leur établissement aux enfants immigrants ayant un faible niveau d'études, ainsi que dans l'enseignement préscolaire.

Tensions dans le domaine environnemental

L'Autriche affiche dans l'ensemble de bonnes performances en matière d'environnement (Graphique 1.17). Ses citoyens sont satisfaits de leur qualité de vie environnementale. La qualité de l'eau est parmi les meilleures dans le monde, une grande partie du territoire fait l'objet de mesures de protection de la nature et la part de la superficie agricole sous agriculture biologique est la plus élevée de l'UE (OCDE, 2013, [lien](#)). Cela étant, la majeure partie de la population autrichienne – et une proportion supérieure à la moyenne de l'OCDE – est exposée à des concentrations de particules fines qui dépassent la limite de 10 microgrammes par mètre cube recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (Graphique 1.17, partie D). D'après les estimations, la pollution de l'air extérieur est responsable chaque année de 4 000 décès prématurés dans le pays. Rapportée au nombre d'habitants, cette mortalité prématurée est plus élevée que dans beaucoup de pays à revenu élevé de l'OCDE, et elle n'a pas baissé depuis dix ans (Roy and Braathen, 2015, [lien](#)). Dans les zones métropolitaines, ce sont les ménages modestes qui sont susceptibles de pâtir le plus de la pollution de l'air. La pollution est particulièrement lourde de conséquences pour les enfants. Il a ainsi été constaté que la pollution de l'air se répercutait durablement et de façon marquée sur les résultats scolaires des jeunes enfants (Heissel, Persico and Simon, 2019, [lien](#)).

En tant que membre de l'UE, l'Autriche est tenue par les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat (EC, 2018, [lien](#)) et a pris l'engagement de réduire ses émissions de 36 % par rapport à 2005. L'intensité d'émission de carbone de l'économie est inférieure à la moyenne de l'OCDE, ce qui s'explique par son intensité énergétique moindre et le poids important des renouvelables dans les approvisionnements énergétiques (Graphique 1.17, parties A-C). Cependant, le découplage relatif des émissions de CO₂ par rapport au PIB à l'œuvre depuis dix ans est dû surtout au ralentissement des activités industrielles à la suite de la crise financière mondiale, et il a marqué le pas au cours des trois dernières années qui ont vu le pays renouer avec une forte croissance. C'est dans ce contexte que l'Autriche a adopté en 2018 une nouvelle stratégie climatique nationale, dans laquelle les pouvoirs publics précisent comment ils entendent tenir leurs engagements en vertu de l'Accord de Paris (Encadré 1.3).

Encadré 1.3. La Stratégie climatique et énergétique nationale de 2018

En mai 2018, le gouvernement a présenté une nouvelle Stratégie climatique et énergétique. À l'instar de celles exigées de tous les États membres de l'UE, cette stratégie décrit comment l'Autriche entend atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre convenus dans l'Accord de Paris. La coalition précédente n'était pas parvenue à un consensus sur cette question.

Les efforts les plus ambitieux concerneront le secteur de l'énergie, où l'objectif fixé par le précédent gouvernement, à savoir porter à 100 % la part de la production d'électricité d'origine renouvelable d'ici à 2030, est maintenu. En 2017, l'électricité était produite aux trois quarts à partir de sources renouvelables, principalement l'hydraulique et la biomasse. La part de l'éolien et du solaire est faible, à environ 10 %. L'Autriche s'est fixé pour objectif une décarbonation complète de son économie à l'horizon 2050 ; tous les approvisionnements énergétiques devront être d'origine renouvelable à cette date, contre 33 % en 2017. Pour y parvenir, des investissements supplémentaires devront être consacrés aux infrastructures, au stockage de l'énergie et à l'efficacité énergétique.

Le deuxième secteur clé est celui des transports, dont les émissions ont augmenté d'environ 70 % depuis 1990 et entraînent pour quelque 30 % dans les émissions totales en 2015. Pour le décarboner, les autorités misent sur les véhicules alternatifs et sur un report du transport routier de marchandises vers le rail. En revanche, la stratégie ne prévoit pas de réduire les subventions au titre des longs trajets domicile-travail effectués en voiture, mesure potentiellement efficace mais contestée politiquement. Ces subventions devraient être supprimées progressivement selon un calendrier annoncé à l'avance.

Les bâtiments constituent le troisième secteur important. Leurs émissions représentent plus de 10 % des émissions totales. Même si elles ont chuté de près de 40 % depuis 1990, les pouvoirs publics estiment qu'une nouvelle baisse de 40 % est possible d'ici à 2030.

Le précédent gouvernement avait admis que les émissions effectives de CO₂ pourraient dépasser les objectifs. Les perspectives seraient meilleures si des mesures plus concrètes étaient adoptées, par exemple dans les transports avec le déploiement d'une infrastructure de charge des véhicules électriques. Le plan prévoit une évaluation et, au besoin, des ajustements à partir de 2023. Il annonce également des « plans intégrés » plus spécifiques qui seront élaborés en fonction de la prochaine « stratégie de l'Union de l'énergie » au niveau de l'UE.

Une tarification plus adéquate des émissions de carbone s'impose pour rendre leur réduction efficiente. Aujourd'hui, cette tarification est généralement faible et inégale, ce qui est préjudiciable au rapport coût-efficacité de la réduction des émissions. Le poids des taxes énergétiques dans les recettes fiscales totales est bien en dessous de la moyenne de l'OCDE. La tarification de la plupart des émissions est inférieure à l'estimation basse de leur coût climatique actuel, qui est de 30 EUR par tonne de CO₂ (Graphique 1.17, partie H). L'Autriche se classe 16^e parmi les 28 pays de l'UE pour la taxation du gazole, et 17^e pour celle de l'essence. La tarification des émissions industrielles est elle aussi inégale. Bien que substantielle, la consommation de charbon dans l'industrie est faiblement taxée (OECD, 2018, lien). Certaines émissions sont à la fois soumises au système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE-UE) et aux taxes énergétiques, alors que d'autres sont seulement concernées par le SEQE-UE (OECD, 2018, lien) et que d'autres encore échappent aux deux. Ces disparités sont généralement plus marquées en Autriche que dans les pays comparables (Graphique 1.18).

Une tarification plus cohérente des émissions de carbone stimulerait l'innovation liée à l'environnement, comme le montrent les observations recueillies dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission (Calel and Dechezleprêtre, 2016, lien). L'Autriche a vu son avance en matière d'innovation environnementale diminuer ces dernières années (partie I). Pour améliorer la prévisibilité et les incitations en faveur de l'investissement, elle devrait faire évoluer la tarification du carbone selon une trajectoire annoncée à l'avance, en s'appuyant sur la coopération internationale.

Une simulation récente de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO) confirme qu'il est possible de relever les prix du carbone en Autriche (Kettner-Marx *et al.*, 2018, [lien](#)). Ses auteurs ont élaboré des scénarios d'instauration d'une taxe autrichienne sur le CO₂ en s'inspirant des expériences d'autres pays de l'UE en matière de fiscalité du carbone, avec des variantes tablant sur l'utilisation du produit de la taxe pour financer des allègements du coût du travail ou des « écotransferts » forfaitaires aux ménages. La taxe a des avantages évidents sur le plan de la viabilité écologique, mais aussi un effet net positif sur la croissance dans l'hypothèse où les recettes supplémentaires sont entièrement consacrées à l'allègement de la fiscalité sur le travail. Une tarification plus complète des externalités environnementales peut, si elle s'accompagne d'ajustements appropriés de la structure générale des prix et des prélèvements obligatoires, être bénéfique pour la croissance et l'emploi (Köppl, 2018, [lien](#)).

Il est également possible d'améliorer le comportement des consommateurs et des producteurs par d'autres moyens que la tarification du carbone. Le déploiement d'une infrastructure contribuant à la décarbonisation et des programmes d'utilisation optimisée des terres favorisent également cette amélioration. Les politiques mises en œuvre en Autriche en faveur de l'agriculture biologique jouent un rôle positif à cet égard, dans la mesure où elles incitent les producteurs et les consommateurs à s'orienter vers des produits à plus faible intensité de carbone.

Souvent considéré comme un pilier du bien-être du pays, le caractère dispersé des zones d'habitation est aussi source de nouveaux défis. Les superficies bâties ont beaucoup progressé depuis 2000 (Graphique 1.17, partie F, et Graphique 1.19). La part de la population vivant à l'extérieur des zones urbaines d'au moins 50 000 habitants est de 40 %, contre 30 % en moyenne dans la zone de l'OCDE, et 47 % seulement des emplois sont localisés dans les agglomérations métropolitaines (comptant plus de 500 000 habitants), contre 60 % en moyenne dans l'OCDE. L'étalement des zones d'habitation est plus marqué que dans d'autres pays (OECD, 2018, [lien](#)). La dépendance à l'égard de la voiture et les encombrements s'en trouvent amplifiés, tout comme la pollution, la consommation d'énergie et les émissions de CO₂.

Les villes et les communes sont confrontées à des défis urbanistiques qui appellent une vraie coordination de l'action. Les compétences de l'administration fédérale, des Länder et des communes en matière d'aménagement de l'espace devraient être précisées. Il n'y a guère eu de progrès dans ce domaine et des initiatives plus ambitieuses s'imposent (Ahrend *et al.*, 2014, [lien](#) ; OECD, 2018, [lien](#) ; et Anexlinger *et al.*, 2018, [lien](#)). La coordination des politiques communales en matière d'urbanisme et de transport à l'intérieur des bassins d'emploi et la création de mécanismes de gouvernance commune à cette fin aideraient les collectivités locales à réduire les encombrements en améliorant l'organisation spatiale, les transports et le logement (OECD, 2015, [lien](#)). D'autres pays de l'OCDE ont réussi à juguler l'étalement urbain, à stimuler la productivité et à faire baisser la consommation d'énergie, la pollution et les émissions de CO₂ par des réformes de ce type (OECD, 2015, [lien](#)).

Pour exploiter pleinement les possibilités de réduction des émissions dans les déplacements urbains, l'Autriche devra également mener une politique intégrée en faveur de la mobilité partagée et de l'électromobilité (ITF, 2018_[1]). Les services de mobilité partagée fondés sur les technologies numériques, comme ceux qui étaient au centre de travaux de modélisation réalisés récemment pour l'agglomération de Dublin (ITF, 2018_[2]), peuvent entraîner une diminution des émissions de CO₂, réduire fortement les encombrements et la pollution et améliorer parallèlement la connectivité et l'accessibilité, en particulier pour les ménages modestes et en mettant peu à contribution les finances publiques, à condition que ces services se substituent à l'utilisation de la voiture particulière. Dans les territoires où des redevances d'émission et de congestion ont été instaurées, elles ont fait baisser les émissions locales d'environ 15 % et les encombrements de 20 à 30 %. Le développement de l'électromobilité peut être favorisé par des incitations améliorées et des obligations de service public en matière de bornes de charge.

Malgré les progrès salutaires intervenus récemment dans le développement du fret ferroviaire, plus respectueux de l'environnement (European Court of Auditors, 2016, [lien](#)), l'Autriche doit accélérer la

décarbonation du transport routier de marchandises pour faire baisser ses émissions à un rythme compatible avec la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris (International Energy Agency, 2017, [lien](#)). À brève échéance, la réduction des émissions imputables à la circulation des poids lourds nécessitera d'améliorer les chaînes d'approvisionnement, la logistique et l'organisation du trafic. Pour décarboner pleinement l'économie d'ici à 2050 comme l'ambitionnait le précédent gouvernement, des infrastructures à émission nulle devront être déployées au cours de la prochaine décennie. Vu que l'Autriche est un important pays de transit routier, il est nécessaire qu'elle coordonne les initiatives en ce sens avec ses voisins.

La production de déchets ménagers atteint un niveau élevé et a augmenté, même si une grande partie des déchets est recyclée (Graphique 1.17, partie E). Abaisser le volume des déchets permet de réduire la consommation de ressources naturelles et d'énergie et la pollution qui en résulte, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre, dont les rejets de CO₂ occasionnés par la production de biens et service importés (émissions imputables à la demande). Pour prévenir la production de déchets et accroître le recyclage, l'Autriche pourrait, comme l'ont fait d'autres pays à revenu élevé, renforcer la responsabilité des producteurs à l'égard de leurs produits arrivés en fin de vie (OECD, 2016, [lien](#)). En l'occurrence, les mesures de responsabilité élargie des producteurs peuvent comprendre des obligations de reprise imposées aux détaillants, des consignes ou encore des redevances d'élimination perçues au moment de l'achat et calculées en fonction des coûts de traitement estimés. L'Autriche pourrait envisager d'appliquer des instruments de ce genre à un plus large éventail de flux de déchets.

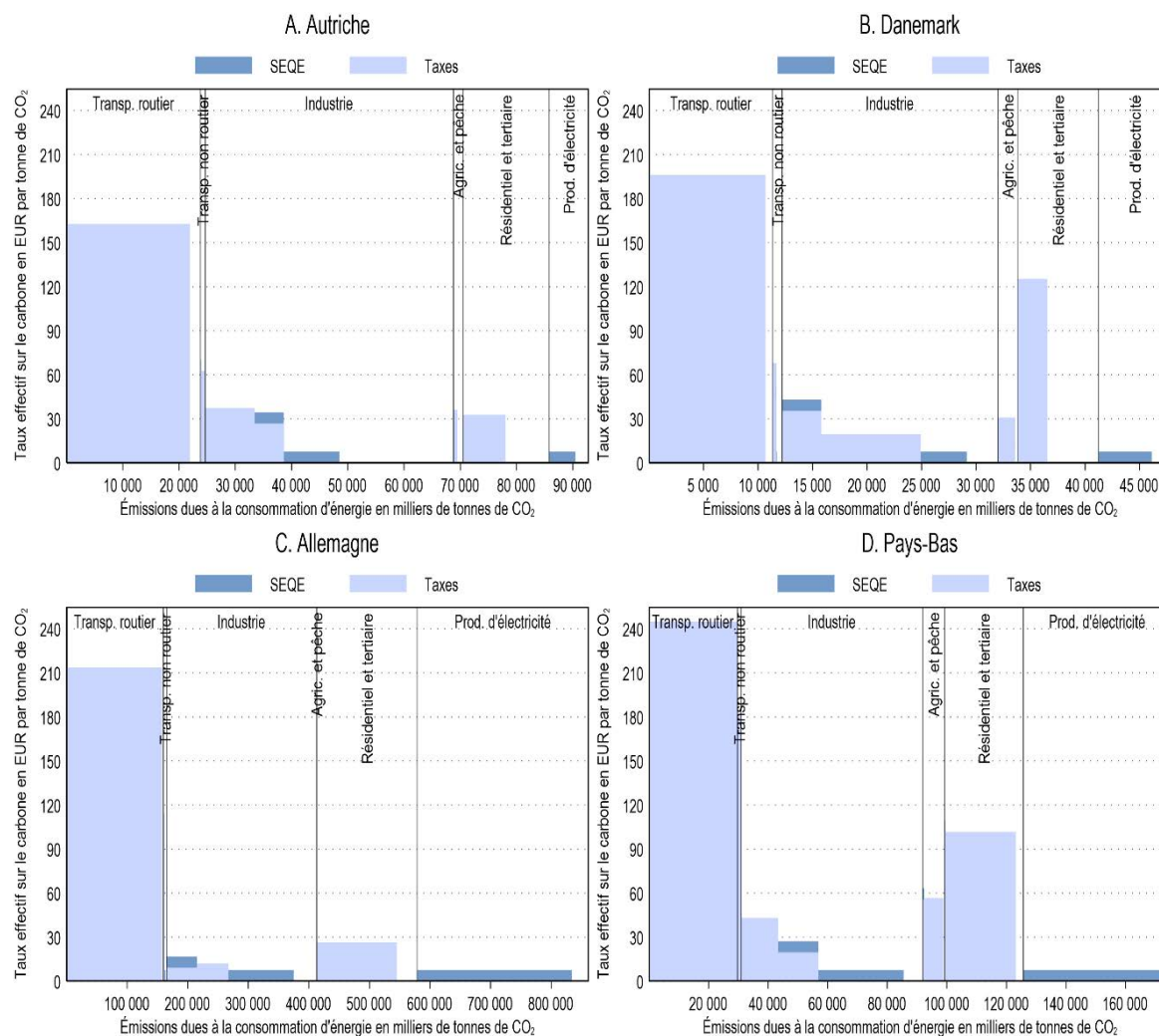
Pour aider à financer les investissements publics et privés dans les infrastructures vertes, le stockage de l'énergie, l'efficacité énergétique et les technologies propres, les autorités autrichiennes encouragent le développement d'instruments de « financement vert ». Les émissions d'obligations vertes (étayées par des « notations de durabilité » attribuées aux projets par des experts indépendants) peuvent faciliter le financement de projets à long terme. Jusqu'à présent, la plus importante initiative a été l'émission de 500 millions EUR réalisée au printemps 2019 par l'organisme autrichien de crédit à l'exportation (ÖKB), qui sera suivie d'autres émissions dans le secteur financier et en dehors.

Graphique 1.17. Indicateurs environnementaux



Graphique 1.18. Taux effectifs sur le carbone en Autriche et dans certains pays, par secteur et par composante

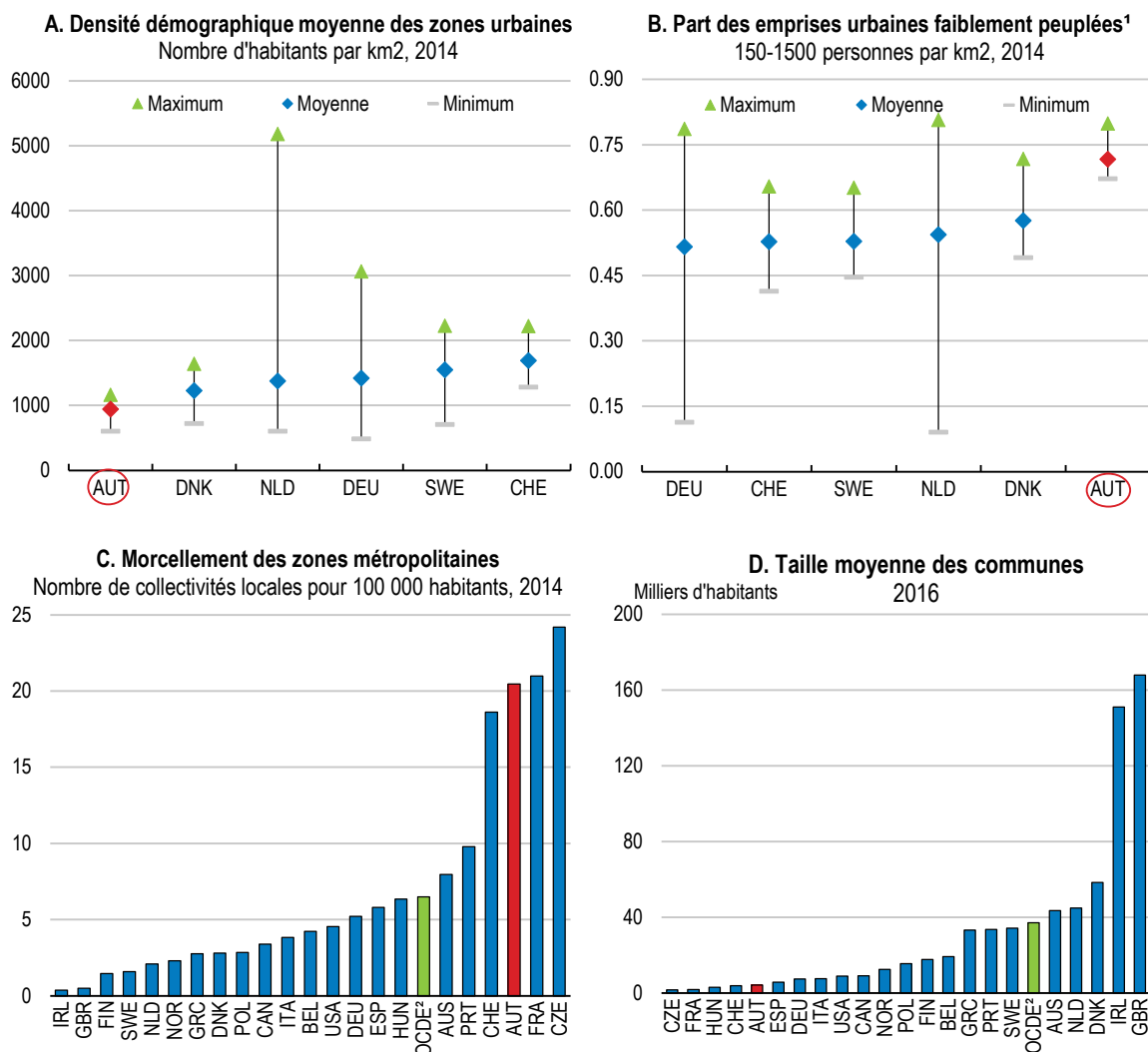
Taux effectifs moyens sur le carbone dans différents secteurs, 2015



Note : Les émissions représentées sur ce graphique incluent les biocarburants. Il convient de noter que les prix résultant du système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQUE-UE) ont augmenté depuis 2015. Les taux effectifs sur le carbone sont mesurés pour chacun des six secteurs économiques suivants : transport routier, transport non routier, agriculture et pêche, secteur résidentiel et tertiaire, industrie et production d'électricité.

Source : OCDE (2019), Supplement to effective carbon rates 2018.

Graphique 1.19. Étalement urbain et morcellement administratif



1. La part des zones faiblement peuplées dans l'emprise urbaine est la proportion du territoire urbain occupée par des zones où la densité de population est comprise entre certains seuils, ici entre 150 et 1 500 habitants par km².

2. Moyenne simple.

Sources : OCDE (2018), Rethinking Urban Sprawl: Moving Towards Sustainable Cities ; OCDE (2019), Regions and Cities Statistics (database) ; et OCDE (2018), OECD Metropolitan Areas Database (<https://measuringurban.oecd.org/#story=0>).

Tableau 1.7. Recommandations antérieures concernant la politique de l'environnement

Recommandations antérieures	Mesures prises
Recourir aux taxes liées à l'environnement dans tous les secteurs afin de diffuser des signaux de prix du carbone plus cohérents dans l'ensemble de l'économie.	Des écotaxes seront instaurées dans le cadre des prochaines phases de la réforme fiscale à l'appui de la Stratégie climatique nationale à l'horizon 2030, avec notamment une modulation de la fiscalité des véhicules routiers en fonction de leurs émissions de carbone au kilomètre.
Supprimer progressivement, selon un calendrier annoncé à l'avance, les subventions au titre des longs trajets domicile-travail effectués en voiture.	

Parvenir à une croissance plus forte et la préserver en élargissant son assise

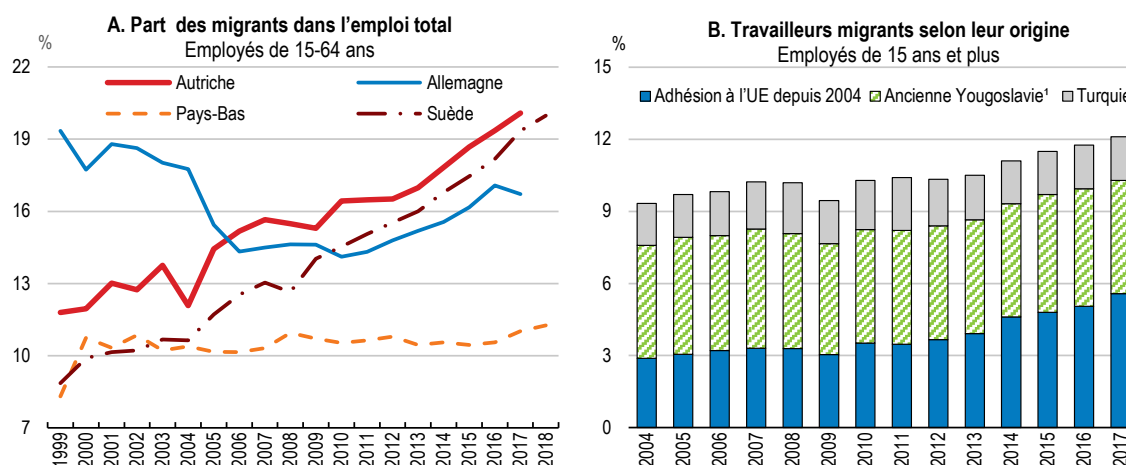
Si l'on entend conforter les principaux piliers du bien-être et de la cohésion sociale en Autriche, il faudrait renforcer la capacité de son économie à créer des emplois de qualité pour la majorité de la population, ainsi que l'aptitude du secteur public à proposer des services sociaux et une protection de qualité à toutes les catégories de population. Il faudrait à cet effet renforcer le taux d'activité d'une population d'âge actif ayant acquis de nouvelles qualifications, promouvoir plus largement la dynamique des créations d'entreprises dans tout le pays et disposer de ressources budgétaires plus conséquentes pour faire aboutir des réformes structurelles ambitieuses.

Les taux d'emploi pourraient être meilleurs

L'immigration est particulièrement dynamique

L'accélération de l'immigration accroît notablement la capacité potentielle d'offre de l'Autriche. La proximité des populations voisines de l'UE, possédant les niveaux d'instruction recherchés, joue un rôle important dans l'économie de l'Autriche via non seulement l'immigration, mais aussi via les travailleurs frontaliers qui font chaque jour la navette. La proportion de travailleurs immigrés dans l'emploi total, qui s'était stabilisée autour de 10 % durant les années 2000, est montée en flèche après la libération des flux d'immigration intra-Union européenne en 2012 et s'établit désormais à 20 %, se classant ainsi au deuxième rang de l'UE par ordre de d'importance (Graphique 1.20). Si les ressortissants de l'ancienne Yougoslavie et de Turquie ont constitué l'essentiel de l'immigration de travail jusqu'aux années 2000, ce sont désormais les travailleurs d'Europe centrale et orientale qui se taillent la part du lion. On estime qu'environ 103 000 des 157 000 emplois créés en termes nets en Autriche entre 2016 et 2018 ont été pourvus par des travailleurs immigrés. Les flux migratoires devraient se stabiliser parallèlement à la poursuite du développement des pays voisins situés à l'Est et au Sud-Est, et les autorités autrichiennes devront peut-être redoubler d'efforts pour attirer des étrangers hautement qualifiés dans l'avenir.

Graphique 1.20. Les travailleurs migrants alimentent la croissance de l'emploi



1. Hors Slovaquie et Croatie.

Source : Eurostat (2019), Résultats trimestriels et annuels détaillés de l'Enquête sur les forces de travail (LFS), (base de données) ; Office statistique autrichien (Statistik Austria).

Les migrations pendulaires de frontaliers sont une caractéristique particulière du marché du travail autrichien. Le pays partage 1 300 kilomètres de frontières communes avec les nouveaux États membres de l'UE, de sorte que quatre à cinq millions de personnes (soit la moitié de la population totale autrichienne)

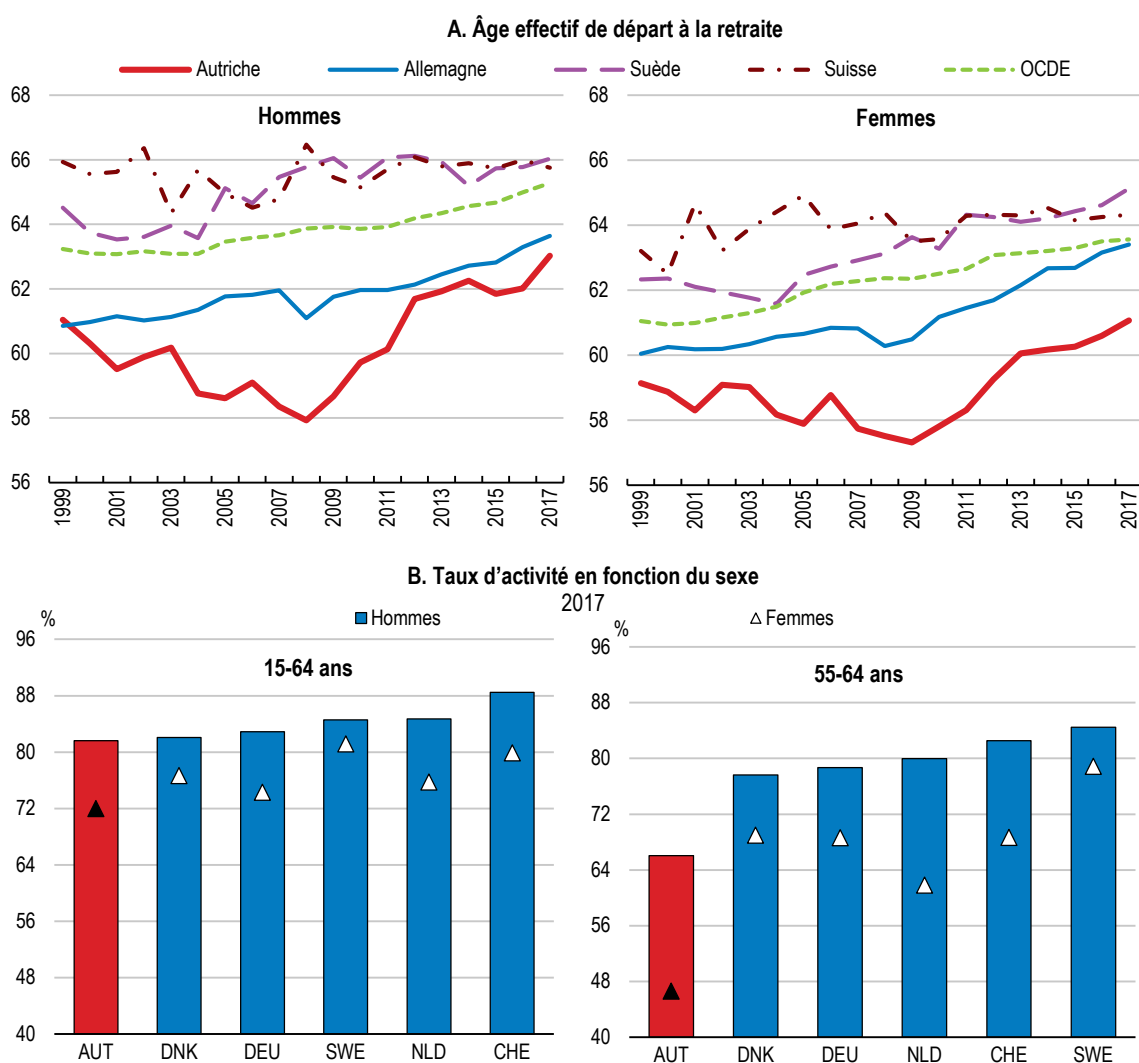
vivent à proximité d'une frontière avec l'Autriche. De grandes villes comme Brno, Bratislava et Maribor sont proches des agglomérations de Vienne, Graz, Linz et Klagenfurt. Les travailleurs frontaliers profitent à la fois de meilleures rémunérations en Autriche et d'un coût de la vie plus faible chez eux, et sont fortement attirés vers le marché du travail autrichien. On estime que leur nombre était de 160 000 en moyenne quotidienne en 2017 (soit 4 % de l'emploi total).

Les entreprises étrangères ayant remporté un marché et proposant des prestations en Autriche en employant temporairement des travailleurs étrangers, en particulier dans le secteur de la construction, constituent une autre source d'apport de main-d'œuvre extérieure. Cette forme d'emploi s'est développée ces dernières années et tend à poser quelques difficultés eu égard au respect des normes minimales de salaire et d'emploi, faussant ainsi la concurrence (Pfister, 2018, [lien](#)). Dans deux affaires, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a jugé que des dispositions législatives destinées à empêcher des sous-traitants étrangers de recourir à la fraude et à des formes illégales d'emploi représentaient une charge trop lourde (2018, [lien](#), et 2019, [lien](#)), et qu'elles limitaient donc indûment l'application du principe de la libre prestation des services dans l'UE. Le gouvernement autrichien devrait y remédier et modifier les pratiques et la législation en conséquence.

Le taux d'activité pourrait être nettement supérieur

En revanche, le taux d'activité en Autriche est inférieur à celui de pays comparables (Graphique 1.21). Le taux d'activité des seniors est plus faible, notamment parmi les femmes, et la part du travail à temps partiel est particulièrement importante. Aussi, en dépit d'une durée de travail plus longue que dans les pays comparables pour les personnes occupées à temps plein, le nombre d'heures travaillées par personne d'âge d'actif demeure l'un des plus faibles de l'OCDE.

Graphique 1.21. Le taux d'activité demeure faible

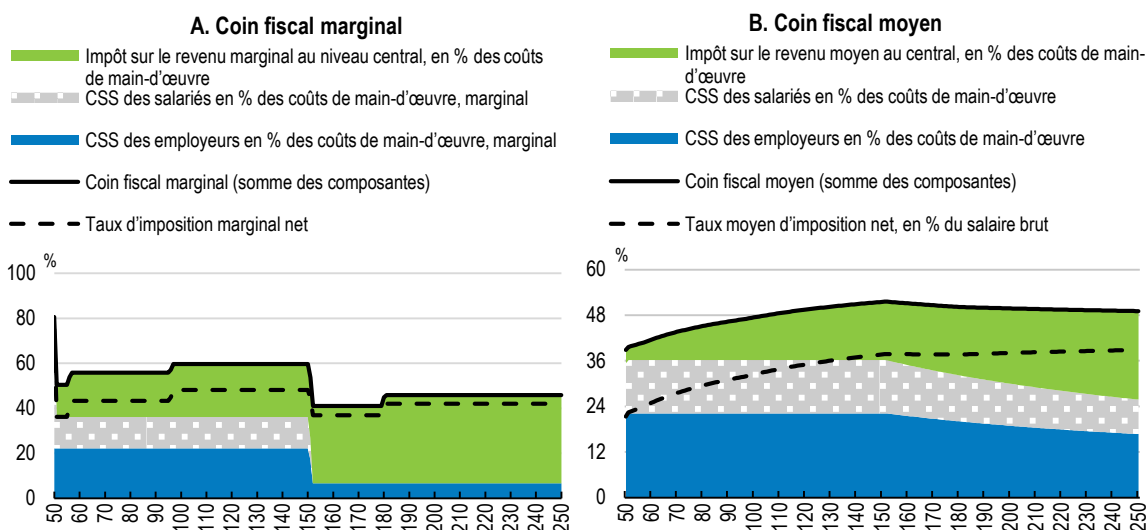


Source : OCDE (2019), Statistiques de la population active (base de données) ; et Statistiques de l'OCDE sur l'âge effectif moyen de départ à la retraite (www.oecd.org/els/emp/average-effective-age-of-retirement.htm).

De même, un certain nombre d'obstacles résultant de choix de politiques publiques freinent la progression du nombre d'heures travaillées. Le coin fiscal sur le travail en Autriche est l'un des plus élevés qui soient, et le programme du gouvernement pour la période 2017-22 visait à le réduire. Les cotisations de sécurité sociale acquittées par les employeurs et par les salariés et l'impôt sur le revenu représentent, globalement, près de 43.1 % du coût de la main-d'œuvre faiblement rémunérée (à hauteur de 67 % du salaire moyen), ce qui classe l'Autriche au 5^e rang des 35 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données en termes de coin fiscal. Les travailleurs dont la rémunération brute est inférieure à 17 360 EUR sont exonérés d'impôt sur le revenu. Les personnes ayant des revenus d'activité inférieurs ont même droit à un remboursement partiel de leurs cotisations de sécurité sociale. Le taux marginal d'imposition passe à 22.3 % pour les revenus allant jusqu'à 21 000 EUR – une fois pris en compte le taux uniforme appliqué aux primes de congé – puis à 30.9 % jusqu'à 36 167 EUR (Graphique 1.22). Le taux marginal d'imposition effectif (TMIE) est faible pour un conjoint passant de l'inactivité à un emploi à temps partiel, mais il est en revanche plus élevé dans le cas d'une transition d'un temps partiel à un temps plein. Les employeurs eux-mêmes sont exposés à des coûts main-d'œuvre accrus face à des cotisations sociales patronales élevées.

Graphique 1.22. Le coin fiscal marginal et le coin fiscal moyen sont un frein à l'activité

Décomposition du coin fiscal en fonction du salaire brut exprimé en % du salaire moyen, pour un couple marié sans enfant disposant d'un seul salaire, 2017



Source : OCDE (2018), Les impôts sur les salaires 2018.

Le cadre fiscal pourrait être plus propice à l'emploi et à la croissance inclusive. Des projets de réforme ont régulièrement tenté d'alléger les prélèvements fiscaux sur le travail. Mais à ce jour, ces réformes sont restées relativement marginales. La réforme fiscale de 2015-16 s'est traduite par un relèvement du taux d'imposition des revenus du capital et des plus-values de 25 % à 27.5 % (sachant que les intérêts perçus sur les dépôts bancaires bénéficient d'une exonération), et le taux d'imposition des plus-values immobilières a été porté à 30 %. La base d'imposition a par ailleurs été élargie pour certaines transactions immobilières. À l'instar des autres pays de l'OCDE confrontés de longue date à cette même dépendance vis-à-vis de la fiscalité du travail, l'Autriche devrait désormais oser amorcer un changement de fiscalité plus ambitieux en se tournant vers d'autres sources de recettes fiscales comme l'environnement, la consommation, les successions et le patrimoine (Hagemann, 2018, lien).

L'âge légal de la retraite pour les hommes et les femmes est fixé respectivement à 65 et 60 ans, mais l'âge effectif moyen de départ est respectivement de 63.2 et 60.4 ans dans le système de retraite, et de 55.7 et 52.2 ans dans le régime d'invalidité⁸. Il en résulte que l'âge moyen de cessation d'activité est de 62 ans pour les hommes et de 60.6 ans pour les femmes. Les risques de pauvreté à l'âge de la vieillesse s'en trouvent accrus, en particulier pour les femmes vivant seules et ayant eu une carrière courte ou discontinuée⁹. Maintenant qu'il a été mis un terme à plusieurs dispositifs permettant un départ en retraite anticipée et que ceux-ci ont été remplacés par des programmes de réadaptation, l'âge effectif de départ à la retraite a gagné un an au cours des cinq dernières années pour les hommes comme pour les femmes, mais demeure bien en deçà de son niveau dans d'autres pays.

Les taux de remplacement et de cotisation du système de retraite figurent parmi les plus élevés de l'OCDE (OECD, 2017, lien). Plusieurs réformes des paramètres de calcul ont permis d'ajuster le taux d'acquisition des droits à prestations et de reporter l'âge de départ à la retraite des femmes, même si ce report est graduel et que la convergence avec celui des hommes est prévue entre 2024 et 2033. Un niveau élevé de taux de cotisation et des prestations peut être vu comme un choix de la collectivité qui favorise des cotisations de retraite lourdes pendant la vie active pour s'assurer des revenus confortables pendant une longue période de retraite. Or, il est probable que le système, tel qu'il est conçu actuellement, obligera à

reporter encore l'âge légal de la retraite et à augmenter les cotisations, ou bien à diminuer les prestations, pour pouvoir l'adapter à l'évolution de l'espérance de vie et à d'autres évolutions démographiques.

L'Autriche a choisi de mettre en place ces adaptations *via* des modifications de la législation plutôt que par des ajustements automatiques. Ainsi, la législation prévoit d'indexer les prestations de retraite sur les cotisations versées pendant toute la vie active. Les affiliés sont informés de leurs droits à pension. Ces droits à prestation ont été préservés par le passé pour les personnes entrées dans leurs dix dernières années d'activité. Les mesures de réforme concernaient en effet uniquement les individus qui atteindraient l'âge légal de la retraite plus de 10 ans après l'introduction de la réforme. Transparent et démocratique, ce processus n'en est pas moins exposé à des risques de non-viabilité si les décisions législatives sont prises avec retard par rapport aux besoins. Les autorités pourraient faire en sorte que les paramètres du système de retraite soient automatiquement ajustés en fonction des évolutions démographiques, comme dans d'autres pays de l'OCDE, par exemple en liant l'âge de la retraite à l'espérance de vie. Sinon, il faut que le législateur exerce une surveillance constante et étroite des évolutions démographiques et structurelles, et qu'il ajuste rapidement les paramètres du système en conséquence.

D'après les projections à long terme du précédent gouvernement, préparées en coordination avec le Groupe de travail sur le vieillissement de la population de l'UE, les dépenses publiques de retraite devaient augmenter modestement à long terme (de 13.8 % du PIB en 2016 à 14.9 % en 2040 puis 14.3 % en 2070). Des variantes de scénarios de risques ont également été modélisées, qui ne prennent en compte que les risques à forte probabilité, identifiables et quantifiables a priori (Graphique 1.23) (Ministry of Finance, 2018, lien ; EC, 2018, lien). Les conséquences des évolutions démographiques futures devront être surveillées de près et gérées de manière active.

Comme dans tous les pays de l'OCDE, la trajectoire de la dette publique, dans sa globalité, est exposée à divers risques au regard desquels le vieillissement de la population et les évolutions démographiques jouent un rôle important mais non exclusif. La viabilité à long terme de la dette publique sera affectée par les évolutions intervenant dans trois principaux domaines :

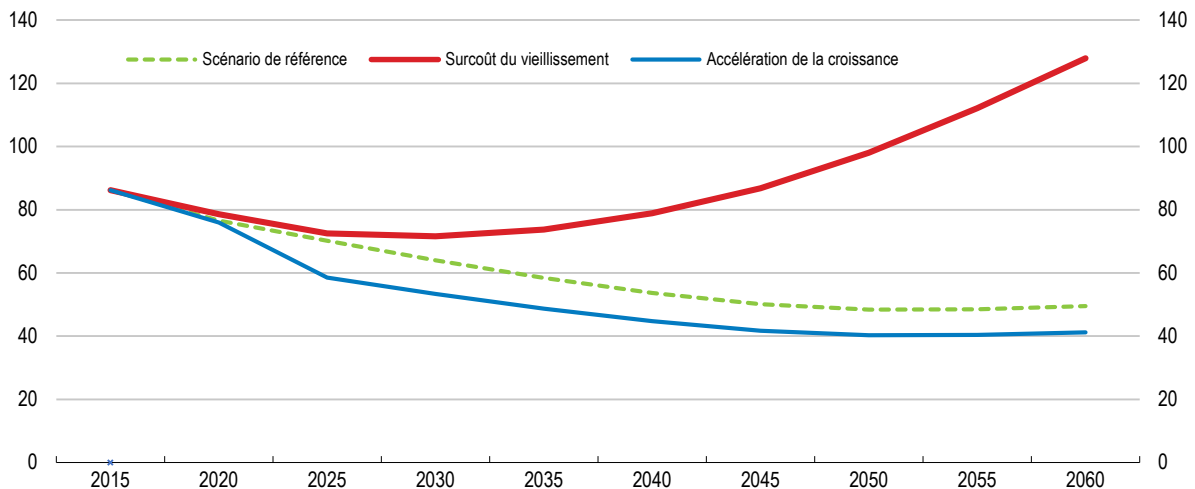
1. Les résultats de la croissance économique à long terme influenceront fortement sur la viabilité de la dette, de même que les taux d'intérêt. Les courbes de l'emploi et de la productivité, qui déterminent la croissance du PIB, dépendront des politiques publiques nationales et du contexte international.
2. Le vieillissement et la dynamique démographique joueront sur les systèmes de retraite, de santé et de la dépendance. Leur influence dépendra des taux de fécondité et des migrations, de l'espérance de vie moyenne, de l'âge effectif de départ à la retraite, des technologies et des coûts de la santé, et de la demande de prise en charge des personnes âgées en établissement.
3. Certains facteurs sociétaux et écologiques peuvent générer d'autres tensions. Si les inégalités de revenu marchand se creusent au même rythme que ces derniers temps, la demande de transferts sociaux et d'aides publiques pourrait être plus forte. Et si les pressions sur l'environnement s'accroissent, il faudra peut-être augmenter les investissements dans des mesures d'atténuation et d'adaptation.

Dans les projections budgétaires établies pour cette *Étude économique* (Graphique 1.23), on examine un scénario de référence et deux autres scénarios possibles d'évolution du solde financier des administrations publiques et de la dette publique. Dans le premier, le ratio dette/PIB de référence repose sur le rythme tendanciel actuel de la croissance de l'emploi et du PIB, sur les coûts de référence du vieillissement et sur la stabilisation des autres politiques publiques de dépenses et de recettes. Dans le deuxième scénario, celui de l'« accélération de la croissance », on reprend les mêmes hypothèses, mais des réformes structurelles plus ambitieuses permettent d'augmenter la croissance tendancielle de l'emploi, du PIB et des recettes publiques, et de dégager ainsi une marge de manœuvre budgétaire supplémentaire. Enfin, le troisième scénario, celui du « surcoût du vieillissement » retient le taux de référence de la croissance, mais les coûts des retraites, de la santé et de la dépendance augmentent plus rapidement, à un rythme

toutefois jugé plausible dans les scénarios de risques types établis par le Groupe de travail sur le vieillissement de la population du CPE. Ces derniers mettent en évidence les risques notables que fait planer le vieillissement sur les finances publiques. Ils ne prennent pas en considération les divers autres facteurs de tensions sociaux ou écologiques (Graphique 1.23 **Error! No bookmark name given.**).

Graphique 1.23. Il existe des risques pesant sur les finances publiques à long terme

Dettes brutes des administrations publiques en % du PIB, selon la définition de Maastricht



Note: Le scénario de référence correspond à la variante 1 dans l'étude du ministère fédéral des Finances autrichiens (BMF, 2016). Le scénario « surcoût du vieillissement » postule un allongement de l'espérance de vie (à 89.6 ans pour les hommes, et à 92.3 ans pour les femmes) et une augmentation des dépenses publiques de santé et de prise en charge de la dépendance, portées respectivement à 9 % et 3 % du PIB jusqu'en 2060. Le scénario des réformes en faveur d'une accélération de la croissance simule une réduction de moitié de l'écart d'indicateur de réglementation des marchés de produits (RMP) entre l'Autriche et la moyenne des cinq pays les mieux classés à cet égard, une amélioration de l'efficacité de l'administration publique portée au niveau du pays le mieux classé, et une diminution du coin fiscal sur les bas salaires, équivalant à 0.65 % du PIB et financée par une diminution des subventions à la production représentant 0.4 % du PIB et une augmentation de 0.25 % des recettes des taxes environnementales. Ce scénario d'accélération de la croissance correspond au numéro 4 des scénarios de réforme présentés dans le Tableau 9. Quant au scénario « surcoût du vieillissement + accélération de la croissance », il conjugue une augmentation des dépenses publiques de santé et de prise en charge de la dépendance, liée à l'allongement de l'espérance de vie, et le train de réformes en faveur de la croissance.

Source : Calculs établis à partir de OCDE (2019), Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections (base de données).

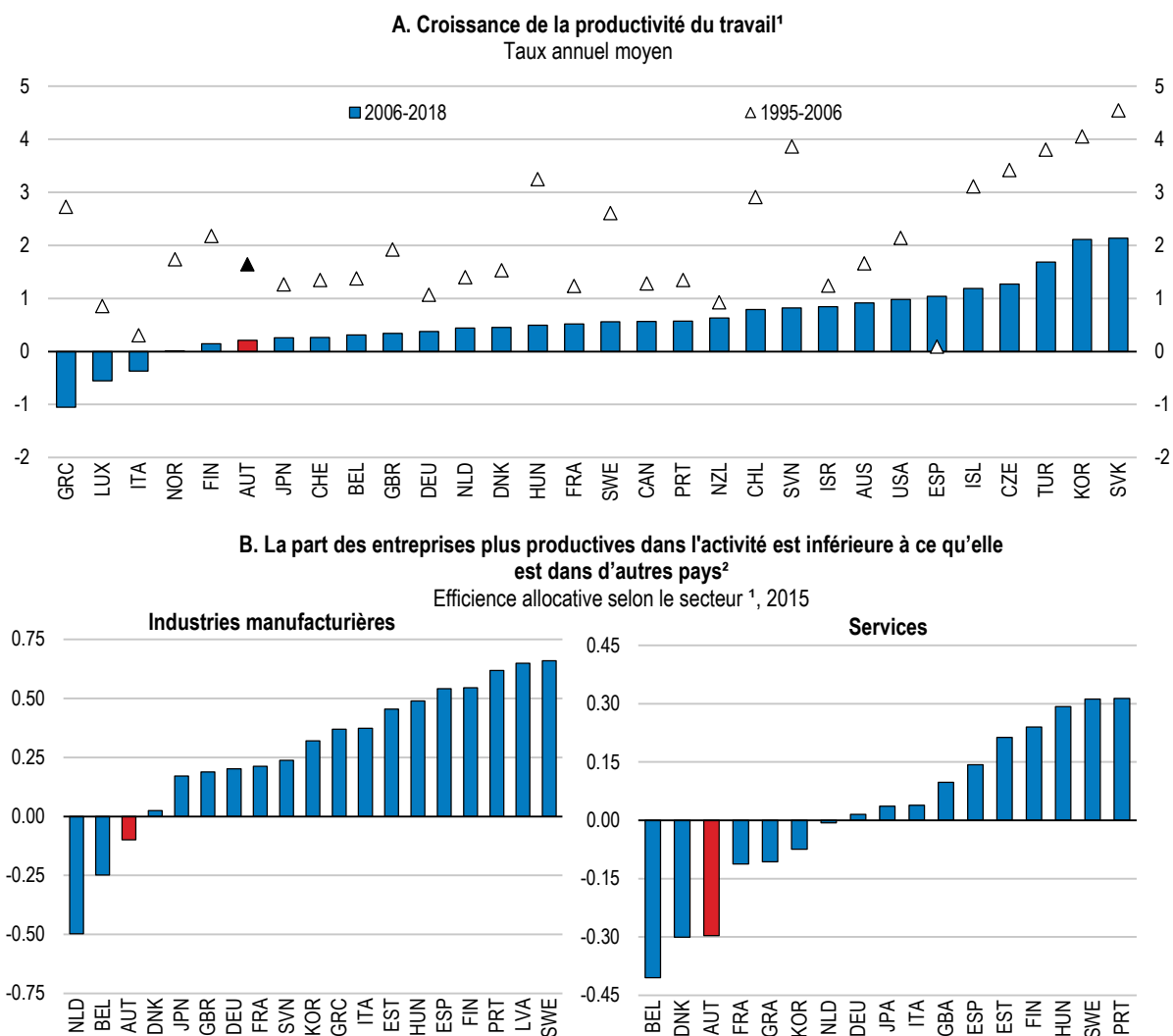
Tableau 1.8. Recommandations antérieures concernant le renforcement des taux d'activité et d'emploi

Recommandations antérieures	Mesures prises
Réduire encore le coin fiscal sur le travail appliqué aux bas salaires en exonérant, en tout ou partie, les revenus de cette catégorie de salariés des cotisations de sécurité sociale, en finançant celles-ci par un élargissement de la base d'imposition et une majoration des taxes sur la consommation et l'environnement et des taxes sur les biens immobiliers.	Le taux de cotisation des bas salaires à l'assurance chômage a été abaissé en 2018. La réforme fiscale annoncée en avril 2019 abaisse le taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) appliqué à la tranche de revenu inférieure (revenu annuel compris entre 11 000 EUR et 18 000 EUR) et le ramène de 25 % à 20 % à compter de 2021 ; les taux d'imposition à l'IRPP appliqués aux deux tranches de revenu suivantes (18 000-31 000 EUR et 31 000-60 000 EUR), d'un taux respectif de 35 % et 42 %, sont également abaissés et portés respectivement à 30 % et 40 % à compter de 2022.
Aligner l'âge légal de la retraite des femmes sur celui des hommes. Supprimer l'ensemble des derniers dispositifs d'aide à la retraite anticipée. Durcir les conditions d'attribution des pensions d'invalidité, y compris pour les personnes de plus de 50 ans, et aider les travailleurs en invalidité partielle à faire un meilleur usage de leur capacité de travail résiduelle.	La réforme des régimes d'invalidité est entrée en application pour les personnes âgées de 50 à 55 ans. En 2017, des dispositifs supplémentaires de réadaptation médicale à vocation professionnelle ont été mis en place pour faciliter la réinsertion dans l'emploi des personnes en invalidité partielle.

Inverser la tendance à la baisse récente de la croissance de la productivité

Au cours des dix dernières années, la croissance de la productivité a ralenti en Autriche beaucoup plus fortement que dans l'ensemble des pays de l'OCDE. La croissance moyenne de la productivité du travail par personne occupée, la plus forte des pays comparables entre 1995 et 2005, a ralenti pour s'établir en bas du classement en 2005-2016 (Graphique 1.24, partie A). Il semble que des faiblesses dans l'efficacité allocative, mesurée par la productivité horaire, aient joué un rôle particulier. Une répartition de l'emploi entre les activités à forte et à faible productivité, moins favorable que dans les pays comparables, en est l'explication¹⁰ (Graphique 1.24, partie B). La productivité moyenne pourrait être améliorée en redonnant de la vigueur à la dynamique des entreprises, en favorisant leur convergence vers la frontière numérique mondiale et en approfondissant leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Graphique 1.24. La croissance de la productivité a ralenti



1. PIB réel par personne occupée.

2. L'efficacité allocative est mesurée par la covariance entre les parts de marché des entreprises et la productivité du travail au niveau sectoriel. Une forte covariance dénote une meilleure allocation des ressources. La productivité correspond au PIB par heure travaillée, et les parts de marché correspondent aux parts dans l'emploi. Pour plus de précisions, voir Andrews et Cingano (2014).

Source : OCDE (2019), Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections (base de données) ; et calculs de l'OCDE d'après la base de données Orbis.

La démographie des entreprises pourrait être plus dynamique

La forte productivité qui, de tout temps, a caractérisé les entreprises autrichiennes reposait sur les résultats relativement bons d'un noyau de PME spécialisées dans les secteurs de moyenne-haute technologie et de haute technologie et actives dans les chaînes de valeur régionales. En revanche, les taux d'entrée de nouvelles entreprises et de sortie des moins performantes sont toujours restés inférieurs aux chiffres observés dans les pays comparables. Quant aux taux d'entrée de nouvelles entreprises dans les secteurs à forte intensité technologique et au nombre d'emplois supplémentaires ainsi apportés à l'emploi total, ils sont également restés inférieurs.

L'économie autrichienne aurait à gagner à ce que les entrées sur le marché soient plus nombreuses, les sorties plus faciles et les taux de développement plus solides, notamment dans les secteurs à forte intensité technologique. Ainsi qu'on le verra dans le chapitre thématique, une plus forte participation du capital-investissement dans la restructuration des entreprises et l'approfondissement du marché boursier, en tant que source de capitaux propres, donneraient un élan supplémentaire à la dynamique des entreprises en Autriche. Des sources de capital-risque privé et de capital-investissement devraient venir compléter l'important volant de ressources publiques déjà accessibles aux jeunes pousses (*start-ups*), étant donné le rôle sans équivalent que jouent ces financements dans le développement de projets à fort potentiel, ainsi que le montre une étude empirique réalisée sur des entreprises autrichiennes (Peneder, 2010, [lien](#)). Un train de mesures en faveur des jeunes pousses, comprenant de nouvelles aides (notamment un nouveau Fonds pour le numérique et la croissance et des garanties de crédit supplémentaires), la mise en place de « bacs à sable » réglementaires et de nouveaux programmes d'enseignement, a été adopté en mai 2019, sans incitations fiscales. Or, les incitations fiscales peuvent constituer un moyen efficace de stimuler l'apport en capital-risque pour ce type d'investissement. Au Royaume-Uni, les dispositifs *Enterprise Investment Scheme (EIS)* et *Seed Enterprise Investment Scheme (SEIS)*, qui prévoient des crédits d'impôt sur l'IRPP et des allègements d'impôt sur les plus-values, constituent des exemples mécanismes grâce auxquels l'investissement et l'emploi dans les petites entreprises ont pu être dynamisés (EC, 2017, [lien](#); Cowling *et al.*, 2008, [lien](#)).

Les PME autrichiennes se trouvent face à une difficulté particulière qui résulte de l'évolution démographique : un grand nombre de leurs propriétaires-exploitants sont proches de l'âge de la retraite. De nombreuses transmissions d'entreprises sont à l'ordre du jour, soit dans le cercle des familles propriétaires, soit en dehors. La préservation de la survaleur remarquable que ces entreprises ont déjà accumulée et les enjeux sociaux et régionaux qui vont de pair avec leurs bons résultats rendent cette question de la transmission cruciale. Un écosystème plus solide du financement extérieur doit être mis en place, qui englobe l'ensemble du cycle de financement des entreprises – du capital-risque au capital-investissement, et du capital de croissance à la cotation en bourse – et soit doté, en outre, d'un dispositif d'accompagnement par des services d'information et juridiques. Le chapitre thématique recommande aux autorités autrichiennes de revoir et de consolider les éléments les plus décisifs pour le développement d'un tel écosystème.

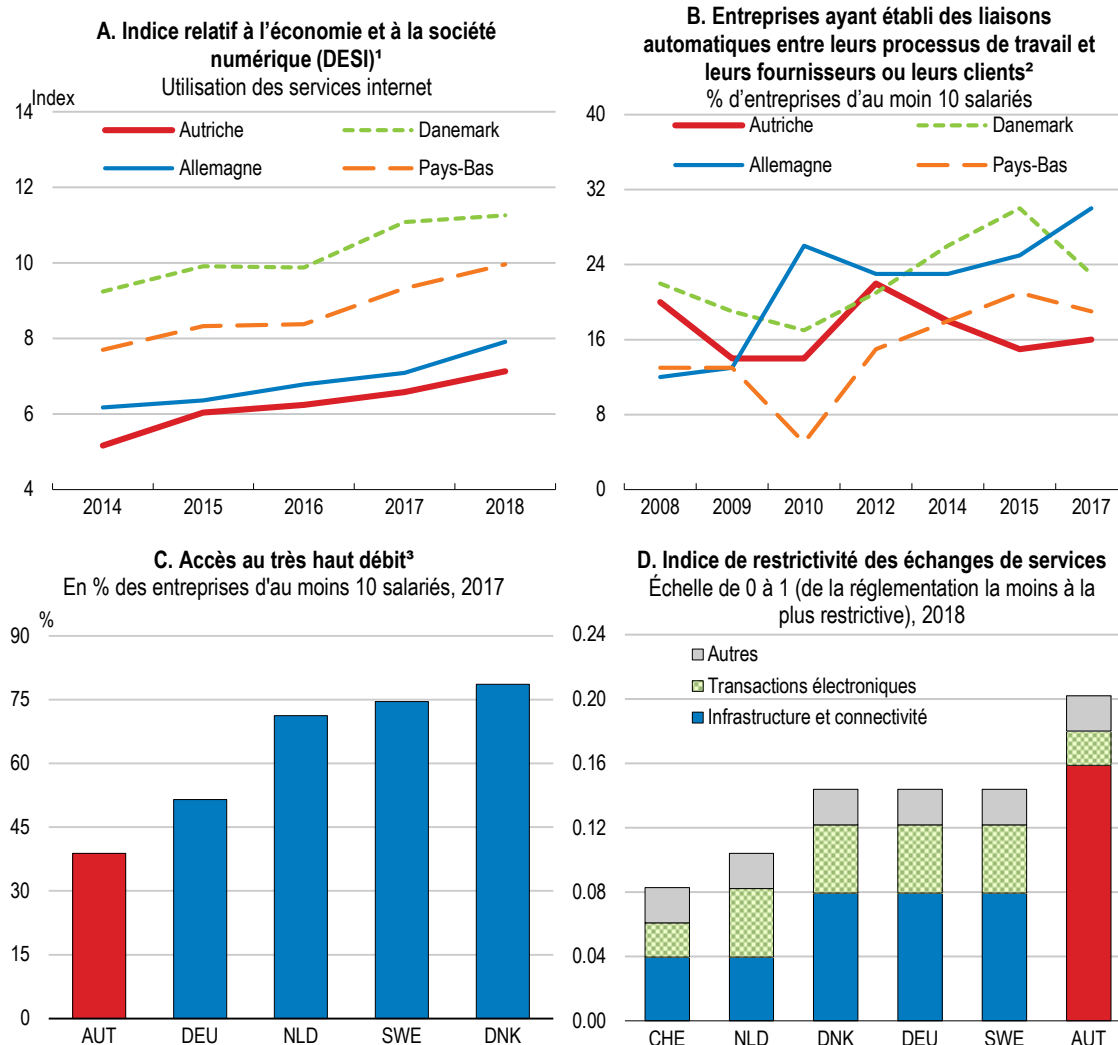
Il faut aller plus vite dans la transformation numérique

L'Autriche s'adapte à la frontière mondiale mouvante de la transformation numérique, à la fois dans les entreprises et dans le secteur public. Il ressort toutefois, à la lumière des indicateurs disponibles, que cette adaptation y soit plus lente que dans les pays comparables (Graphique 1.25). Or, toute divergence dans la « dynamique de transformation numérique » risque probablement de créer à l'avenir des écarts de productivité, des disparités de revenu et des tensions sociales plus marquées que par le passé (Andrews, Nicoletti and Timiliotis, 2018, [lien](#)). Aussi l'Autriche ambitionne-t-elle, à juste titre, de rattraper son retard en la matière, en prenant appui sur la Feuille de route pour la transformation numérique qu'elle a adoptée en 2017, et sur la Stratégie pour la transformation numérique de grande envergure qui est en cours d'élaboration sous les auspices du ministère fédéral du Numérique et de l'Économie (OECD, 2017, [lien](#)).

Il avait été établi, dans l'Étude économique de l'Autriche 2017 de l'OCDE, que cet écart dans la transformation numérique de l'Autriche par rapport à d'autres pays résultait de retards dans l'adoption des technologies numériques dans les PME. Ces retards étaient dits imputables à des lacunes à la fois dans les compétences (capacités) et dans les opportunités de développement de marché et de croissance

(incitations). L'Étude de l'OCDE recommandait de concentrer l'action des pouvoirs publics sur deux points : i) mettre à niveau l'éventail complet des compétences numériques génériques, spécialisées et complémentaires des travailleurs et des citoyens de tous âges, et ii) stimuler la dynamique des entreprises dans les secteurs qui produisent des technologies numériques et dans ceux qui les utilisent, à la fois dans l'industrie et les services.

Graphique 1.25. Disparités dans la transformation numérique



1. L'Indice DESI (indicateur synthétique relatif à l'économie et à la société numérique) correspond à la moyenne pondérée de cinq grandes dimensions : connectivité (25 %), capital humain (25 %), utilisation des services internet (15 %), intégration de la technologie numérique (20 %) et services publics numériques (15 %).

2. D'après les enquêtes européennes sur l'utilisation des TIC dans les entreprises. Les données 2016 ne sont pas accessibles.

3. Le très haut débit correspond à une vitesse de transfert des données d'au moins 30 Mbit/sec (Mbps).

Source : S., Sorbe, et al. (2019), « Dividende numérique : Politiques pour exploiter le potentiel de productivité des technologies numériques », OECD Economic Policy Papers (OCDE, série Études de politique économique), n° 26 (en anglais) ; OCDE (2019), Indice de restrictivité des échanges de services numériques ; Commission européenne (2019), Tableau de bord numérique (base de données) ; Eurostat (2019), Économie numérique et société (base de données).

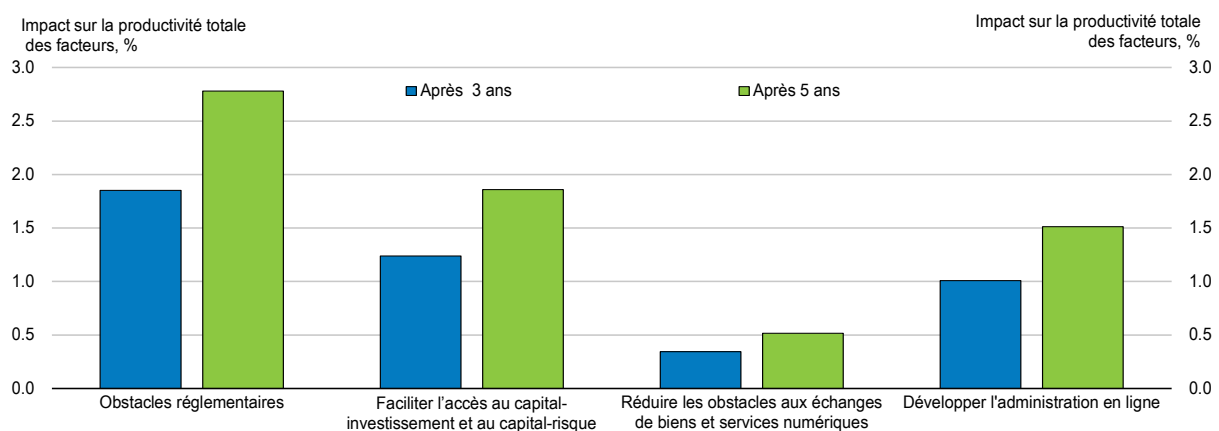
Selon des études récentes de l'OCDE, la qualité des compétences techniques et managériales, la fluidité dans l'allocation des ressources via des réformes des marchés de produits et du travail, et l'accès des

jeunes entreprises innovantes au financement à long terme par le capital-risque sont les trois vecteurs principaux de la transformation numérique en Autriche (Andrews, Timiliotis *et al.*, 2018, [lien](#)). D'autres leviers de l'action publique, tels que les services de l'administration en ligne et la facilitation des échanges de biens et services numériques, influent également sur le rythme de la transformation numérique, mais à un degré moindre. La mise à niveau des principales conditions-cadres serait porteuse de gains de croissance et de productivité d'une ampleur particulièrement notable en Autriche. À partir des chiffres établis par Andrews, Timiliotis *et al.*, 2018 ([lien](#)), on estime en effet que si en matière de réglementation des marchés de produits, d'obstacles aux échanges de biens et services numériques, de développement de l'administration en ligne et de financement en capital-risque et en capital-investissement, l'Autriche résorbait de moitié son écart actuel par rapport aux pays de l'OCDE les mieux classés dans chacun de ces domaines, la transformation numérique pourrait s'en trouver nettement accélérée, de même que les gains de productivité en découlant (Graphique 1.26).

Selon un panorama complet du processus de la transformation numérique (Peneder *et al.*, 2019, [lien](#)), si l'Autriche est correctement dotée en infrastructure de très haut débit¹¹, elle court le risque de se retrouver enfermée dans cette technologie déjà dépassée et accuse un retard pour ce qui est de l'ultra-haut débit. Si les chiffres d'utilisation du réseau montrent que 30 % seulement des utilisateurs souscrivent un abonnement au très haut débit et que la demande est peut-être encore trop faible pour des connexions à ultra-haut débit, leur offre restreinte risque également de limiter la fourniture de services à forte intensité de données, faciles à utiliser. Des comparaisons internationales de l'OCDE confirment l'existence du retard de l'Autriche dans ce domaine (Sorbe *et al.*, 2019, [lien](#) ; Graphique 1.25, partie C). Ce retard pourrait bien limiter la connectivité à l'internet mondial pourtant nécessaire pour développer pleinement des services numériques transfrontières (Ferencz, 2019, [lien](#) ; et partie D).

Graphique 1.26. Des réformes structurelles pourraient favoriser des gains de productivité grâce à l'adoption des technologies numériques

Impact sur la productivité de la réduction de moitié de l'écart par rapport aux pays les mieux classés dans chaque domaine



Source : Calculs de l'OCDE établis à partir de S., Sorbe, *et al.* (2019), « Dividende numérique : Politiques pour exploiter le potentiel de productivité des technologies numériques », OECD Economic Policy Papers (OCDE, série Études de politique économique), n° 26 (en anglais).

L'Autriche abrite les sièges sociaux de nombreuses entreprises multinationales pour la région d'Europe centrale et orientale. Ces entités créent des emplois de qualité, génèrent des revenus élevés et stimulent les transferts de savoir-faire. Afin que l'Autriche conserve sa force d'attraction comme pays de domiciliation des sièges de grandes entreprises, il lui faut un environnement plus solide pour les innovations numériques – ces sièges sociaux jouant, en effet, le rôle de locomotive de la transformation numérique dans l'ensemble de leur groupe (Nell *et al.*, 2019, [lien](#)). Le léger repli de l'Autriche derrière la frontière mondiale de la transformation numérique risque donc de devenir un handicap. Les initiatives actuelles des pouvoirs publics pour combler ce fossé pourraient aider à renforcer l'attrait de l'Autriche comme pays d'implantation des sièges d'entreprises.

La Stratégie pour la transformation numérique du précédent gouvernement, qui s'inscrivait dans le prolongement de la feuille de route du même nom, avait pour but de faire de l'Autriche un leader mondial du numérique. Elle était en cours d'élaboration sous les auspices du ministère du Numérique et de l'Économie, et comprenait des priorités spécifiques, des indicateurs clés et un calendrier de déploiement. Elle prévoyait également une plate-forme intégrée pour la mise en réseau de toutes les parties prenantes (<https://www.digitalaustria.gv.at/>).

La compétitivité internationale et la participation aux chaînes de valeur mondiales pourraient être renforcées encore

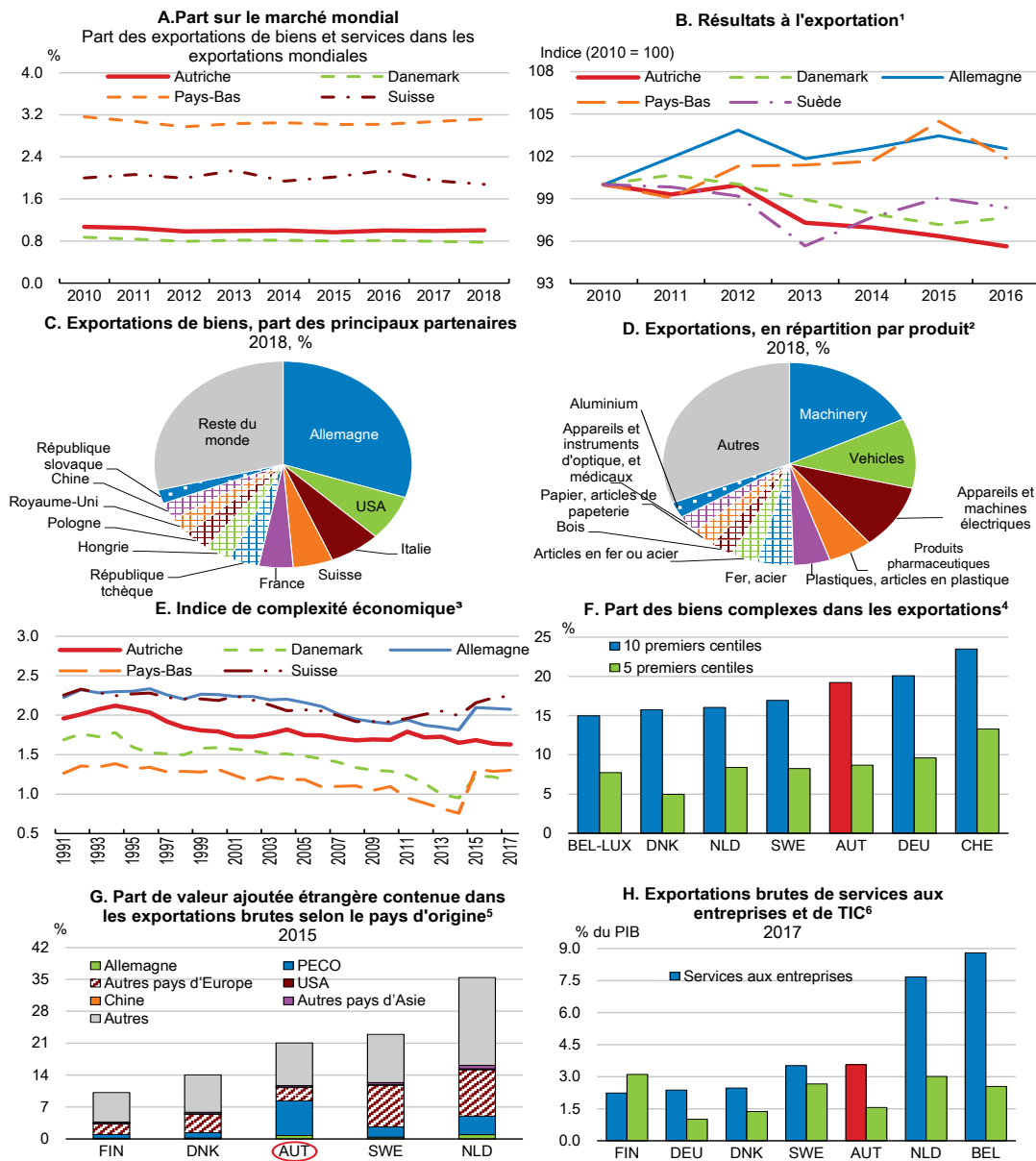
L'Autriche est une économie performante à l'exportation, dotée d'une base industrielle très diversifiée et occupant une position solide sur ses marchés d'exportation, notamment dans les chaînes de valeur gravitant autour de l'Allemagne en Europe centrale. Les responsables de l'action publique et les chercheurs en économie suivent de près la compétitivité internationale du pays et sa position dans les chaînes de valeur mondiales. La part de l'Autriche sur le marché mondial a diminué au cours des deux dernières décennies, principalement du fait d'une croissance plus faible de ses marchés traditionnels en Europe (Graphique 1.27, partie A). Cela étant, même si l'on tient compte de la structure géographique de ses marchés, les résultats de l'Autriche ont légèrement fléchi.

Les principaux déterminants de la compétitivité internationale de l'Autriche ont évolué dans des sens différents. La compétitivité-coût, mesurée par les coûts unitaires de main-d'œuvre, a légèrement reculé ces dix dernières années, rompant ainsi avec la capacité traditionnelle de l'Autriche, comparativement à ses partenaires commerciaux, de stabiliser ces coûts. Il reste toutefois que les exportations ont également perdu de leur sensibilité aux coûts de main-d'œuvre, les fabricants étant parvenus à préserver ce qui fait la différence de leurs produits et leur sophistication technologique. L'Indice de complexité économique (ICE), qui mesure le degré de sophistication technique des exportations d'un pays, demeure solide (Graphique 1.27, partie E). Cela étant, étant donné l'intensité des efforts que les autorités ont mobilisés pour soutenir la R-D depuis une dizaine d'années, l'embellie que l'on aurait pu attendre dans les résultats de l'innovation et dans une nouvelle sophistication technologique de l'économie ne s'est pas pleinement matérialisée (OCDE, 2019, [lien](#)). Dans le même temps, certains concurrents et pays comparables amélioreraient leur position relative au regard de l'ICE (Graphique 1.27, partie E).

L'intégration de l'Autriche dans les chaînes de valeur internationales demeure centrée sur ses partenaires commerciaux de l'UE, au premier rang desquels l'Allemagne ainsi que d'autres voisins d'Europe centrale (Graphique 1.27, partie E), ce qui est logique eu égard à la taille du pays et à sa localisation géographique (Hanzl-Weiss *et al.*, 2018, [lien](#) ; Heimberger, 2018, [lien](#) ; Ghodsi, 2018, [lien](#)). Qui plus est, la présence d'une forte population immigrée originaire de ces pays fait émerger des possibilités nouvelles en matière d'échanges et d'intégration dans les chaînes de valeur. Cependant, un confinement par trop exclusif dans les réseaux européens pourrait priver l'économie autrichienne d'une dynamique plus globale. La nouvelle Stratégie de l'Autriche pour le commerce extérieur a pour objet de soutenir l'accès des exportateurs à d'autres marchés dans le monde (Bundesministerium für Digitalisierung und Wirtschaftsstandort, 2018, [lien](#)).

Selon les analyses de l'OCDE sur le « degré de centralité » de ses pays membres dans les chaînes de valeur mondiales, c'est-à-dire le degré de connexion, directe et indirecte, de leur tissu industriel avec les réseaux de production mondiaux, l'Autriche occupe, comparativement à d'autres petites économies européennes ouvertes, une place située plus en périphérie (Crisuolo-Timmis, 2018, [lien](#)). Cette position affaiblit les retombées positives que les chaînes de valeur extérieures pourraient avoir sur la productivité des entreprises nationales, notamment des PME. Il est avéré que de faibles obstacles à l'entrepreneuriat (domaine dans lequel l'Autriche pourrait progresser encore, comme on le verra à la section 1.4.3) et un cadre efficace de facilitation des échanges (dont peut rendre compte la complexité des procédures douanières, domaine dans lequel l'Autriche fait légèrement moins bien que les Pays-Bas, la Suisse et la Suède) revêtent un intérêt tout particulier pour la performance des PME dans les chaînes de valeur. L'Autriche devrait veiller à ce que ces aspects réglementaires soutiennent le plus possible ces interactions internationales.

Graphique 1.27. Les résultats à l'exportation, traditionnellement solides, ont quelque peu fléchi



1. Les résultats à l'exportation du pays considéré sont mesurés par le ratio de la croissance de ses exportations effectives en volume à la croissance de ses marchés d'exportation.

2. D'après les positions à deux chiffres (chapters) du Système Harmonisé 2012 de l'OMC.

3. La complexité économique se mesure à l'intensité en connaissances d'une économie, comme en témoignent la diversité et l'ubiquité (omniprésence) de ses exportations.

4. D'après les calculs de complexité des produits d'exportation de l'Observatoire de la complexité économique du MIT.

5. L'agrégat « PECO » couvre les pays d'Europe centrale et orientale suivants : République slovaque, République tchèque, Hongrie, Pologne et Slovaquie. Les « Autres pays Europe » sont les suivants : Autriche, Pays-Bas, Belgique, Danemark, France, Italie, Suisse, Suède, Espagne, Finlande, Norvège et Royaume-Uni. L'agrégat « Autres pays d'Asie » recouvre le Japon, la Corée, l'Inde et la Russie. Enfin, la rubrique « Autres » regroupe 37 autres pays pour lesquels on dispose de données pour cet indicateur dans la base de données de l'OCDE sur les échanges en valeur ajoutée (base de données TIVA).

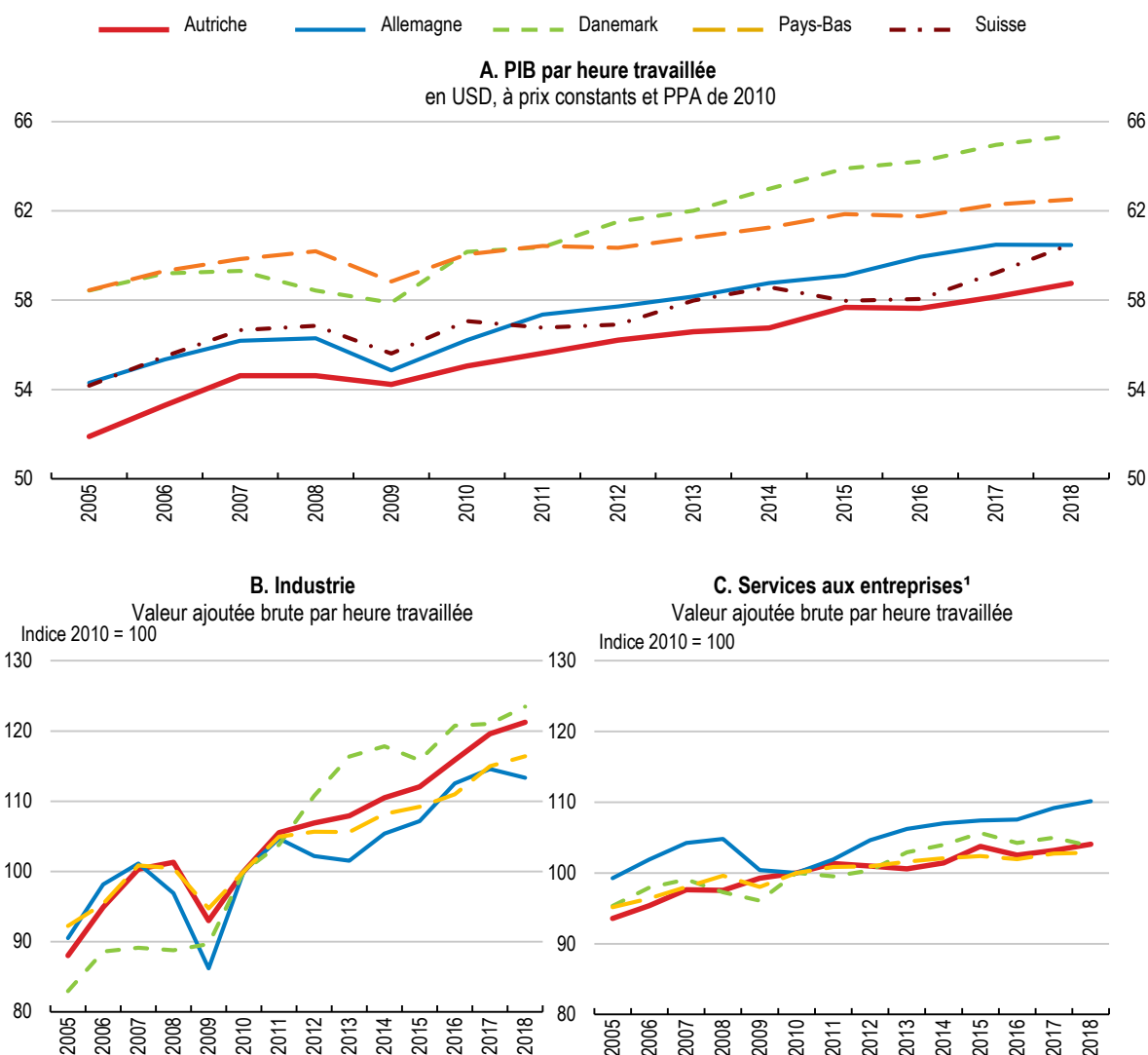
6. Les « Services aux entreprises » relèvent de la catégorie « Autres services aux entreprises », laquelle regroupe les services de recherche-développement, les services spécialisés et services de conseil en gestion, les services techniques, liés au commerce et autres services aux entreprises.

Source: OCDE (2019), Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections (base de données) ; base de données de l'OCDE sur les échanges internationaux par produits (ITCS) ; Massachusetts Institute of Technology (MIT).

Les marchés de services pourraient être plus dynamiques et plus largement bénéfiques pour l'économie

Les activités de services représentent 70 % de l'emploi en Autriche. Elles contribuent également pour près de 60 % à ses exportations en valeur ajoutée, via à la fois les transactions transfrontières et les consommations intermédiaires entrant dans la composition des biens exportés. La qualité et le coût des services ont un impact de plus en plus fort sur la productivité et la compétitivité extérieure de l'économie autrichienne. Or, selon certaines statistiques, les résultats de l'Autriche dans les services sont relativement moins bons que dans l'industrie (Graphique 1.28).

Graphique 1.28. Des différences de résultats entre l'industrie et les services pèsent sur la productivité globale



1. Hors secteur immobilier.

Source : OCDE (2019), Statistiques de l'OCDE sur la productivité (base de données).

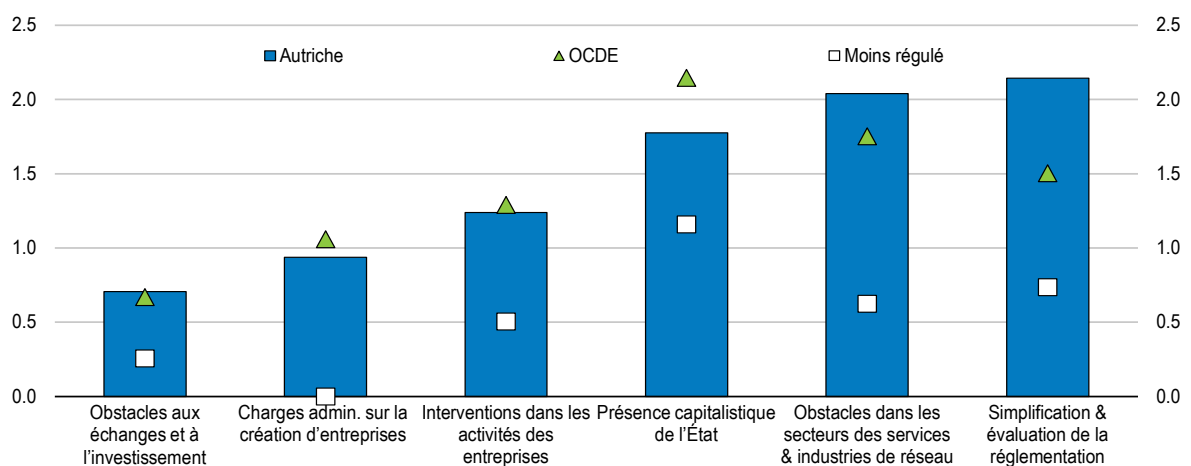
Des différences dans les conditions de concurrence et d'innovation entre l'industrie, exposée aux échanges internationaux, et les services, relativement protégés de la concurrence, avaient été mises en

relief dans les deux *Études économiques* de l'Autriche, publiées précédemment par l'OCDE en 2015 et 2017. Ces deux rapports montraient ce qu'il en coûtait de ces différences pour la productivité (OECD, 2017, lien ; OECD, 2015, lien). Alors que les opportunités d'accès au marché et de concurrence sont nombreuses dans des secteurs de services comme le tourisme et le conseil en informatique, des restrictions à la concurrence subsistent dans la majorité des services spécialisés et des services aux entreprises – comme dans de nombreux autres pays de l'OCDE. Ces différences risquent d'entamer les performances de l'économie autrichienne.

Le nouveau panorama complet sur la réglementation des marchés de produits dans les pays de l'OCDE (OECD, 2019, à paraître) confirme que le cadre réglementaire en Autriche est moins ouvert à la concurrence que celui de pays comparables. Des écarts perdurent même après la modification bienvenue apportée à la loi sur les professions en 2017, qui a supprimé les restrictions d'accès au marché dans 19 « activités partielles » (*Teilgewerbe*), qui sont devenues des professions non réglementées. Les autorités estiment que la loi sur les professions devrait maintenir des niveaux élevés de compétences et de qualifications exigées pour l'exercice de certains métiers, afin de continuer à étayer la qualité des services fournis, à favoriser l'innovation et à inciter les jeunes à s'engager dans des filières d'enseignement professionnel de haute qualité. L'immatriculation des entreprises nouvellement créées dans les activités non réglementées a été simplifiée grâce à une plate-forme numérique en ligne. Le précédent gouvernement prévoyait de créer un organisme d'examen de la réglementation, chargé de passer en revue l'ensemble des instruments de réglementation en vigueur dans l'optique d'alléger les formalités requises. Tandis que des réformes antérieures avaient ouvert à la concurrence certaines industries de réseau (électricité, gaz, transport aérien, communications électroniques), le cadre réglementaire du transport ferroviaire, du transport routier de marchandises, du commerce de détail, de la distribution des produits pharmaceutiques et des services spécialisés des avocats, notaires, comptables, architectes et ingénieurs en génie civil demeure en revanche plus restrictif que dans bon nombre de pays de l'OCDE (Graphique 1.29). Les règles applicables aux examens professionnels et à la période minimum de pratique professionnelle ont été simplifiées pour les fiscalistes, les commissaires aux comptes, les architectes et les ingénieurs agréés. Il reste toutefois que certaines des dispositions susmentionnées sont fondées moins sur des incitations économiques que sur une réglementation contraignante, à l'élaboration de laquelle les acteurs concernés semblent être moins associés. Enfin, on observe que le traitement des fournisseurs étrangers dans les procédures de marchés publics est plus restrictif.

Graphique 1.29. En règle générale, la réglementation des marchés de produits demeure restrictive

Indice variant sur une échelle de 0 à 6, de la réglementation la moins à la plus restrictive, 2018

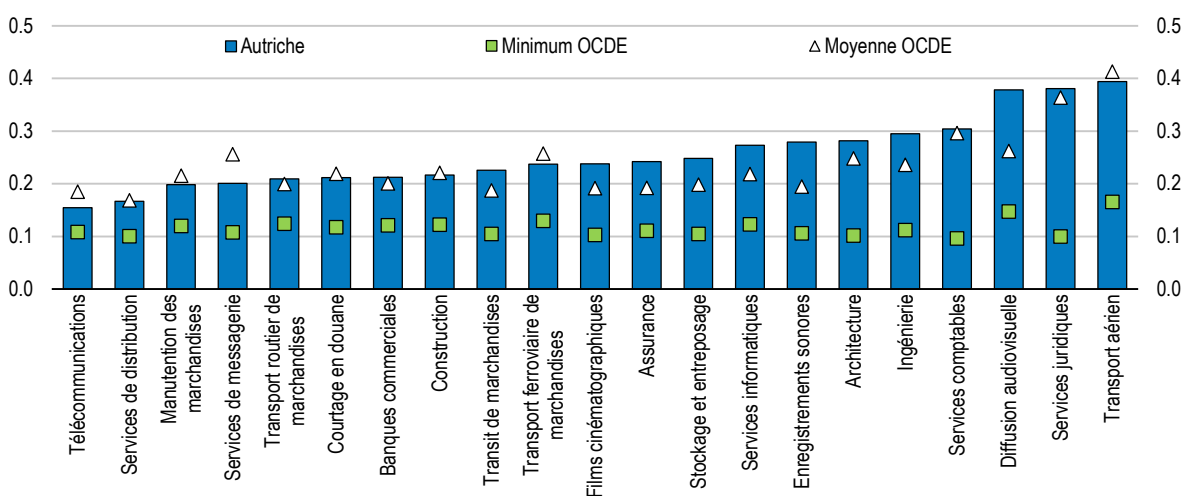


Source : OCDE (2019), Base de données de l'OCDE sur la réglementation des marchés de produits en 2018, juillet.

De même, les indicateurs d'ouverture des marchés de services à l'investissement et aux échanges internationaux établis par l'OCDE placent l'Autriche dans une position intermédiaire, entre pays ouverts et pays plus fermés (Graphique 1.30). En particulier, la règle d'opposabilité de la situation de l'emploi appliquée aux salariés des sociétés de services étrangères détachés momentanément en Autriche est contraignante. Si les dirigeants et professionnels spécialisés peuvent obtenir des permis de travail valables trois ans, ce n'est pas le cas des travailleurs d'autres catégories, qui ne peuvent séjourner que 12 mois au maximum. Or, la mobilité et l'immigration d'une main-d'œuvre très qualifiée sont des facteurs essentiels pour attirer l'investissement direct étranger et apporter à l'économie des compétences et des perspectives nouvelles. Il conviendrait que l'Autriche rapproche encore les conditions d'emploi temporaire qu'elle applique aux salariés des sociétés de services étrangères des règles de bonnes pratiques internationales.

Graphique 1.30. Les marchés de services pourraient être ouverts à des échanges internationaux et à une concurrence plus libres

Indice de restrictivité des échanges de services de l'OCDE, échelle variant de 0 à 1 (de la réglementation la moins à la plus restrictive), 2018



Note: L'indice englobe la transparence réglementaire, les obstacles à la concurrence, d'autres mesures discriminatoires, les restrictions à la libre circulation des personnes et les restrictions à l'entrée des investisseurs étrangers. Les chiffres sont établis à partir de la base de données de l'Indice de restrictivité des échanges de services (IRES) de l'OCDE, qui regroupe les 36 pays membres de l'OCDE, le Brésil, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Russie et l'Afrique du Sud. Les données IRES sont recueillies sur la base du régime de la nation la plus favorisée. Les arrangements commerciaux préférentiels ne sont pas pris en compte. Les données relatives au transport aérien et au transport routier de marchandises ne couvrent que les établissements commerciaux (et les mouvements correspondants de circulation des personnes).

Source : OCDE (2019), « Indice de restrictivité des échanges de services par secteur », Statistiques de l'OCDE sur l'industrie et les services (base de données).

Le manque de concurrence dans le fonctionnement du marché des services risque de nuire à la formation des prix en Autriche. Une analyse comparée des tendances de la productivité et des salaires dans le secteur des services et de l'inflation globale montre qu'au-delà du fait qu'elle érode la croissance de la productivité, une concurrence moins vive risque d'encourager aussi certains comportements de recherche de rente et de peser à la hausse sur l'inflation (Graphique 1.31).

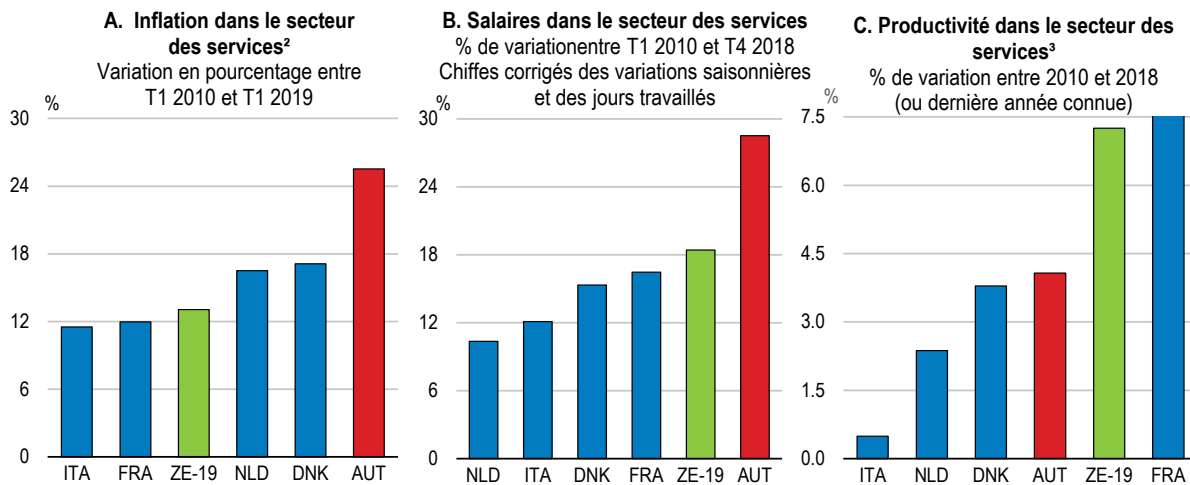
L'inflation en Autriche est modeste, mais régulièrement supérieure à celle de l'Allemagne et de la zone euro depuis ces dernières années (OeNB, 2018, [lien](#)). En 2018, le différentiel de hausse des prix à la consommation entre l'Autriche et l'Allemagne avoisinait 0,26 point de pourcentage, dont l'origine était imputable quasi exclusivement aux services. La contribution de la hausse des prix des services à l'inflation

globale a atteint 1.06 point en 2018 (sur 2.12 % de taux d'inflation), tandis que le chiffre correspondant pour la zone euro était de 0.66 point (pour une inflation globale de 1.75 %). Des réformes de la concurrence et l'ouverture totale des services à l'investissement et aux échanges internationaux pourraient aider à réduire ces tensions inflationnistes.

Les évolutions observées dans les secteurs du tourisme et de la restauration ont un impact particulier sur l'inflation. Ces activités représentent un tiers de l'ensemble des services composant le panier de consommation. Du fait de l'ampleur des flux touristiques, le tourisme représente 7 % du PIB et 6 % de l'emploi total en équivalent temps plein en Autriche (Austrian Government, 2018, [lien](#)). La banque centrale a établi que le différentiel d'inflation de l'Autriche est imputable, pour une large part, aux services du tourisme. Exposé à la concurrence nationale et internationale, le secteur risque toutefois de voir sa productivité pâtir de son morcellement. En effet, on compte pas moins de 16 000 hôtels environ (il s'agit pour la plupart d'établissements familiaux de capacité d'accueil réduite), qui emploient en moyenne 4 salariés, contre 20 à 30 salariés dans les hôtels de Suède ou des États-Unis, par exemple (OECD, 2018, [lien](#)). Alors que la qualité de service et la différenciation de l'offre sont d'un bon niveau dans ces établissements, on observe des lacunes dans leur adoption des technologies du numérique (OECD, 2017, [lien](#) ; Austrian Hotel Association, 2016, [lien](#)). Dans son programme pour 2017-22, le précédent gouvernement s'était engagé à donner un coup de pouce au secteur du tourisme en allégeant le poids de la réglementation, en réduisant les coûts de l'emploi saisonnier et en soutenant la transition numérique du secteur (Austrian Government, 2017, [lien](#) ; Moor, 2017, [lien](#)). Des mesures de renforcement structurel pourraient aider la profession à modérer les tensions sur les prix.

Graphique 1.31. Tensions inflationnistes dans les services

Secteur des services aux entreprises¹



1. Hors secteur immobilier.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).

3. Valeur ajoutée brute (en volume) par heure travaillée.

Source : Eurostat (2019), Indices des prix à la consommation harmonisés (base de données) et Statistiques économiques à court terme (base de données) ; et OCDE (2019), Statistiques de l'OCDE sur la productivité (base de données).

Les responsables de l'action publique sont très désireux de préserver les niveaux de qualité et les normes de sécurité de consommation qui prévalent dans les secteurs de services. Ils jugent également précieux le lien entre des règles strictes d'entrée sur le marché et des mesures d'incitation des cohortes jeunes à s'investir dans des formations professionnelles de qualité dans les activités concernées. Selon l'expérience observée dans d'autres pays de l'OCDE (y compris dans des pays où les normes de services sont

exigeantes, comme en Suède), il semble qu'il soit possible de faire rimer concurrence plus libre avec exigence de qualité et de fiabilité dans les services. Le cas de la distribution des produits pharmaceutiques a récemment fait l'objet d'une procédure d'enquête de la part de l'Autorité autrichienne de la concurrence. Après un examen approfondi de la question, l'Autorité a conclu que si cette activité présente les caractéristiques particulières propres aux « produits de confiance », à savoir que l'information fournie au consommateur est restreinte et que les risques pour la sécurité sont élevés, il est justifié d'ouvrir le marché à la concurrence. Des normes de qualification pourraient être mises en application sans réduire le nombre de nouveaux arrivants sur le marché (Austrian Competition Authority, 2018, lien).

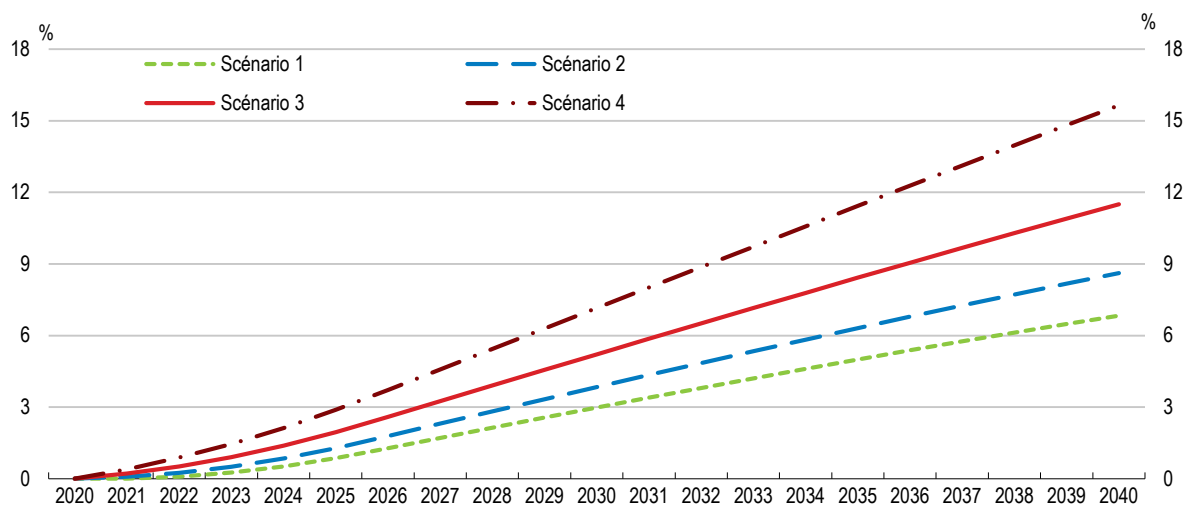
Des réformes structurelles pourraient accélérer la croissance du PIB

Considérées dans leur ensemble, les mesures recommandées dans la présente *Étude* pour réduire les obstacles à l'activité et à l'emploi et stimuler la concurrence auraient un impact notable sur les perspectives à moyen terme de l'Autriche. Le tableau 1.9 présente différents scénarios de réformes fondés sur trois combinaisons différentes d'axes de réforme. Tout d'abord, si certaines restrictions actuelles à la concurrence dans les services marchands et d'infrastructure étaient levées en réduisant de moitié, entre 2021 et 2021, les différences de restrictivité de la réglementation en la matière entre l'Autriche et les cinq premiers pays de l'OCDE, le taux de croissance du PIB par habitant pourrait gagner environ 0.4 point de pourcentage. Ensuite, une réforme de la fiscalité du travail, ambitieuse mais réalisable, qui diminuerait le coin fiscal sur les bas salaires de 0.8 point de PIB entre 2021 et 2025 et serait financée par une baisse des subventions à la production ou des hausses de taxes environnementales, pourrait permettre de rehausser la croissance du PIB par habitant de 0.7 à 0.9 point environ chaque année pendant 15 ans (Graphique 1.32). Enfin, des réformes visant à améliorer l'efficacité du secteur public (section 1.5.2) permettraient, si elles étaient mises en œuvre, de donner un coup de pouce supplémentaire à la croissance du PIB. Des combinaisons de ces mesures d'accélération de la croissance concourraient à la viabilité à long terme des finances publiques, ainsi qu'on l'a vu plus haut (Graphique 1.32).

Tableau 1.9. Scénarios de réforme

Scénario de référence	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de réformes.
Scénario 1 : Réforme de la réglementation en faveur de plus de concurrence	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de moitié de l'écart par rapport à la moyenne des cinq pays les mieux classés à cet égard.
Scénario 2 : Augmentation des taxes environnementales et diminution du coin fiscal sur le travail	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des recettes de taxes liées à l'environnement à hauteur de 0.25 point de PIB et diminution de même ampleur du coin fiscal sur les salaires inférieurs à la moyenne.
Scénario 3 : Réduction des subventions à la production et diminution du coin fiscal sur le travail	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction à hauteur de 0.4 point de PIB des subventions à la production pour financer une réduction de même ampleur du coin fiscal sur les bas salaires.
Scénario 4 : Ensemble complet des réformes	<ul style="list-style-type: none"> • Scénarios 1-3. <p>Réduction de moitié de l'écart de l'indicateur d'efficacité des administrations publiques par rapport à la Suède.</p>

Graphique 1.32. Impact potentiel de réformes structurelles sur le PIB par habitant



Note : Ces simulations sont établies à partir du cadre défini dans Guillemette, De Mauro et Turner (2018) et dans Akgun, Cournède et Fournier (2017). Les différents scénarios l'effet sur le niveau du PIB par habitant par rapport à un scénario de référence fondé sur l'hypothèse de politiques inchangées. Le scénario 1 simule une réforme permettant de réduire de moitié de l'écart d'indicateur de réglementation des marchés de produits (RMP) entre l'Autriche et la moyenne des cinq pays de l'OCDE les mieux classés à cet égard. Le scénario 2 montre l'impact potentiel d'une diminution du coin fiscal sur les bas salaires, à hauteur de 0.25 point de PIB, financée par une augmentation des recettes de taxes liées à l'environnement. Le scénario 3 mesure l'impact d'une diminution du coin fiscal sur les bas salaires, à hauteur de 0.4 point de PIB, financée par une réduction d'ampleur équivalente des subventions à la production. Enfin, le scénario 4 conjugue l'ensemble de ces réformes et simule également une réduction de moitié de l'écart d'efficacité des administrations publiques par rapport au pays de l'OCDE le plus performant en la matière.

Source : Calculs établis à partir de OCDE (2019), Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections (base de données).

Tableau 1.10. Recommandations antérieures pour renforcer le dynamisme du secteur des entreprises

Recommandations de l'OCDE	Mesures prises
Réduire les obstacles à la concurrence dans les services, en allégeant la réglementation d'accès au marché, en levant les restrictions imposées aux participations au capital et aux droits de vote des investisseurs étrangers et en renforçant les pouvoirs d'enquête des autorités de la concurrence	Les restrictions d'accès au marché ont été éliminées en 2017 dans 19 professions qui étaient précédemment réglementées. Un organisme d'examen de la réglementation sera créé, et chargé de passer en revue l'ensemble des instruments de réglementation encore en vigueur ainsi que de formuler des propositions de simplification. Les pouvoirs d'enquête de l'Autorité nationale de la concurrence, concernant les données contenues dans des fichiers électroniques stockés sur des serveurs externes ou dans le nuage, ont été renforcés. Son budget annuel a également été revu à la hausse en 2017.
Mettre en place un système de suivi transparent pour la mise en œuvre de la Feuille de route pour la transformation numérique, en fixant notamment un calendrier et des objectifs quantitatifs	Une nouvelle « Stratégie pour la transformation numérique de l'Autriche » a été adoptée en 2018 pour faire suite à la feuille de route tracée en 2017. Cette stratégie fixe des priorités spécifiques, un calendrier de déploiement, un système de suivi et des indicateurs clés.

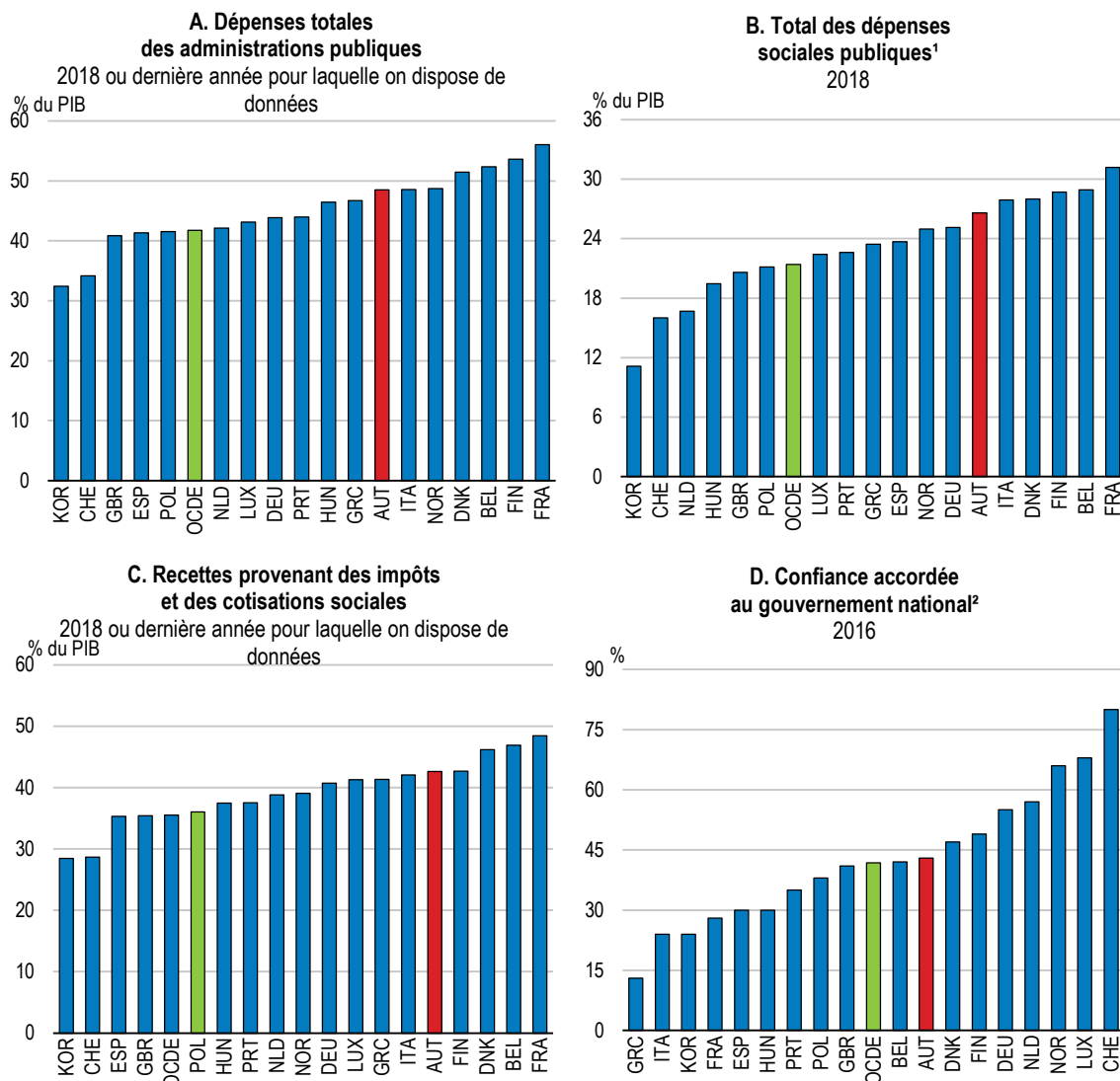
Recommandations de l'OCDE	Mesures prises
Intégrer à la Feuille de route un Plan pour les compétences numériques, en fixant notamment un calendrier et des objectifs quantitatifs pour l'acquisition de compétences génériques, spécialisées et complémentaires dans le domaine des TIC	De nouveaux programmes d'appui ont été mis en place, tels que <i>KMU Digital</i> pour les PME et la constitution de pôles d'innovation numériques. Des sessions de formation intensive ont été lancées également pour former ensemble les salariés de grandes entreprises et de PME sur des thématiques spécifiques du numérique. Un « Pacte pour les compétences numériques » a été signé entre plusieurs organisations du secteur public et privé afin de promouvoir ces compétences parmi différents groupes cibles tels que les jeunes en début de carrière, les professionnels seniors de plus de 45 ans, les seniors de plus de 60 ans, les spécialistes des applications mobiles, etc.
Faciliter les entrées et favoriser la concurrence dans les services haut débit dans le cadre du Plan haut débit 2020.	Une « Stratégie haut débit 2030 » a été adoptée en février 2019. L'Autriche est le premier pays européen à être équipé d'un réseau mobile 5G, inauguré en mars 2019 et déployé dans 25 villes. Le déploiement du réseau 5G à l'échelle de tout le territoire est prévu pour 2025.
Faire en sorte que la politique de la concurrence apporte une réponse aux nouvelles menaces pour la concurrence sur les marchés numériques, notamment en s'appuyant sur la coopération internationale.	Un nouveau seuil a été fixé pour les fusions dans le secteur du numérique afin d'en améliorer le contrôle. Le concept de « pouvoir de marché relatif », inscrit dans le droit de la concurrence en Autriche, permet de détecter les abus de pouvoir de marché et est appliqué pour promouvoir la concurrence sur les marchés des technologies numériques.
Favoriser des mesures plus efficaces pour la protection des données, la cybersécurité et la protection des consommateurs. Sensibiliser davantage le public au fait que la responsabilité de la gestion des risques incombe en partie aux entreprises et aux consommateurs eux-mêmes.	Un portail internet s'intéressant exclusivement aux questions de sécurité a été créé et une quarantaine d'organisations publiques et privées ont participé à sa création. Les systèmes d'identification électronique en vigueur en Autriche (eID, carte d'identité électronique, et Handy Signatur, identité numérique) sont conformes à des normes de sécurité technique et juridique exigeantes.

Des réformes du secteur public s'imposent plus que jamais

L'étendue du secteur public limite les possibilités d'adopter des politiques publiques novatrices

Le secteur public autrichien, relativement important dans l'économie nationale (Graphiques 1.33 et 1.34), est confronté à trois grandes sources de tensions : des dépenses supplémentaires liées au vieillissement démographique, des besoins de redéploiement des dépenses d'éducation, et la nécessité de rendre la structure des recettes publiques plus propice à la croissance. De plus, la complexité des relations budgétaires entre les différents niveaux de l'administration – État fédéral, *Länder*, et communes – fait obstacle à la définition des priorités stratégiques et dessert la qualité des services publics dans différents domaines. Les performances du secteur public telles que perçues par les usagers ne répondent pas aux attentes des citoyens. Si certains domaines de l'action publique, comme les services judiciaires et de maintien de l'ordre, suscitent l'approbation des citoyens, l'Autriche se classe derrière d'autres pays comparables en termes de qualité des services publics perçue par les usagers (Graphique 1.33, partie D).

Graphique 1.33. Le secteur public est très vaste et ses performances pourraient être améliorées et ses performances pourraient être améliorées



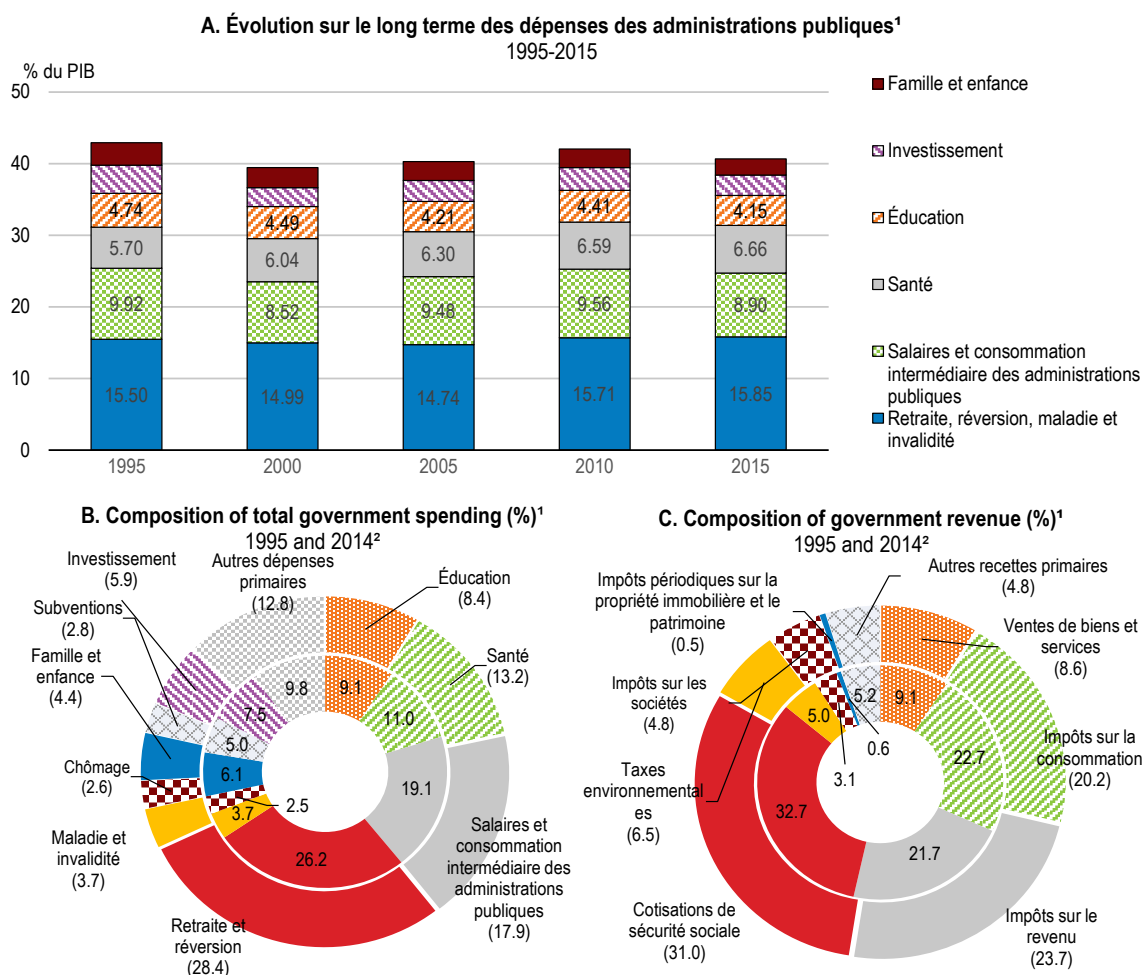
Note : L'agrégat OCDE présenté dans chaque partie est la moyenne simple des données disponibles pour les pays de l'OCDE.

1. Englobe les prestations à finalité sociale dans les neuf domaines suivants : vieillesse, réversion, invalidité, santé, famille, programmes actifs du marché du travail, chômage, logement et autres domaines de la politique sociale.

2. D'après l'enquête Gallup World Poll (GWP). % des personnes interrogées ayant donné une réponse positive à une question telle que « Faites-vous confiance au gouvernement de votre pays ? ».

Source : OCDE (2019), « Panorama des comptes nationaux », OCDE, Statistiques des comptes nationaux de l'OCDE (base de données), Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales (SOCX), et OCDE (2017), Panorama des administrations publiques 2017.

Graphique 1.34. La structure des recettes et des dépenses des administrations publiques est restée stable dans l'ensemble ces deux dernières décennies



1. Données corrigées des variations conjoncturelles.

2. Les cercles intérieurs correspondent à 1995, et à 2014 pour les cercles extérieurs

Source : Courmède, B., J., Fournier et P., Hoeller (2018), « Structure des finances publiques et croissance inclusive », OCDE, série Études de politique économique, n° 25.

Le précédent gouvernement avait retenu pour objectif de réduire le ratio impôts/PIB pour l'amener de 42 % en 2018 vers 40 % d'ici à 2023. Pour atteindre ce résultat sans porter atteinte à la viabilité des finances publique à long terme, l'Autriche devrait engager des réformes concernant les recettes et les dépenses publiques d'une ampleur considérable. En tout état de cause, il faudrait maîtriser la tendance « passive » à la hausse des dépenses, et reconstituer des marges d'action autorisant un usage plus stratégique des ressources publiques. Des examens de dépenses par secteur étaient prévus, afin de recenser les économies potentielles ainsi que les axes d'amélioration de la qualité et de l'efficacité des dépenses. L'expérience acquise par d'autres pays de l'OCDE montrant que la qualité de ces examens peut varier, il convient que les autorités veillent au respect d'exigences très strictes en matière d'indépendance et de normes techniques. Les conclusions de ces examens devraient, de plus, être diffusées largement et faire l'objet de débats publics. Parmi les pays de l'OCDE qui ont procédé à de tels examens, le Canada et les Pays-Bas pourraient retenir l'attention de l'Autriche, en raison de la démarche suivie. Pour garantir l'indépendance de l'analyse tout en bénéficiant d'une connaissance interne approfondie des domaines de l'action publique examinés, les Pays-Bas ont mis en place des groupes d'examen pluridisciplinaires,

associant des agents des ministères sectoriels concernés, des agents du ministère des Finances et des experts indépendants, sous la présidence d'un garant expérimenté mais extérieur au domaine considéré (OECD, 2011, [lien](#) ; Institute for Government, 2018, [lien](#)).

Il conviendrait d'adapter les accords budgétaires entre niveaux d'administration

Les différents niveaux d'administration de l'État fédéral autrichien sont bien perçus par les citoyens, qui les considèrent comme un mécanisme de gouvernance ascendante. Toutefois, cette organisation est coûteuse et soulève des problématiques de coordination en matière de programmation et d'exécution des services publics. Les gouvernements des neuf *Länder* du pays prennent part à la conduite des politiques publiques, celle-ci n'étant pas explicitement réservée à l'administration fédérale par la constitution. Plus de 2000 communes sont ainsi en charge de différents services publics, tels que l'accueil de la petite enfance ou la lutte contre la pauvreté. L'Autriche est remarquable à la fois par la taille moyenne de ses communes, qui figure parmi les plus faibles de l'OCDE, et par le nombre de collectivités locales pour 100 000 habitants, parmi les plus élevés de l'OCDE (Graphique 1.19 ci-avant).

Les Länder et les communes, qui disposent de recettes propres limitées, reçoivent l'essentiel de leurs financements sous forme de transferts de l'État fédéral, au travers d'un système complexe de répartition et redistribution des recettes fiscales¹². L'Autriche fait partie des pays de l'OCDE qui présentent les plus forts décalages entre les prérogatives attribuées aux administrations infranationales en matière de fiscalité et de dépenses (OECD, 2019, [lien](#) ; Allain-Dupré, 2018, [lien](#)). Ce décalage a été identifié de longue date comme un frein à l'optimisation et à l'efficacité des services publics et des dépenses budgétaires. Dans plusieurs domaines clés, tels que les infrastructures hospitalières, l'enseignement secondaire ou la protection sociale, les trois niveaux d'administration interviennent côte à côte dans la programmation, le financement et l'exécution des services publics, et sont conjointement responsables de la qualité des services ainsi assurés. L'Autriche devrait améliorer la correspondance entre les prérogatives attribuées à ses divers niveaux d'administration en matière de recettes et de dépenses, et rechercher des économies d'échelle dans la gouvernance des communes au moyen de services partagés ou en regroupant certaines structures administratives. Un domaine de l'action publique d'une importance particulière pour la cohésion sociale à long terme et la croissance économique offre à cet égard un exemple notable : celui de l'organisation des établissements préscolaires et scolaires. Une coopération entre les différents niveaux d'administration a pris corps avec la publication de certains documents pédagogiques communs et au travers d'échanges d'informations relatives aux compétences linguistiques des enfants. Toutefois, une qualité de services plus élevée de la part de chaque niveau d'administration concerné et l'approfondissement de la coopération entre ces acteurs seront deux conditions nécessaires pour améliorer le contenu pédagogique des services préscolaires et assurer la continuité des programmes d'enseignement (Encadré 1.4).

Encadré 1.4. Coordination entre les différents intervenants publics en matière d'éducation préscolaire et scolaire

La nouvelle étude de l'OCDE consacrée à l'apprentissage préscolaire et à l'amélioration du bien-être des enfants (OECD, 2018, [lien](#)) indique qu'« offrir à tous les enfants un bon départ dans la vie est un impératif de jour en jour plus indéniable. Les premières expériences vécues par les enfants ont des effets marquants et durables sur leur bien-être et leur bonheur durant l'enfance, ainsi que sur la qualité de vie des adultes qu'ils deviendront, dans des domaines aussi variés que l'éducation, l'emploi, la santé, la citoyenneté ou le bien-être subjectif. Les pays qui n'accordent pas leur attention au bien-être dès la petite enfance laissent de côté le plus efficace de tous les outils permettant d'assurer la qualité de vie et les compétences de la génération à venir et de réduire les inégalités entre familles et communautés. » Cette même étude souligne toutefois que « le renforcement de l'offre de services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants (EAJE) ne se traduit pas nécessairement par une amélioration de la situation des enfants. Dans certains pays, l'EAJE a des effets très positifs sur les résultats d'apprentissage des enfants, alors que dans d'autres, son impact est neutre, voire, dans certains cas, négatif. Constat tout aussi préoccupant : dans un certain nombre de pays, l'EAJE semble bénéficier davantage aux enfants favorisés qu'aux enfants défavorisés. »

L'Autriche a pris plusieurs initiatives pour améliorer l'étendue et la qualité de ses services d'EAJE, en introduisant notamment une année d'éducation préscolaire obligatoire. Alors que le taux de scolarisation des enfants de moins de 3 ans dans les structures d'EAJE reste inférieur à celui observé dans des pays comparables, aux alentours de 25 % (par rapport à des taux de 50 à 80 % dans les pays nordiques et aux Pays-Bas), celui des enfants de 4 ans a atteint 94.9 % en 2016, soit un résultat proche de la moyenne de l'UE, qui s'établit à 95.3 %. Parmi les enfants de 5 ans, ce taux est déjà supérieur à la moyenne de l'UE, avec 97 %. En dépit d'avancées majeures pour étendre l'offre de services d'EAJE, certaines études relèvent que des problèmes de qualité subsistent (EC, 2018, [lien](#)).

L'amélioration de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants suppose de répondre à trois défis, en partie liés à l'organisation actuelle de l'administration autrichienne dans ce secteur :

- L'éducation préscolaire relève de la responsabilité des communes, conformément au cadre réglementaire fédéral relatif à la qualité des structures d'accueil des jeunes enfants et aux qualifications pédagogiques des éducateurs. Les services offerts varient grandement d'une commune à l'autre, y compris en termes de périodes et horaires d'ouverture.
- Les modalités de formation des professionnels intervenant dans les structures d'EAJE sont spécifiques à l'Autriche. À la différence de plusieurs autres pays de l'OCDE (dans lesquels les enseignants du préscolaire suivent une formation universitaire), la plupart des personnels suivent un programme d'enseignement supérieur de deux ans. Alors que les diplômes universitaires en EAJE (proposés par quelques universités) n'autorisent pas un candidat à travailler dans un établissement préscolaire, cette formation professionnelle certifiée de deux ans est exigée. L'Autriche pourrait envisager de s'inspirer de l'expérience novatrice mise en place depuis peu par l'Allemagne dans ce domaine¹³.
- La coordination des programmes pédagogiques entre les établissements d'EAJE et l'enseignement primaire est moins aboutie en Autriche que dans les pays les plus innovants de l'OCDE (OECD, 2019, [lien](#)). Si des échanges et des consultations étaient organisés depuis longtemps entre les enseignants du préscolaire et du scolaire, c'est en 2018 que l'administration fédérale a imposé des normes pédagogiques devant être suivies par les établissements préscolaires au titre des contrats de financement de l'éducation conclus avec les États fédérés (*Länder*). Une importante réflexion concernant le projet éducatif sera nécessaire pour assurer une continuité effective entre les enseignements préscolaires et scolaires (Shuey *et al.*, 2019, [lien](#)).

Le précédent gouvernement avait annoncé plusieurs mesures destinées à améliorer non seulement le pourcentage d'enfants accueillis dans des établissements d'EAJE mais aussi la qualité des services assurés. Il était prévu d'établir des objectifs pédagogiques communs à l'enseignement préscolaire et

scolaire, pour assurer notamment de bonnes compétences en langue allemande et la définition de valeurs communes. Une évaluation normalisée des connaissances linguistiques était prévue pour tous les enfants à l'âge de 4 ans, et devait être suivie, si nécessaire, d'une formation linguistique préscolaire obligatoire de deux ans. En cas de non-respect de ces dispositions obligatoires, les parents des enfants concernés auraient pu être sanctionnés. Les autorités envisageaient également de définir des normes applicables aux infrastructures d'accueil préscolaire, concernant le nombre d'enfants par groupe, la qualification du personnel et la formation initiale et continue des éducateurs (Austrian Government, 2017, [lien](#)).

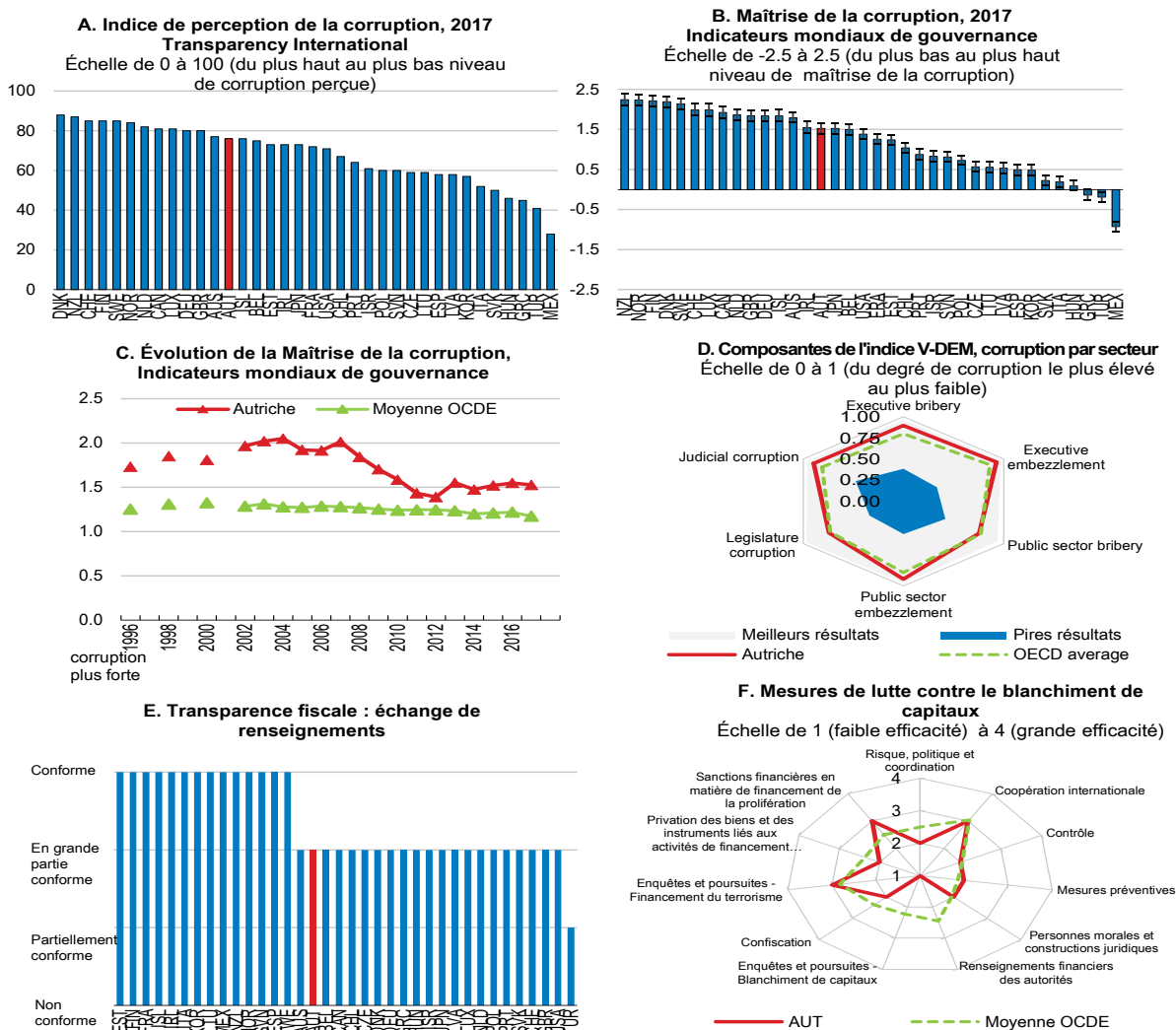
Promouvoir l'intégrité dans le secteur public et lutter contre la corruption

L'Autriche figure au 14^e rang sur 180 pays dans le classement de l'indice de perception de la corruption de Transparency International, légèrement en dessous de pays comparables (Graphique 1.35), étant précisé que cette notation a varié au cours des années 2000. Il apparaît que la complexité de l'organisation institutionnelle de l'Autriche, le très grand nombre d'autorités compétentes en matière de marchés publics, ainsi que la présence de nombreuses entités économiques détenues par l'État fédéral, les *Länder* ou les communes, soulèvent différents défis de gouvernance particuliers à l'Autriche.

Lorsqu'il a établi son rapport concernant la mise en œuvre par l'Autriche de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption a identifié plusieurs difficultés en matière de lutte contre la corruption transnationale¹⁴. Parmi les éléments propres à l'Autriche figure la taille importante des sociétés qui assurent des services d'utilité publique dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications dans divers pays du centre, de l'Est et du Sud-Est de l'Europe (OECD, 2012, [lien](#)). Les entreprises du secteur des jeux de hasard et d'argent exercent elles aussi des activités transnationales significatives : 70 % des enjeux pariés en Autriche sont le fait de clients étrangers. Enfin, les six principales banques autrichiennes conduisent toutes des activités importantes dans l'ensemble de la région.

Un aspect essentiel de la problématique est la faiblesse du montant maximal de l'amende pouvant être appliquée aux personnes morales reconnues responsables de pratiques de corruption à l'étranger. L'amende maximale, limitée à 1.3 million EUR, semble mal refléter la taille et l'importance de nombreuses entreprises autrichiennes, la localisation des activités commerciales internationales qu'elles exercent, ou les différents secteurs dans lesquels elles interviennent (OECD, December 2017, DAF/WGB(2017)72). Cette amende est notamment inférieure à celle pouvant être appliquée à une personne physique au titre des mêmes pratiques. En parallèle, des progrès ont été accomplis pour surmonter des difficultés identifiées de longue date, par exemple concernant les informations couvertes par le secret bancaire, ou le délai nécessaire aux autorités pour obtenir les renseignements relatifs aux comptes bancaires. Par le passé, cet état de fait a fait obstacle à la mise en œuvre d'une coopération internationale rapide et efficace avec d'autres pays en matière de lutte contre la corruption. L'Autriche a adopté des mesures pour répondre à ces préoccupations, avec notamment la création, en octobre 2018, d'un registre national des comptes bancaires pouvant être consulté directement par les autorités autrichiennes de poursuites. Elle a également modifié son droit interne pour lever les difficultés rencontrées dans l'identification des bénéficiaires effectifs des sociétés (OECD, December 2017). En complément, il serait approprié que l'Autriche agisse de manière à sanctionner effectivement les pratiques de corruption transnationale. Depuis qu'elle a ratifié la Convention, en 1999, l'Autriche n'a prononcé qu'une seule condamnation pour corruption transnationale, à l'encontre d'une personne physique, tandis qu'aucune société n'a été sanctionnée à ce jour (OECD, December 2017). En mars 2020, le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption procédera à un réexamen complet des lois anti-corruption de l'Autriche et de leurs modalités d'application. En 2018, l'Autriche a également souhaité se soumettre à un examen du FMI portant sur la qualité de son cadre juridique et institutionnel en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux.

Graphique 1.35. Risques de corruption



Note: Partie A : l'Indice de perception de la corruption de Transparency International est un indicateur synthétique recouvrant différentes composantes. Partie B : l'indicateur de maîtrise de la corruption, qui fait partie des Indicateurs mondiaux de gouvernance de la Banque mondiale, est également un indicateur composite. Pour de plus amples informations, voir Kaufmann et al., (2010) ; sur le graphique sont représentées à la fois l'estimation ponctuelle et la marge d'erreur. Partie D : l'indicateur de corruption élaboré dans le cadre du projet V-Dem (Varieties of Democracy) est une des composantes de l'indicateur de maîtrise de la corruption de la Banque mondiale. Partie E : elle offre un aperçu de l'évaluation globale de la mise en œuvre de l'échange de renseignements à des fins fiscales en pratique, réalisée dans le cadre de la phase 2 des examens par les pairs du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Ces examens par les pairs permettent d'évaluer la capacité des juridictions membres du Forum de garantir la transparence de leurs entités et constructions juridiques et de coopérer avec les autres administrations fiscales conformément à la norme reconnue à l'échelle internationale. La partie E du graphique illustre les résultats du premier cycle d'examens (sachant qu'un deuxième cycle est en cours). Partie F : le Groupe d'action financière (GAFI) réalise des examens par les pairs de chacun de ses membres pour évaluer la mesure dans laquelle ils appliquent les Recommandations du GAFI. Le graphique correspond aux notations attribuées au pays considéré, qui indiquent le degré d'efficacité des mesures prises par ce pays en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au regard des 11 résultats immédiats définis à cet effet. Sources : Banque mondiale ; Transparency International ; Institut V-Dem, Université de Göteborg, et Université de Notre Dame ; calculs effectués par le Secrétariat de l'OCDE à partir de données provenant du Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales ; et Groupe d'action financière (GAFI).

Des réformes de grande ampleur des finances publiques devraient contribuer à une réaffectation appropriée des ressources et au rééquilibrage des postes de recettes

L'Autriche devrait tirer parti des volants d'action importants dont elle dispose pour modifier la structure de ses finances publiques afin de créer des conditions plus favorables à l'emploi, à la croissance, à l'inclusion sociale et à la qualité des services publics. L'adoption d'une nouvelle approche stratégique serait nécessaire pour remanier la composition des volets recettes et dépenses de ses comptes budgétaires.

Les dépenses publiques ont augmenté de manière globalement « passive », dans la mesure où services publics et transferts sociaux ont progressé conformément à l'ensemble des politiques publiques, organismes et droits à prestation préexistants. Pour renforcer la dimension stratégique des dépenses et leur adéquation aux priorités et besoins économiques et sociaux, l'Autriche peut s'appuyer sur l'expérience acquise par d'autres pays de l'OCDE afin d'identifier les domaines dans lesquels il serait possible de réduire les dépenses tout en limitant la baisse des prestations sociales, en s'appuyant sur les conclusions d'examens indépendants et détaillés des dépenses publiques – déjà mentionnés plus haut. Le gouvernement prévoyait dans son programme pour 2017-22 d'utiliser cet instrument plus largement que par le passé.

Le volet des recettes pourrait, lui aussi, être profondément réformé. Des travaux récents de l'OCDE relatifs aux effets de la structure fiscale sur les inégalités et la croissance semblent indiquer que, si l'Autriche allégeait la fiscalité du travail pour augmenter la part des recettes générées par les taxes environnementales et la fiscalité immobilière, elle pourrait engranger des retombées positives non négligeables en termes d'emploi, de croissance et d'inclusion sociale (OECD, 2017, [lien](#)), étant entendu que toute hausse de la fiscalité environnementale permet simultanément d'accroître les recettes et de réduire les émissions polluantes. Les éventuels effets régressifs d'une telle réforme sur la distribution des revenus (par exemple, pour les ménages à faible revenu qui résident dans des régions isolées) pourraient être compensés par des transferts ciblés. Si les taux normaux des impôts sur la consommation sont élevés en Autriche, un grand nombre de biens et services sont soumis à des taux réduits¹⁵ dont il conviendrait de limiter l'application, coûteuse pour les finances publiques (OECD, 2018, [lien](#) ; EC, 2017, [lien](#) ; Zu, 2017, [lien](#) ; IFS, 2017, [lien](#)). En Autriche, le ratio des recettes de TVA s'établit aujourd'hui à 60 % (en d'autres termes, 40 % des recettes potentielles de TVA ne sont pas recouvrées, principalement en raison de taux réduits et d'exonérations), si bien que les responsables des politiques publiques pourraient s'inspirer de l'expérience d'autres pays de l'OCDE, tels que la Nouvelle-Zélande ou le Canada, qui sont parvenus à faire progresser ces ratios (jusqu'à 95 % dans le cas de la Nouvelle-Zélande). À titre d'exemple, si les pouvoirs publics parvenaient à relever le ratio des recettes de TVA de 60 % à 70 %, les recettes fiscales supplémentaires ainsi générées, qui représenteraient jusqu'à 1.1 % du PIB, permettraient de financer des baisses d'impôt plus productives.

De fait, selon les travaux de l'OCDE, l'efficacité économique des réductions et exonérations de TVA est limitée. Dans le secteur du tourisme en particulier, dans lequel de nouvelles réductions de TVA ont été introduites en 2018, les retombées économiques obtenues pourraient être insuffisantes pour compenser le coût élevé de telles incitations fiscales (OECD, 2014, [lien](#)). À ce sujet, l'approche mise en œuvre par l'Islande pourrait retenir l'attention des responsables de l'action publique en Autriche : compte tenu du bilan positif du relèvement du taux spécial de TVA sur les activités touristiques, passé de 7 % à 11 %, l'Islande prévoit de soumettre la plupart des services touristiques au taux normal de TVA. Cette application étendue du taux normal contribuera à financer une future baisse de ce taux, qui serait ramené de 24 % à 22.5 %, conformément à l'objectif consistant à élargir les assiettes d'imposition tout en abaissant les taux appliqués (OECD, 2017, [lien](#)). La mise en place de transferts ciblés en faveur des ménages à faible revenu peut compenser les effets régressifs induits par un relèvement de la TVA (Maples and Sawyer, 2017, [lien](#)).

La fiscalité immobilière, pour sa part, permet d'améliorer à la fois la mobilisation des recettes publiques et la redistribution des richesses. Comme indiqué précédemment, des travaux de l'OCDE ont établi que les

impôts sur les successions peuvent se révéler des instruments efficaces de la fiscalité immobilière et produire, de plus, des effets estimés positifs sur la croissance (Akgun *et al.*, 2017, [lien](#)).

L'Autriche a annoncé son projet d'introduire une imposition sur les activités numériques. À compter de 2020, les recettes générées par les publicités en ligne seront imposées à 5 % dès lors que la société qui les perçoit réalise un chiffre d'affaires mondial de 750 millions EUR ou plus, dont 25 millions EUR au moins provenant d'Autriche. En outre, la TVA sera applicable à certaines transactions conclues sur les plateformes numériques de vente au détail. Les réformes en matière de TVA sont les bienvenues, et l'Autriche est invitée à les mettre en œuvre dans le respect des principes élaborés par l'OCDE. L'initiative de taxation des recettes publicitaires en ligne est conforme à l'approche déjà appliquée par plusieurs autres pays, cependant que le Parlement européen s'est prononcé en faveur d'une proposition de directive instaurant une taxe similaire à l'échelle de l'Union européenne (European Parliamentary Research Service, 2018, [lien](#)). Un grand nombre des entreprises qui seraient soumises à cette taxe sur les services numériques ont leur siège aux États-Unis. À l'initiative du G20 et de l'OCDE, des travaux sont en cours pour adapter les règles fiscales actuelles aux défis soulevés par la transformation numérique de l'économie. Les pays qui prennent part à ce processus G20/OCDE se sont engagés à définir en 2020 une solution de long terme fondée sur un consensus en matière de fiscalité de l'économie numérique. Ces même pays n'ont pas dégagé de consensus quant à la nécessité, ou à l'opportunité, d'adopter d'ici 2020 des mesures provisoires (OECD, 2019, [lien](#)).

Encadré 1.5. Les travaux de l'OCDE relatifs aux réformes des finances publiques sont particulièrement pertinents pour l'Autriche

Les conclusions des récents travaux de l'OCDE concernant la structure des finances publiques et la croissance inclusive contiennent des enseignements pertinents pour l'Autriche. Les conséquences évaluées sur les revenus des déciles inférieurs de la distribution des revenus et sur la cohésion sociale sont particulièrement remarquables (Cournède *et al.*, 2018, [lien](#)) :

La taille des administrations publiques des pays de l'OCDE a augmenté au cours des deux dernières décennies en grande part de manière « passive », le vieillissement démographique ayant entraîné une hausse des dépenses de retraite et de santé, tandis que les dispositions venant réformer la structure des finances publiques sont restées modestes. L'Autriche a été concernée par ce phénomène, et les dépenses des administrations publiques représentent 50 % de son PIB, soit le 6^e taux le plus élevé parmi les pays de l'OCDE.

Dans tous les pays de l'OCDE, il est possible de déployer des stratégies « gagnant-gagnant » de réforme du secteur public, à même d'induire des effets positifs pour la production comme pour l'inclusion sociale. Dans ces deux domaines, l'Autriche apparaît comme l'un des pays susceptibles de recueillir les gains potentiels les plus élevés. Sur la période 1995-2012, les données disponibles semblent indiquer une baisse d'ensemble de la qualité des dépenses publiques en Autriche (taille, efficacité et structure – conformément à la méthodologie d'évaluation décrite dans Cournède *et al.* (2018)), alors que cette qualité s'est améliorée dans des pays comparables. Des gains importants pourraient dès lors être obtenus par un remaniement de la structure des recettes et des dépenses, assorti d'une progression de la qualité et de la crédibilité des services publics.

Ces premières conclusions de l'OCDE recourent les résultats d'une autre simulation, visant à estimer les effets d'une réduction du coin fiscal sur le travail, qui resterait budgétairement neutre, dans quatre pays de l'UE, dont l'Autriche (les trois autres étant l'Allemagne, la Belgique et l'Italie). Selon cette simulation, la mesure produisant les meilleurs résultats sur les fronts de la croissance et de l'emploi serait un allègement de la fiscalité sur le travail financé par un relèvement des impôts sur la consommation. Toutefois, dans la mesure où une telle réforme augmenterait les dépenses de

consommation des ménages et réduirait leurs revenus réels, il serait peut-être plus approprié, en termes de bien-être social, de la financer par une diminution des dépenses publiques.

Aux fins de la présente étude, la méthodologie d'estimation de l'OCDE (Cournède *et al.*, 2018, [lien](#)), a été appliquée à différents scénarios de réforme possibles pour l'Autriche :

- Scénario 1 : les taxes environnementales sont augmentées de 0.5 % du PIB et les recettes correspondantes financent une baisse équivalente du coin fiscal sur les salaires inférieurs au salaire moyen. Le PIB par habitant pourrait progresser, et le décile inférieur de la distribution des revenus serait celui où les gains sont les plus importants (le Tableau 1.11 présente plus de détails).
- Scénario 2 : les subventions à la production sont réduites de 0.8 % de PIB (ce qui représente une baisse sensible et suppose des réformes d'accompagnement à l'échelle de l'UE), les économies ainsi réalisées financent une baisse équivalente du coin fiscal sur les salaires inférieurs au salaire moyen. Le PIB par habitant pourrait progresser et tous les déciles de la distribution des revenus pourrait enregistrer des hausses, les plus forts gains revenant au décile inférieur de la distribution.
- Scénario 3 : des réformes structurelles conduisent à des gains en termes d'efficacité, de qualité et de crédibilité du secteur public de manière à combler la moitié de l'écart avec la Suède (sans modification du ratio impôts/PIB ni du ratio dépenses/PIB). Le PIB par habitant pourrait progresser et, comme dans les scénarios précédents, les plus forts gains de revenu seraient enregistrés dans le premier décile de la distribution des revenus du travail.

Des études conduites par différents organismes, notamment la cour des comptes autrichienne, ont souligné l'existence de gisements d'économies dans des secteurs précis de l'administration publique, des dépenses d'éducation et de santé (EC, 2019, [lien](#)), notamment dans le cadre de la mise en place de pratiques de budgétisation axées sur la performance (OECD, 2018, GOV/PGC/SBO(2018)7). Les effets négatifs que la concentration excessive de la charge fiscale sur les revenus du travail exerce sur la croissance du PIB et l'inclusion sociale ont été établis sans ambiguïté (Köppl and Schratzenstaller, 2015, [lien](#)). Des réformes visant à rééquilibrer les soins de santé primaires (préventifs) et secondaires (curatifs) ont produit des résultats encourageants, mais leur généralisation s'est révélée difficile, compte tenu de l'organisation actuelle des financements et de l'offre des soins (Hofmarcher, 2014, [lien](#)). Concernant la rationalisation des responsabilités qui incombent à l'État fédéral, aux *Länder* et aux communes dans l'exécution des principaux services publics, des objectifs ont été définis, mais, sur ce front, les progrès restent lents. La loi de péréquation budgétaire de 2017 énonce de nouveaux objectifs à cet égard à l'horizon 2020/21 (y compris l'utilisation d'analyses comparatives formelles pour évaluer la qualité des services assurés par les différents intervenants) (Federal Chancellery, 2017, [lien](#); Federal Chancellery, 2018, [lien](#)). Une approche globale de la réforme des finances publiques, qui couvrirait tous les niveaux de l'administration, ainsi que les principaux postes de dépenses (pensions, santé, administrations publiques) et de recettes (cotisations de sécurité sociale, impôts sur le revenu, impôts sur la consommation, taxes environnementales, impôts sur le patrimoine et les successions), serait la bienvenue pour accomplir des progrès plus méthodiques.

En matière de politique budgétaire, les recommandations formulées par cette *Étude* portent sur des mesures budgétairement neutres, comme indiqué dans le Tableau 1.9 et l'Encadré 1.5. La recommandation consistant à restreindre le champ d'application des taux réduits de TVA est quantifiée de manière très générale uniquement. Le Tableau 1.11 ci-dessous présente les premiers effets budgétaires probables des mesures proposées (Tableau 1.11).

Tableau 1.11. Effets budgétaires des principales recommandations de la présente *Étude*

Recommandation	Impact budgétaire	Effets sur le PIB au bout de 5 à 15 ans	Effets sur les inégalités au bout de 5 ans
Réformes de libéralisation des marchés des produits	Pas de coût budgétaire significatif	Hausse de 1 à 6 % du PIB par habitant par rapport à 2020	Pas d'estimation des effets sur les inégalités
Scenario 1 : <ul style="list-style-type: none"> Hausse de 0.25 point de PIB de la fiscalité environnementale Réduction de 0.25 point de PIB du coin fiscal sur les salaires inférieurs au salaire moyen 	Budgétairement neutre	Hausse de 5 à 8.5 % du PIB par habitant par rapport à 2020	Le décile inférieur de la distribution des revenus enregistrerait les gains les plus élevés, avec une croissance du revenu réel estimée à environ 2 %
Scenario 2 : <ul style="list-style-type: none"> Réduction de 0.4 point de PIB des subventions à la production Réduction de 0.4 point de PIB du coin fiscal sur les salaires inférieurs au salaire moyen 	Budgétairement neutre	Hausse de 2 à 11 % du PIB par habitant par rapport à 2020	Le décile inférieur de la distribution des revenus enregistrerait les gains les plus élevés, avec une croissance du revenu réel estimée à environ 2 %
Scenario 3 : Gains en termes d'efficacité, de qualité et de crédibilité du secteur public permettant de combler la moitié de l'écart avec la Suède	Budgétairement neutre	Hausse de 3 à 15 % du PIB par habitant par rapport à 2020	Les déciles inférieurs de la distribution des revenus enregistreraient les gains les plus élevés, avec des hausses du revenu réel estimées allant de 0.35 % (premier décile) à 0.15 % (revenu médian)

Tableau 1.12. Recommandations antérieures concernant les finances publiques

Recommandations antérieures de l'OCDE	Mesures prises
Procéder à une révision en profondeur des dépenses afférentes à l'éducation, à la santé, à la prise en charge de la dépendance et à l'administration	Au total, trois examens des dépenses ont été menés à bien, concernant l'enseignement public obligatoire, le Fonds de secours en cas de catastrophe naturelle (<i>Katastrophenfonds</i>) et le Fonds de péréquation des charges familiales (FLAF, <i>Familienlastenausgleichsfonds</i>). En outre, pour l'heure, cinq autres examens sont en cours d'achèvement, concernant les Chemins de fer fédéraux autrichiens (ÖBB, <i>Österreichische Bundesbahnen</i>), les services de gestion de l'eau, les services de santé des établissements scolaires, les institutions financières internationales et la justice.
Aligner les prérogatives en matière de dépenses et de financement aux différents échelons de l'administration en conférant plus d'autonomie fiscale aux échelons infranationaux	L'impôt sur le logement (dont les recettes annuelles sont d'environ 1.1 milliard EUR) est désormais exclusivement recouvré par les États fédérés (<i>Länder</i>), autorisés à en fixer le taux à leur discrétion.
Encourager les fusions entre communes pour exploiter les économies d'échelle.	

Références

- Ahrend, R., et al. (2014), “What Makes Cities More Productive? Evidence on the Role of Urban Governance from Five OECD Countries”, *OECD Regional Development Working Papers*, No. 2014/05, OECD Publishing, Paris.
- Akgun, O., B. Cournède and J. Fournier (2017), “The effects of the tax mix on inequality and growth”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1447, OECD Publishing, Paris
- Allain-Dupré, D. (2018), “Assigning responsibilities across levels of government: Trends, challenges and guidelines for policy-makers”, *OECD Working Papers on Fiscal Federalism*, No. 24, OECD Publishing, Paris.
- Altzinger, W., S. Humer and M. Moser. (2016), “Entwicklung und Verteilung der Einkommen”, in: Sozialbericht – Sozialpolitische Entwicklungen und Maßnahmen 2015-2016, Sozialpolitische Analysen, Bundesministerium für Arbeit, Soziales und Konsumentenschutz, 227–268.
- Andexlinger, W., P. Nabielek and K. Nabielek (2018), “Comparing recent suburban developments in Austria and the Netherlands”, In book: *The Suburban Land Question: A Global Survey*, Publisher: University of Toronto Press, pp.167-190.
- Andrews, D., G. Nicoletti and C. Timiliotis (2018), “Digital technology diffusion: A matter of capabilities, incentives or both?”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1476, OECD Publishing, Paris.
- Attinasi, M., D. et al. (2016), “Budget-neutral labour tax wedge reductions: A simulation-based analysis for selected euro area countries”, Discussion Papers 26/2016, Deutsche Bundesbank.
- Austria Economic Chamber (2018), *AGENDA2018 WKÖ Policy Priorities*, Vienna, <https://www.wko.at/Content.Node/kampagnen/agenda2018/wko-agenda2018-en.pdf>
- Austrian Competition Authority (2018), *Report Sector Inquiry Health - The Austrian Pharmacy Market*, Vienna, https://www.bwb.gv.at/fileadmin/user_upload/Downloads/standpunkte/Gesundheitsbranchenuntersuchung_Apothekenmarkt_BWB_en_final.pdf
- Austrian Government (2017), *Zusammen. Für unser Österreich. Regierungsprogramm 2017 - 2022*, Vienna, https://www.wienerzeitung.at/em_daten/wzo/2017/12/16/171216_1614_regierungsprogramm.pdf.
- Austrian Government (2018), *Tourismus and Freizeitwirtschaft – Österreich 2018*, Vienna, <https://www.bmnt.gv.at/service/publikationen/tourismus/bericht-lage-tourismus-freizeitwirtschaft-oesterreich-2018.html>.
- Austrian Government (2019), *Social mobility and Wealth distribution*, Federal Ministry of Labor, Social Affairs, Health and Consumer Protection (preliminary version), Vienna.
- Austrian Hotel Association (2018), “Hotel Industry 4.0 Leveraging digitization to attract guests and improve efficiency”, Roland Berger, Munich, <https://www.rolandberger.com/en/Publications/Hotel-Industry-4.0.html>
- Balestra, C. and R. Tonkin (2018), “Inequalities in household wealth across OECD countries: Evidence from the OECD Wealth Distribution Database”, *Statistics and Data Working Paper*, No. 2018/01, OECD, Paris. https://www.oecd-ilibrary.org/economics/inequalities-in-household-wealth-across-oecd-countries_7e1bf673-en
- Bruneforth, M., C. Shewbridge and R. Rouw (2019), “Moving towards more school autonomy in Austria: Refocusing the role of school supervision”, *OECD Education Working Papers*, No. 200, OECD Publishing, Paris.

- Bundesministerium für Digitalisierung und Wirtschaftsstandort (2018), Außenwirtschaftsstrategie 2018, Vienna,
https://www.bmdw.gv.at/WirtschaftsstandortInnovationInternationalisierung/Internationalisierung/Aussenwirtschaftsstrategie%202018/Documents/Außenwirtschaftsstrategie_barrierefrei_V2.pdf
- Calel, R. and A. Dechezleprêtre (2016), “Environmental Policy and Directed Technological Change: Evidence from the European Carbon Market”, *Review of Economics and Statistics*, Vol. 98(1).
- Charbonnier, É. (2019), “Dans tous les pays de l’OCDE, on mesure la progression des jeunes et des écoles”, *Les Echos*, February, <https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/un-premier-pas-vers-une-culture-de-levaluation-de-lecole-en-france-992825>
- Cournède, B., J. Fournier and P. Hoeller (2018), “Public finance structure and inclusive growth”, *OECD Economic Policy Papers*, No. 25, OECD Publishing, Paris.
- The Court of Justice (2018), Judgment of the Court (Grand Chamber) of 13 November 2018, ECLI identifier: ECLI:EU:C:2018:896, <http://curia.europa.eu/juris/celex.jsf?celex=62017CJ0033>.
- The Court of Justice (2019), Judgment of the Court (Grand Chamber) of 12 September 2019, ECLI identifier: ECLI:EU:C:2019:723, <http://curia.europa.eu/juris/celex.jsf?celex=62018CJ0064>.
- Cowling, M., P. Bates, N. Jagger, and G. Murray (2008), “Study of the Impact of Enterprise Investment Scheme (EIS) and Venture Capital Trusts (VCT) on Company Performance”, Research Report HMRC 44, Institute for Employment Studies, Brighton, <https://www.employment-studies.co.uk/resource/study-impact-enterprise-investment-scheme-eis-and-venture-capital-trusts-vct-company>
- Criscuolo, C. and J. Timmis (2018), “GVCs and centrality: Mapping key hubs, spokes and the periphery”, *OECD Productivity Working Papers*, No. 12, OECD Publishing, Paris.
- Dauth, C. and O. Toomet (2016), “On Government-Subsidized Training Programs for Older Workers”, *Labour*, No. 30.
- EC (2017), “Effectiveness of tax incentives for venture capital and business angels to foster the investment of SMEs and start-ups”, Final Report TAXUD/2015/DE/330, https://ec.europa.eu/taxation_customs/sites/taxation/files/final_report_2017_taxud_venture-capital_business-angels.pdf
- EC (2017), “VAT rates applied in the Member States of the European Union-Situation at 1st January 2019”, European Commission, https://ec.europa.eu/taxation_customs/sites/taxation/files/resources/documents/taxation/vat/how_vat_works/rates/vat_rates_en.pdf
- EC (2018), “2030 Climate and Energy Framework”, European Commission, https://ec.europa.eu/clima/policies/strategies/2030_en
- EC (2018), “Education and Training Monitor 2018 Austria Report”, European Commission, https://ec.europa.eu/education/sites/education/files/document-library-docs/et-monitor-report-2018-austria_en.pdf
- EC (2018), “The 2018 Ageing Report: Economic and Budgetary Projections for the EU Member States (2016-2070)”, *Economic and Financial Affairs*, Institutional Paper 079, European Commission.
- EC (2018), *Country Report Austria 2018*, Commission Staff Working Document, COM(2018) 120, Brussels.
- EC (2018), “Austria: Government Reform Plan for Minimum Income Scheme Causes Ongoing Debates”, *European Social Policy Network Flash Report* No. 47, Brussels <https://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=19975&langId=en>.
- EC (2019), *Country Report Austria 2019*, Commission Staff Working Document, COM(2019) 150, Brussels.
- EIB (2018), *EIB Investment Report 2018/2019: Retooling Europe’s economy*, European Investment Bank.

- EIGE (2018), *Gender Equality Index 2017: Austria*, European Institute for Gender Equality, Vilnius, <https://eige.europa.eu/publications/gender-equality-index-2017-austria>
- European Court of Auditors (2018), *Special report no 08/2016: Rail freight transport in the EU: still not on the right track*, Luxembourg, https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR16_08/SR_RAIL_FREIGHT_EN.pdf
- European Parliamentary Research Service (2018), *Interim digital services tax on revenues from certain digital services*, European Union, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2018/625132/EPRS_BRI\(2018\)625132_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2018/625132/EPRS_BRI(2018)625132_EN.pdf)
- Famira-Mühlberger, U., et al. (2017), "Austria 2025-Challenges and Macroeconomic Effects of Long-term Care Provision", *WIFO Monatsberichte (monthly reports)*, WIFO, vol. 90(8), August.
- Federal Chancellery (2017), National Reform Programme 2017, Vienna, <https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2017-european-semester-national-reform-programme-austria-en.pdf>
- Federal Chancellery (2018), National Reform Programme 2018, Vienna, <https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2018-european-semester-national-reform-programme-country-austria-en.pdf>
- Ferencz, J. (2019), "The OECD Digital Services Trade Restrictiveness Index", *OECD Trade Policy Papers*, No. 221, OECD Publishing, Paris.
- Fessler, P. and M. Schuerz, (2015), "Private Wealth Across European Countries: The Role of Income, Inheritance and the Welfare State", *ECB Working Paper*, No. 1847.
- Geng, N. (2018), "Fundamental Drivers of House Prices in Advanced Economies", *IMF Working Paper*, WP/18/164, IMF.
- Geymüller, P. and M. Christl (2013), "The high cost of housing: How politics and tenancy law are distorting the market, and three proposals for affordable housing", *Agenda Austria*, Vienna, <https://www.agenda-austria.at/wp-content/uploads/2013/12/aa-study-1.pdf>
- Ghods, M. (2018), "Is Austria's Economy Locked-in in the CESEE Region? Austria's Competitiveness at the Micro-level", Research Report 151, The Vienna Institute for International Economic Studies.
- Grossmann, S. (2017), "Growth projections for public spending on long-term care exceed agreed cost containment targets", *FISKALRAT Staff Papers*, Austrian Fiscal Advisory Council, Vienna, https://www.fiskalrat.at/dam/jcr:bbf1733d-1254-4ac6-9a50-4f2caa4ad6e7/haftungen-uebersetzung-kurzfassung_tcm164-257012.pdf
- Guger, A. and S. Rocha-Akis (2016), "Redistribution by the State in Austria", *Wifo Bulletin*, 21(11).
- Hagemann, R. (2018), "Tax Policies for Inclusive Growth: Prescription versus Practice", *OECD Economic Policy Papers*, No. 24, OECD Publishing, Paris.
- Hansson, A. G. (2018), "Combatting the housing shortage through institutional reform: The parallel cases of Germany and Sweden", *ZfV- Zeitschrift für Geodäsie, Geoinformation und Landmanagement*, 143.
- Hanzl-Weiss, D., et al. (2018), "Is Austria's Economy Locked-in to the CESEE Region? A Meso-economic Analysis", Research Report 433, The Vienna Institute for International Economic Studies.
- Heimberger, P. (2018), "How Much Do Trading Partners Matter for Austria's Competitiveness and Export Performance?", Research Report 435, The Vienna Institute for International Economic Studies.
- Heissel, J., C. Persico, and D. Simon (2019), "Does Pollution Drive Achievement? The Effect of Traffic Pollution on Academic Performance", *NBER Working Paper*, No. 25489.
- Hofmarcher, M. (2014), "The Austrian health reform 2013 is promising but requires continuous political ambition", *Health Policy*, Vol. 118(1).

- IFS (2017), "Redistribution, efficiency and the design of VAT: a review of the theory and literature", IFS Briefing Note BN212 (Abramovsky, L., D. Phillips and R. Warwick), The Institute for Fiscal Studies, <https://www.ifs.org.uk/uploads/publications/bns/BN212.pdf>
- IMF (2018), *2018 Article IV Consultation- Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Austria, Country Report No. 18/272*, Washington, DC.
- Institute for Government (2018), "The 2019 Spending Review How to Run it Well" (Wheatley, M., B. Maddox and T. K. Bishop), London, https://www.instituteforgovernment.org.uk/sites/default/files/publications/IfG_2019_%20spending_review_web.pdf
- International Energy Agency (2017), *Energy Technology Perspectives 2017*, Paris.
- ITF (2018), *The Shared-Use City: Managing the Curb*, International Transport Forum, https://www.itf-oecd.org/sites/default/files/docs/shared-use-city-managing-curb_5.pdf
- ITF (2018), *Shared Mobility Simulations for Dublin*, International Transport Forum, <https://www.itf-oecd.org/sites/default/files/docs/shared-mobility-simulations-dublin.pdf>
- Kakes, J., and R. Nijskens (2018), "Size of the banking sector: implications for financial stability", *DNB Occasional Studies*, Volume 16-6, De Nederlandsche Bank, Amsterdam.
- Kettner-Marx, C., et al. (2018), "CATs - Carbon Taxes in Austria. Implementation Issues and Impacts", *WIFO Studies*, number 61185, WIFO
- Köppl, A. and S. Stagl (2018), "A plea for a paradigm shift in financial decision-making in the age of climate change and disruptive technologies", *SUERF Policy Note*, Issue No 45.
- Köppl, A. and M. Schratzenstaller (2015), "The Austrian Tax System-Reform Perspectives", *WIFO Monatsberichte (monthly reports)*, 88 (2).
- Leitner, S. (2018), "Factors Driving Wealth Inequality in European Countries", The Vienna Institute for International Economic Studies, Working Paper 155, Vienna.
- Maples, A. and A. Sawyer (2017), "The New Zealand GST and its Global Impact: 30 Years On", *New Zealand Journal of Taxation Law and Policy*, Vol. 23.
- Martin, J. P. (2017), "Policies to Expand Digital Skills for the Machine Age", *IZA Policy Paper*, No. 123, Institute of Labor Economics (IZA), Bonn.
- Martin, J. (2018), "Skills for the 21st century: Findings and policy lessons from the OECD survey of adult skills", *OECD Education Working Papers*, No. 166, OECD Publishing, Paris.
- Ministry of Finance (2016), *Langfristige Budgetprognose, Bericht der Bundesregierung gemäß § 15 (2) BHG 2013*, Vienna, https://www.bmf.gv.at/budget/das-budget/Langfr_Budgetprognose_Bericht_der_Bundesreg_April_2016.pdf?67run8
- Moor, R. (2017), "Austrian Tourism Industry Needs Changes Despite Recent Successes", *Tourism Review*, <https://www.tourism-review.com/austrian-tourism-is-outdated-news10300>
- Mundt, A. (2018), "Privileged but Challenged: The State of Social Housing in Austria in 2018", *Critical Housing Analysis*, Vol. 5(1).
- Nell, P. C., J. Schmitt, V. Preveden and L. Hauska (2019), "Headquarters of the future: The impact of digitalization on headquarters structures and value added", Study Report 2019, Vienna University of Economics and Business, http://epub.wu.ac.at/6787/1/Study_HQ_Digitalization_FINAL.pdf
- Nusche, D., et al. (2016), "Governance of school resource use in Denmark", in *OECD Reviews of School Resources: Denmark 2016*, *OECD Reviews of School Resources*, OECD Publishing, Paris.
- Nusche, D. et al. (2016), "OECD Reviews of School Resources: Austria 2016", *OECD Reviews of School Resources*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2011), *Starting Strong III: A Quality Toolbox for Early Childhood Education and Care, Starting Strong*, OECD Publishing, Paris.

- OECD (2011), “*Typology and Implementation of Spending Reviews*”, *OECD Discussion Paper*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2012), “Phase One: Implementing the OECD Anti-Bribery Convention in Austria” Report of the OECD Anti-Bribery Convention, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2012), “Phase 3 Report on Implementing the OECD Anti-Bribery Convention in Austria”, Report of the OECD Anti-Bribery Convention, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2012), “*The labour market integration of immigrants and their children in Austria*”, in *Jobs for Immigrants (Vol. 3): Labour Market Integration in Austria, Norway and Switzerland*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2013), *Environmental Performance Review Austria*. https://www.oecd-ilibrary.org/environment/oecd-environmental-performance-reviews-austria-2013_9789264202924-en
- OECD (2014), *OECD Skills Strategy Diagnostic Report: Austria*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2014), “Taxation and tourism”, in *OECD Tourism Trends and Policies 2014*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015), *OECD Economic Surveys: Austria 2015*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015), *The Metropolitan Century: Understanding Urbanisation and its Consequences*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264228733-en>.
- OECD (2016), *Making Integration Work: Refugees and others in need of protection*, *Making Integration Work*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2016), “*Funding and governance of school education in Austria*”, in *OECD Reviews of School Resources: Austria 2016*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2016), *Extended Producer Responsibility: Updated Guidance for Efficient Waste Management*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264256385-en>
- OECD (2017), *Starting Strong V: Transitions from Early Childhood Education and Care to Primary Education*, *Starting Strong*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2017), *The Pursuit of Gender Equality: An Uphill Battle*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2017), *Making Integration Work: Family Migrants*, *Making Integration Work*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2017), “*Phase 3 follow-up: Additional written report by Austria*”, Working Group on Bribery in International Business Transactions, Directorate for Financial and Enterprise Affairs, Paris 12-15 December 2017.
- OECD (2017), *Pensions at a Glance 2017: Country Profiles-Austria*, *Pensions at a Glance 2017: OECD and G20 Indicators*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2017), *OECD Economic Surveys: Austria 2017*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2017), *OECD Economic Surveys: Iceland 2017*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018), “*Starting close, growing apart: Why the gender gap in labour income widens over the working life*”, in *OECD Employment Outlook 2018*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018), “*Early Learning Matters*”, *The International Early Learning and Child Well-being Study*, OECD Publishing, Paris, <http://www.oecd.org/education/school/Early-Learning-Matters-Project-Brochure.pdf>
- OECD (2018), *Good Jobs for All in a Changing World of Work: The OECD Jobs Strategy*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018), *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees in Vienna*, OECD Publishing, Paris.

- OECD (2018), *The new OECD Jobs Strategy: Good jobs for all in a changing world of work*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018), *Income Distribution and Poverty by Country*, <https://stats.oecd.org/index.aspx?queryid=66670>
- OECD (2018), *Rethinking Urban Sprawl: Moving Towards Sustainable Cities*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018), *OECD Tourism Trends and Policies 2018*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018), *OECD Best Practices for Performance Budgeting*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018), *OECD Reviews of Innovation Policy: Austria 2018*, OECD Reviews of Innovation Policy, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018), *Effective Carbon Rates 2018: Pricing Carbon Emissions Through Taxes and Emissions Trading*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264305304-en>.
- OECD (2018), *Taxing Energy Use 2018: Companion to the Taxing Energy Use Database*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264289635-en>.
- OECD (2018), *Consumption Tax Trends 2018: VAT/GST and Excise Rates, Trends and Policy Issues*, Consumption Tax Trends, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2019), *Fertility rates*, <https://data.oecd.org/pop/fertility-rates.htm>
- OECD (2019), *Ready to Help?: Improving Resilience of Integration Systems for Refugees and other Vulnerable Migrants*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2019), *Supporting Entrepreneurship and Innovation in Higher Education in Austria*, forthcoming.
- OECD (2019), *Trends Shaping Education 2019*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2019), *Making Decentralisation Work: A Handbook for Policy-Makers*, OECD Multi-level Governance Studies, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2019), *“Inheritance Taxation in OECD Countries”*, Note by the Secretariat for the Working Party No. 2 on Tax Policy Analysis and Tax Statistics, Paris.
- OECD (2019), *“Addressing the Tax Challenges of the Digitalisation of the Economy – Policy Note”*, OECD/G20 Base Erosion and Profit Shifting Project.
- OECD (2019), *Indicators of Product Market Regulations*, 2019 (forthcoming).
- OECD/EU (2018), *Settling In 2018: Indicators of Immigrant Integration*, OECD Publishing, Paris/EU, Brussels.
- OeNB (2018), *Facts on Austria and Its Banks (October 2018)*, Austrian National Bank, Vienna.
- Peneder, M. (2010), *“The impact of venture capital on innovation behaviour and firm growth”*, *Venture Capital*, Vol. 12(2).
- Peneder, M., M. Firgo and G. Streicher (2019), *“Stand der Digitalisierung in Österreich”*, Austrian Institute of Economic Research, Vienna, https://www.wifo.ac.at/jart/prj3/wifo/resources/person_dokument/person_dokument.jart?publikationsid=61654&mime_type=application/pdf
- Pfister, A. (2018), *“Migration: A Win-Win Situation?”*, 45th Economics Conference: Economic and Monetary Union (EMU)-Deepening and Convergence, Austrian National Bank, Vienna.
- Pham-Dao, L. (2016), *“Public Insurance and Wealth Inequality - A Euro Area Analysis”*, Annual Conference 2016 (Augsburg): Demographic Change 145942, Verein für Socialpolitik / German Economic Association.
- Roy, R. and N. Braathen (2017), *“The Rising Cost of Ambient Air Pollution thus far in the 21st Century: Results from the BRIICS and the OECD Countries”*, *OECD Environment Working Papers*, No. 124, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/d1b2b844-en>.

- Sandbu, M. (2019), "Swiss solutions to wealth tax conundrums", *Financial Times* (February)
<https://www.ft.com/content/01e3e348-2ebc-11e9-ba00-0251022932c8>
- Schneider, M. (2019), "Housing supply and demand in Austria", forthcoming in *Monetary Policy and the Economy*, Austrian National Bank, Vienna.
- Shuey, E., et al. (2019), "Curriculum alignment and progression between early childhood education and care and primary school: A brief review and case studies", *OECD Education Working Papers*, No. 193, OECD Publishing, Paris.
- Smidt, W. (2018), "Early childhood education and care in Austria: challenges and education policies", *Early Child Development and Care*, 188:5.
- Sorbe, S., et al. (2019), "Digital Dividend: Policies to Harness the Productivity Potential of Digital Technologies", *OECD Economic Policy Papers*, No. 26, OECD Publishing, Paris.
- Stiglitz, J., J. Fitoussi and M. Durand (eds.) (2018), *For Good Measure: Advancing Research on Well-being Metrics Beyond GDP*, OECD Publishing, Paris.
- World Inequality Database (2018), *Income inequality, Austria, 1987-2016*,
<https://wid.world/country/austria/>
- Zu, Y. (2017), "Reforming VAT Concessions: A Tax Expenditure Analysis", *British Tax Review*, Vol. 4.

1 Ces modifications, approuvées par le Parlement autrichien, signifient que le montant des prestations pour enfant à charge sera maintenant calculé en fonction du coût de la vie dans le lieu de résidence de l'enfant considéré, et non du coût de la vie en Autriche. La Commission européenne a contesté la légalité de cette réforme au regard du droit de l'UE. Le gouvernement autrichien a reconnu qu'elle pourrait être bloquée par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).

2 En 2018, le Conseil de stabilité des marchés financiers a publié les recommandations suivantes : i) l'apport versé pour obtenir le crédit immobilier doit s'élever à 20 % au moins de la valeur nominale de l'emprunt ; ii) la durée des prêts hypothécaires ne doit pas excéder 35 ans ; iii) les coûts du service de la dette ne doivent pas excéder 40 % du revenu net des emprunteurs ; et iv) la solvabilité des emprunteurs doit être évaluée à partir de toutes les sources de données disponibles.

3 Moins de 20 % des ménages résidant à Vienne et moins de 50 % des ménages dans toute l'Autriche sont propriétaires de leur logement, contre une moyenne de 60 % à l'échelle de l'OCDE.

4 Selon les calculs de l'OCDE, le taux de chômage structurel (NAIRU) est passé de plus de 4 % à 5½ % environ entre 2000 et 2018, alors que dans les pays comparables, il s'est orienté à la baisse après une poussée initiale.

5 OCDE, *Supporting Entrepreneurship and Innovation in Higher Education in Austria*, 2019 (à paraître).

6 Aujourd'hui, l'aide publique à la prise en charge de la dépendance passe par trois canaux : i) prestations en espèces (proportionnellement au degré de dépendance des bénéficiaires sur une échelle de 1 à 7, dans une fourchette comprise entre 158 et 1 689 EUR par mois) ; ii) soutien à l'aidant principal (afin de faciliter le travail à temps partiel ou la prise de congés) ; et iii) services en nature dans des établissements spécialisés. C'est l'administration fédérale qui est responsable des prestations en espèces et de l'aide aux aidants principaux, tandis que les services en établissement relèvent de la responsabilité des États fédérés (*Länder*). Étant donné que les personnes âgées dépendantes préfèrent généralement continuer de vivre chez elles, les allocations en espèces représentent la plus grande partie de l'aide publique. Or ces allocations ne permettent pas de mettre un terme aux difficultés qu'ont les aidants à continuer de travailler. Les *Länder* proposent désormais de nouveaux services en nature, notamment mobiles, afin de leur venir en aide. Un plan d'action sur la prise en charge de la dépendance a été adopté en décembre 2018, et le précédent gouvernement avait chargé l'Institut d'études supérieures (IHS, *Institut für Höhere Studien*) de réaliser une étude sur des mécanismes de financement alternatifs.

7 Il est fréquent que la responsabilité des politiques publiques soit partagée entre différents échelons de l'administration en Autriche : 1) dans le secteur de la santé, elle est partagée entre l'administration fédérale, les *Länder* et les autorités locales ; 2) dans le secteur du logement, ce sont les autorités locales et des *Länder* qui prennent les décisions ; 3) dans le secteur de l'éducation, les responsabilités sont partagées. Les communes sont responsables, aux côtés des *Länder*, de l'enseignement préscolaire et primaire ; les *Länder* et l'administration fédérale sont en charge de l'enseignement secondaire ; enfin, l'administration fédérale est seule responsable de l'enseignement post-secondaire et supérieur.

8 Source : Confédération des organismes autrichiens de Sécurité sociale (*Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger*).

9 *Die Österreichische Sozialversicherung in Zahlen* (rapport des organismes sociaux sur les chiffres de la protection sociale en Autriche), mars 2019.

10 Les résultats présentés dans la partie B du graphique utilisent des données microéconomiques sur les entreprises autrichiennes issues de la base Orbis. Bien que les entreprises autrichiennes recensées dans cette base de données puissent être différentes de celles incluses dans un échantillon représentatif du secteur autrichien des entreprises, c'est la seule base de données microéconomiques dont on dispose actuellement pour les sociétés autrichiennes cotées et non cotées. À cet égard, les discussions en cours sur d'éventuels amendements à la loi sur les statistiques (*Statistikgesetz*), qui permettraient à des chercheurs extérieurs d'accéder aux données microéconomiques de l'Autriche, comme c'est le cas en Allemagne, au Danemark ou aux Pays-Bas, pourraient aider à améliorer l'accessibilité et la disponibilité de ces données.

11 Le très haut débit permet le transfert de données au rythme de 30 à 100 Mbits par seconde, et l'ultra-haut débit des vitesses de transfert d'au moins 100 Mbits par seconde via des liaisons directes par fibre optique vers les immeubles et les habitations.

12 Le système de transfert inclut des dotations générales inconditionnelles, des dotations affectées à des dépenses spécifiques, et des transferts validés au cas par cas. Il prévoit aussi le versement de compensations au titre des missions déléguées par l'administration fédérale aux *Länder*, ou déléguées par ceux-ci aux communes. Ces relations budgétaires font l'objet d'une loi sur les relations budgétaires entre les niveaux d'administration, dont une nouvelle version est adoptée tous les quatre à six ans. La dernière loi en date, adoptée en 2017, couvre la période 2017-21.

13 En Allemagne, comme en Autriche, la formation des enseignants du préscolaire était traditionnellement assurée dans des établissements d'enseignement professionnels du second cycle du secondaire. Depuis 2004 néanmoins, plus de 100 cursus dédiés

à l'EAJE ont été créés à travers le pays, dans des universités de sciences appliquées, des établissements universitaires spécialisés dans la formation des enseignants ou des universités classiques, et forment désormais des éducateurs du préscolaire.

14 Ces informations sont présentées sans préjuger des conclusions du Groupe de travail concernant la mise en œuvre de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.

15 Outre le taux normal de TVA égal à 20 %, l'Autriche applique deux taux réduits, égaux respectivement à 13 % (hébergement hôtelier, manifestations culturelles et sportives, vols intérieurs, certaines denrées agricoles) ; et à 10 % (notamment produits alimentaires, restauration, produits pharmaceutiques, livres imprimés, autres denrées agricoles) ; tandis que le transport aérien international est soumis au taux zéro.

Études économiques de l'OCDE

AUTRICHE 2019 (VERSION ABRÉGÉE)

L'Autriche a enregistré de bons résultats économiques au cours des dernières décennies. En 2018, elle se classait au 11^e rang des pays de l'OCDE et au 6^e rang des pays de l'Union européenne (UE) en termes de produit intérieur brut (PIB) réel par habitant, devançant légèrement l'Allemagne, la Finlande et la Belgique. Elle a cependant été distancée par les pays de l'OCDE à la croissance la plus rapide au cours des années 2010, et cet écart s'est creusé plus rapidement que pour des pays comparables. Les indicateurs de bien-être disponibles demeurent cependant nettement supérieurs à la moyenne de l'OCDE, sachant que les écarts entre groupes de population et régions demeurent limités, ce qui témoigne d'une forte cohésion sociale.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : <https://doi.org/10.1787/829ad951-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2019/20
Novembre 2019

éditionsOCDE
www.oecd.org/editions



ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2019
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-51048-7



9 789264 510487